

du revenu de ce capital fut bientôt démontrée, ce qui obligea à s'adresser à la générosité des donateurs. Le nombre des enfants recueillis dans l'asile varie de 70 à 104. Ils y reçoivent l'enseignement suivant le programme des écoles primaires; on leur fait apprendre les métiers de menuisier, tailleur, cordonnier; les jeunes filles apprennent le ménage et le travail manuel. Les élèves confectionnent eux-mêmes leurs vêtements, sous la direction d'un instituteur.

Dans le courant des années 1895-1896 furent fondées d'autres asiles près de l'usine Alexandrovsky (Alexandrovsky zavod), ainsi que des écoles à Cadaï, Algatch et dans les villages Gorno-Zerentuï, Michel-Nikolsky, Sergievsky. En outre, on fonda une maison de travail pour les femmes, avec crèche pour leurs enfants.

Depuis 1898, le patronage des familles des forçats prend sous sa direction les écoles de l'île de Sakhaline. Mais l'insuffisance de ses efforts fut bientôt démontrée. Il se trouve dans l'île de Sakhaline 2.500 enfants, et c'est seulement 650 enfants qu'on peut recueillir dans les trois asiles et 25 écoles primaires se trouvant sous la direction du patronage. Il reste 1.900 enfants voués à la plus grande misère et à l'influence démoralisatrice du milieu criminel dans lequel ils végètent.

Le patronage ne se borne pas à inaugurer des asiles et des écoles; il s'adresse au Gouverneur militaire de l'île, le général Liapounoff, en lui proposant de prendre des mesures préservatrices de la morale des femmes des transportés, afin qu'elles ne soient pas obligées, pour gagner leur vie, de s'adonner à la prostitution.

Le patronage s'adresse à Son Excellence le Ministre de la Justice pour lui présenter l'état pitoyable où se trouvent les familles des condamnés; leurs membres sont souvent dépravés par l'influence des criminels avec lesquels ils sont en contact pendant le long voyage de Russie à Sakhaline (*Revue*, 1899, p. 763).

Enfin, le patronage décida, dans sa séance du 17 mars 1901, de fonder à Sakhaline une maison de travail, qui se trouvera sous la direction d'une sœur de charité, M^{me} E. K. Meyer, qui connaît admirablement les conditions locales.

Le clergé orthodoxe vient en aide à la nouvelle institution en ordonnant de faire une quête à son profit dans toutes les églises de Saint-Pétersbourg, le 1^{er} octobre 1901.

Alexandre DE BORZENKO.

REVUE DES INSTITUTIONS PÉNITENTIAIRES

I

Administration de la justice criminelle en 1899.

La publication du rapport sur l'Administration de la justice criminelle en 1899 suit de près le rapport de 1898 (1). — Les renseignements que ces documents statistiques nous fournissent présentent d'autant plus d'intérêt qu'ils se rapportent à des époques moins éloignées — et il faut assurément savoir gré à nos excellents collègues, chargés de ce service important au Ministère de la Justice d'avoir, par l'impulsion aussi active qu'intelligente qu'ils lui ont donnée, fait disparaître les longs retards d'autrefois.

Les résultats des dernières années doivent aussi, assurément, encourager leur zèle. La criminalité recule, les malfaiteurs s'amendent ou redoutent la répression, et à aucune époque encore, nous n'aurons pu signaler une situation meilleure. Toutes les branches de la criminalité, toutes les rubriques du rapport viennent fournir leur contribution à cette constatation générale. Devant les Cours d'assises, les crimes les plus graves marquent un temps d'arrêt, et, si les atteintes à la propriété semblent en légère augmentation, ces modifications tiennent uniquement à l'usage plus ou moins restreint de la correctionnalisation et se trouvent amplement compensées par une diminution correspondante d'infractions de même nature jugées par les tribunaux. Peu importe donc quelques vols qualifiés de plus si, en regard, nous trouvons nombre de vols simples de moins.

En revanche, la petite récidive a reculé dans des proportions considérables. En 7 années, 11.254 prévenus récidivistes de moins ont été jugés : 64.129 au lieu de 75.383, soit 15 0/0.

Est-ce uniquement à l'application d'une loi qui porte le nom d'un de nos anciens présidents, la loi Bérenger, que ces résultats doivent être attribués? Il serait injuste de méconnaître l'influence considérable de cette réforme. Ne veut-on pas en augmenter encore les effets par la loi du pardon que la Chambre doit prochainement discuter? Nous pensons cependant que la relégation, encore bien que les tribunaux se refusent depuis quelques années à l'appliquer, a éloigné

(1) *Journal officiel* du 16 octobre 1901. — *Conf. supra*, p. 579.

de la métropole les récidivistes les plus endurcis et les malfaiteurs d'habitude. Le rapport a donc eu raison — et nous avons imité son exemple — de réserver à l'examen de la loi de sursis et de ses effets une partie importante. C'est ainsi que plusieurs anomalies apparaissent, sur lesquelles l'attention de la Chancellerie doit nécessairement se porter. La loi de sursis est à peine appliquée d'une façon générale par les Cours d'assises et aussi dans certains ressorts, — la Cour de Bastia, par exemple, où, sur 1000 condamnés susceptibles de l'obtenir, 60 seulement en bénéficient — alors que, dans le ressort de Rennes, la moyenne s'élève à 374.

Nous constatons aussi avec regret que la détention préventive augmente presque, alors que les délits diminuent, et que les mises en liberté provisoire demeurent l'exception. En dépit d'une circulaire récente (*supr.*, p. 1355) qui est venue recommander aux magistrats de ne procéder aux arrestations, même en matière de crimes, qu'avec une grande réserve, et malgré le nombre presque nul des contumax, on a peine à comprendre que les sentiments d'humanité des juges d'instruction ne réduisent pas la détention préventive à ses extrêmes limites.

La Société générale des prisons s'est préoccupée à maintes reprises de cette grave question. Il importe, à notre avis, de fournir aux détenus des moyens rapides de recours contre les ordonnances; mais nous sommes de ceux qui pensent que les réformes dépendent des mœurs plutôt que des lois. De même que, sans le concours des législateurs, les courtes peines de prison ou d'envoi en correction à l'égard des mineurs de seize ans ont disparu, de même que la loi Bérenger s'est graduellement généralisée, de même, les magistrats prendront pour règle de n'arrêter, en matière de délits, que lorsque la culpabilité sera certaine, le prévenu sans moyens d'existence ou sans domicile et sa disparition probable.

Cours d'assises.

L'augmentation des affaires déférées au jury en 1899 est fort peu sensible : 2.524 au lieu de 2.353, soit 171 de plus, dont 166 relatives aux crimes contre les propriétés. Comme nous l'avons déjà indiqué, ces différences tiennent uniquement, suivant nous, à la correctionnalisation plus ou moins grande des affaires. Un nombre fort important des vols et abus de confiance jugés par la police correctionnelle est, en réalité, du ressort de la Cour d'assises et, par suite, 166 affaires ne peuvent jouer aucun rôle dans la criminalité générale. Nous sommes d'autant mieux fondé dans notre appréciation que, pour

les principaux crimes (parricide, empoisonnement et assassinat), la différence est insensible : 191 en 1899 au lieu de 188 en 1898, — pour l'infanticide, on ne relève en 1899 que 87 affaires au lieu de 105, — enfin, pour les meurtres et les coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, au lieu de 311 accusations en 1898, on en relève 305 en 1899.

En résumé, pour les crimes contre les personnes, rien ne démontre un changement défavorable dans la criminalité.

L'augmentation porte presque exclusivement sur les affaires de vols qualifiés et abus de confiance : 850 accusations et 889 accusés au lieu de 740 accusations et 777 accusés, soit une augmentation de 112 accusés en 1899, et nous en avons indiqué la raison probable.

Un seul crime, en dehors de ceux que nous avons indiqués, marque dans la statistique de 1899 un accroissement aussi important qu'anormal : l'incendie volontaire, pour lequel, au lieu de 168 affaires en 1898, on en compte 212 en 1899, soit 44 de plus.

Le rapport en recherche les causes et énumère les divers mobiles qui ont amené les accusés devant le jury. Ces mobiles sont des plus nombreux : vengeance, cupidité, désir d'assister à un spectacle ou d'obtenir une récompense; mais l'alcoolisme n'est la cause que de 9 pour 100 de ces crimes.

Ajoutons toutefois qu'en général ces poursuites étaient peu justifiées, car nous voyons qu'elles se sont terminées par 46 0/0 de verdicts négatifs. Cette indication était nécessaire en regard de l'augmentation des poursuites.

Relativement au sexe, à l'âge, à l'état civil, à l'origine, au domicile et au degré d'instruction, les mêmes proportions se reproduisent d'une année à l'autre.

Le dernier recensement ayant pour la première fois donné le classement par catégories professionnelles de la population active de la France, il était intéressant de rechercher le rapport entre la population de chaque classe et la criminalité.

Nous croyons devoir reproduire le tableau suivant :

PROFESSIONS OU INDUSTRIES	POPULATION ACTIVE	NOMBRE DES ACCUSÉS	PROPORTION POUR 100.000 INDIVIDUS
Agriculture, forêts, pêche. . .	8.524.000	659	7
Industrie, transports.	6.334.000	1.401	22
Commerce.	1.659.060	561	33
Services domestiques.	920.000	152	16
Professions libérales et services publics.	1.031.000	162	15

Résultat des poursuites. — Pas de différence à signaler d'une année à l'autre.

Sur 2.524 accusations, 1.251 (49 0/0) ont été accueillies entièrement par le jury à l'égard de tous les accusés et 147 (6 0/0) à l'égard de quelques-uns des accusés. 679 (27 0/0) ont été rejetées.

En résumé, 1.146 accusés, dont 12 mineurs de seize ans ont bénéficié de verdicts d'acquittement; et, sur ces 2.368 condamnés, 20 ont été condamnés à la peine de mort, 628 à la peine des travaux forcés, 423 à la réclusion, 1.281 à une peine d'emprisonnement et 7 à l'amende.

Ainsi, plus des trois quarts des accusés ont obtenu des circonstances atténuantes, et 50 fois sur 100 la Cour a abaissé la peine de deux degrés. L'indulgence des jurés et des magistrats s'est, on le voit, étendue dans les plus larges limites.

Contumaces. — Le nombre des contumaces n'a cessé de diminuer d'année en année. Il a été de 127 en 1899, alors que, pendant la période 1881-1885, le nombre moyen était 297. On voit combien est peu sensible, au point de vue de la criminalité, le nombre des accusés cherchant à se soustraire à la justice.

Tribunaux correctionnels.

Les tribunaux correctionnels ont jugé 175.582 affaires, relatives à 157.389 délits de droit commun et 18.193 contraventions, soit une diminution de 5.536 délits et 703 contraventions.

Les délits qui ont contribué à marquer cette importante décroissance sont nombreux. Nous relevons :

- 5.017 délits de moins pour le vagabondage et la mendicité;
- 1.005 vols simples;
- 359 fraudes commerciales;
- 1.384 délits de pêche, forêts, divers.

Nous pouvons donc considérer que l'amélioration est intéressante à signaler pour les vols simples. Quant au vagabondage et à la mendicité, l'affaiblissement de la répression ou surtout, à la suite de la circulaire du 2 mai 1899 (*Revue*, p. 755), une bienveillance plus grande en paraît la seule cause : l'augmentation de certains délits porte presque exclusivement sur les coups et blessures volontaires : 1.174 de plus; les délits de chasse, 584, les outrages aux agents, 233, et les destructions d'arbres ou de récoltes, 243.

Relativement au mode d'introduction des affaires : les neuf dixièmes, soit 157.707, ont été introduites par le ministère public. Le nombre

des affaires jugées comme flagrants délits, en exécution de la loi de 1863, a diminué : 27 0/0 en 1899, au lieu de 31 0/0 en 1898.

Le rapport indique avec raison que cette procédure n'est plus appliquée aux mineurs de seize ans — au moins à Paris. Une instruction peut seule permettre de connaître la situation exacte d'un enfant, la moralité de ses parents, la nature du placement qui peut lui convenir et cette mesure heureusement inspirée par une sage protection de l'enfance, doit contribuer à la diminution de la criminalité.

Mineurs de seize ans. — La situation des mineurs de seize ans traduits en justice n'a cessé d'appeler depuis de longues années notre attention et notre intérêt. Nous croyons devoir résumer les renseignements que le rapport de 1899, plus complet que les précédents, nous donne à leur sujet : 5.381 mineurs de seize ans (4.663 garçons et 716 filles) ont été poursuivis devant les tribunaux correctionnels.

102 étaient accusés de crimes (art. 68), entre autres 33 attentats à la pudeur, 32 incendies volontaires, 27 vols.

Sur 1.000 prévenus, 345 étaient inculpés de vols, 174 de coups et blessures, 82 de contraventions, 80 de chasse, 80 de vagabondage ou mendicité.

Le nombre des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement a été fort important : 4.418 sur lesquels 3.202 ont été remis à leurs parents ou à des tiers et 1.216 envoyés en correction dont 40 seulement pour moins d'une année. En comparant ce chiffre de 40 à celui de 1890, 900, nous pouvons mesurer le progrès accompli non seulement par la circulaire du 31 décembre dernier (*supr.*, p. 363), auquel le rapport fait allusion, mais surtout par les efforts des criminalistes qui ont su faire comprendre que, si l'emprisonnement de courte durée n'exerçait sur les condamnés aucune influence au point de vue de leur amendement, les envois en correction pendant quelques semaines ou quelques mois étaient néfastes pour les mineurs.

Nous regrettons que le rapport ne distingue pas les remises des enfants aux parents et celles faites à des tiers. Trop souvent les tribunaux hésitent à enlever aux parents indignes et à soustraire à leur pernicieuse influence des enfants qu'ils réclament par intérêt et non par affection.

Résultat des poursuites. — Le résultat des poursuites a peu varié pour les autres prévenus. La proportion des acquittements (36 0/00) est la même depuis dix années. Il faut attendre la loi de pardon pour que cette proportion soit changée.

L'application des circonstances atténuantes et l'indulgence des tri-

bunaux sont parfois même excessives — à ne consulter que la statistique.

L'art. 463 est accordé, en effet, à

98	sur 100	des condamnés pour vagabondage ;
91	—	mendicité ;
90	—	vol.

Nous pensons que, si les tribunaux ne témoignent jamais une trop large indulgence aux délinquants primaires, leur sévérité devrait être plus grande à l'égard des récidivistes. Leur résistance à appliquer la loi sur la relégation nous a toujours paru une véritable erreur de droit.... pénitentiaire.

Appels de police correctionnelle. — Sur 14.046 affaires frappées d'appel, intéressant 16.446 prévenus, près des trois quarts des jugements (10.449 ou 74 0/0) ont été confirmés. Cette énorme proportion de confirmations montre quel abus est fait du droit d'appel : il faut attribuer cet abus à la jurisprudence des Cours, qui accordent toujours l'imputation de la détention préventive (1). Si les condamnés ne se savaient pas assurés de bénéficier de cette faveur, ils n'useraient pas autant de l'appel pour jouir plus longtemps du régime des prévenus.

La moyenne générale des infirmités étant de 261, la proportion varie suivant les Cours : à Paris on relève 20 0/0 ; à Montpellier, où les infirmités sont les plus rares, 13 0/0 ; et dans les Cours où elles sont les plus fréquentes, à Riom 43 0/0 ; à Bastia 48 0/0, et enfin à Pau 53 0/0.

Si des variations dans des proportions aussi sensibles sont aisées à constater, elles nous semblent impossibles à expliquer.

Sursis à l'exécution de la peine et récidive.

En raison de l'influence que la loi du 26 mars 1891 a exercée sur la criminalité, le rapport fournit, à juste titre, sur son application d'intéressants détails.

Nous pouvons tout d'abord constater, sans en comprendre la cause, que les Cours d'assises se refusent presque absolument à accorder le bénéfice du sursis.

(1) Nous signalerons, en particulier, les exigences excessives de la Cour de cassation, qui a favorisé cette jurisprudence des Cours d'appel en jugeant presque toujours insuffisamment motivées (art. 24 C. p.) les rares décisions dans lesquelles ces Cours avaient écarté l'imputation.

Le nombre des sursis prononcés par les Cours d'assises a été :

En 1892	61	En 1897	43
— 1893	36	— 1898	48
— 1894	25	— 1899	51
— 1895	32	— 1900	50
— 1896	24		

Comme on le voit, l'année 1900 ne marque pas un progrès.

Le rapport des condamnés ayant obtenu le sursis à ceux susceptibles de l'obtenir est de 7 à 100.

Sur 123 vols qualifiés et 78 vols simples, la Cour l'a accordé à 7 condamnés de chaque série. En matière de suppression d'enfant, 4 condamnés sur 7 en ont bénéficié, 8 sur 60 en matière d'abus de confiance et 11 sur 146 pour les attentats à la pudeur.

Il en est tout autrement devant les tribunaux correctionnels, où l'application de la loi s'est rapidement généralisée et n'a cessé de se développer. La moyenne ci-dessous l'établit :

1892.	110 sur 1.000.	1896.	173 sur 1.000.
1893.	136 —	1897.	177 —
1894.	136 —	1898.	187 —
1895.	152 —	1899.	236 —

En 1899, le nombre des prévenus auxquels la loi Bérenger a été accordée est de 28.497.

Il sera encore dépassé en 1900 et s'élèvera à 31.427. Est-ce uniquement à cette heureuse réforme, comme le prétend le rapport, qu'il faut attribuer la diminution de la petite récidive ?

Le tableau ci-dessous en marque la décroissance rapide :

1892.	75.483	1896.	69.560
1893.	76.113	1897.	67.453
1894.	76.545	1898.	68.243
1895.	71.353	1899.	64.129

Il est curieux de constater, comme le fait avec raison le rapport, que la diminution de la récidive (15 0/0) correspond à une réduction identique de 15 0/0 du nombre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels (212.639 au lieu de 248.537) et à la même réduction, dans les mêmes proportions, des condamnés à une courte peine d'emprisonnement (114.596 en 1899 au lieu de 133.919 en 1892).

Il y a là un rapprochement fort significatif et nous ne pouvons que souhaiter voir les cours et les tribunaux étendre encore l'application de cette loi.

Toutefois, d'un ressort à l'autre, les différences sont sensibles au point de paraître anormales. La moyenne de 236 sur 1000 est dépas-

sée dans plusieurs Cours : Rennes 374, Douai 352, Paris 256 et Rouen 242, pour ne citer que les principales. Au contraire, dans 15 Cours sur 26, la proportion est bien inférieure à la moyenne générale. Notamment à Limoges 155, à Bordeaux 154, à Aix 129 et enfin à Bastia 60 sur 1.000. La loi Béranger demeure donc presque ignorée en Corse.

C'est à Paris, assurément, que la proportion se rapproche le plus de la moyenne, avec 275 sur 1.000. Les plus belles et les plus importantes réformes, après avoir mis tant d'années à obtenir l'examen et le vote de nos législateurs, mériteraient, de la part des magistrats chargés de les mettre en œuvre, une faveur plus grande !

Le nombre des prévenus qui ont bénéficié de la loi de sursis, 28.497, paraît fort important et cependant, comme le constate avec raison le rapport, les tribunaux la négligent lorsque la peine prononcée est de longue durée, plutôt que lorsque la nature de l'inculpation est grave — ce qui est une anomalie.

C'est ainsi que, sur 1000 condamnations susceptibles de sursis, supérieures à une année d'emprisonnement, les tribunaux ont prononcé seulement 60 sursis, c'est-à-dire un nombre dérisoire. D'autre part, sur 1000 sursis, le vol vient en second rang, avec 392 applications. Les affaires de diffamation et injures, qui encombrant à certaines audiences la police correctionnelle, viennent en première ligne avec 413 sursis sur 1000. La médecine et la pharmacie donnent 322 sursis sur 1000 et la mendicité et le vagabondage, avec 187 et 186, tiennent encore un rang supérieur à celui qu'on suppose pour des délinquants dont l'amendement est peu fréquent.

Le nombre des sursis révoqués est intéressant à relever :

1.174	1894	1.712	1897
1.261	1895	1.632	1898
1.507	1896	1.831	1899

Alors que la loi est en pleine application depuis huit années, le total des révocations est, on le voit, peu considérable.

Tribunaux de simple police — Le nombre des contraventions s'est élevé en 1899 à 378.999, au lieu de 385.276 en 1897, le chiffre le plus élevé depuis vingt années.

Nous n'attachons pas une grande signification à ces relevés, au point de vue de la criminalité. Leur nombre varie suivant la rigueur de la répression et les faits auxquels les contraventions se rattachent sont souvent dénués de toute intention délictueuse.

A signaler cependant l'augmentation des contraventions d'ivresse : 52.920 en 1899 au lieu de 49.878 en 1898.

Instruction criminelle. — Etant donné le nombre considérable des plaintes (517.575), la différence en moins avec 1898, qui est de 3.433, est peu importante. Les affaires renvoyées à l'instruction (41.061) marquent une augmentation de 445, due assurément, en grande partie, aux mineurs de seize ans. Quant aux classements, 286.651 au lieu de 285.825, c'est-à-dire peu de différence.

Relativement aux ordonnances rendues, aux arrêts de renvoi et aux affaires abandonnées, aucun renseignement nouveau à signaler.

Durée des procédures. — La rapidité avec laquelle ont été réglées les procédures a été moins grande en 1899, et, relativement aux cabinets d'instruction, le rapport attribue ce changement à la loi sur l'instruction contradictoire. Rien ne serait plus juste, si nous ne constatons que 26.599 ordonnances (soit 64 0/0) ont été rendues en 1899 dans le délai d'un mois à dater du réquisitoire au lieu de 25.959 (65 0/0) en 1898. Si la moyenne a été un peu moins élevée, le nombre des affaires terminées a été plus considérable.

Il en est autrement des arrêts de renvoi, des arrêts rendus par les Cours d'assises et des jugements prononcés par les tribunaux correctionnels, et devant ces trois juridictions, la loi de 1897 n'a pu produire assurément aucun retard.

Détention préventive. — 39.420 inculpés ont été détenus en 1899, de moins d'un jour à trois jours, soit 41 0/0 au lieu de 44 0/0 en 1898, et d'autre part la détention a duré :

De 4 à 15 jours pour 37.556 ou 38 0/0;
De 16 jours à 1 mois pour 13.012 ou 13 0/0;
Plus d'un mois pour 7.694 ou 8 0/0.

En comparant à l'année 1898, on constate une diminution pour les détentions de courte durée et un relèvement pour les autres, et notamment 2.087 de plus pour les préventions supérieures à seize jours.

Nous n'avons cessé de signaler l'abus que les juges d'instruction font de la détention préventive. Les libertés provisoires ne deviennent pas plus fréquentes. La proportion de 4 0/0 par rapport aux arrestations préventives demeure invariable, comme le signale le rapport. Nous devons assurément le regretter. Quant aux renseignements divers, le rapport juge inutile avec raison de les analyser cette année, aucune indication intéressante n'étant à fournir et le compte général de 1900 devant contenir sur l'ensemble de la criminalité dans ces vingt dernières années une étude complète.

En résumé, le rapport peut constater les progrès réalisés et une dépression importante dans le mouvement de la criminalité qui se manifeste depuis quelques années. La Société générale des pri-

sons, où toutes les réformes pénitentiaires ont été discutées, étudiées et souvent vulgarisées, doit se féliciter de ces heureux résultats — auxquels elle n'est assurément pas étrangère.

Eugène CRÉMIEUX.

II

Les discours de rentrée.

Les questions pénales et pénitentiaires ont, cette année encore, attiré l'attention de plusieurs des magistrats chargés du « pensum » traditionnel.

A la Cour de cassation, dans un discours sur *la magistrature et les lois protectrices de l'enfance*, M. l'avocat général Feuilleux a exprimé, avec une rare distinction de langage et avec l'autorité qui appartient à ses fonctions actuelles et passées, plusieurs des idées qui sont chères tant à la *Société générale des prisons* qu'au *Comité de défense des enfants traduits en justice*. La loi du 24 juillet 1889, juste dans son principe et féconde dans ses résultats, lui paraît devoir demeurer, malgré certaines imperfections, « la pierre angulaire de l'édifice élevé par le Gouvernement de la République à la protection de l'enfance ». On peut critiquer que la déchéance s'étende nécessairement à tous les enfants sans exception : la haine spéciale à l'un des enfants est une monstruosité relativement fréquente. Aussi « combien de fois, déclare l'ancien procureur de la République, impuissant à requérir l'application limitée de la loi, n'ai-je pas dû, pesant la source du bien et du mal, sacrifier l'intérêt d'un seul à l'intérêt de plusieurs ! »

D'autre part, en supprimant la puissance elle-même, au lieu d'en limiter seulement l'exercice en cas d'abus, le législateur n'a-t-il pas méconnu cette vérité que la puissance du père n'est pas une création arbitraire des lois humaines ?

Passant aux enfants poursuivis, l'éminent magistrat demande que l'idée de punition soit alliée à celle de réformation et d'amendement, que les investigations du juge tendent, en conséquence, à confier autant que possible l'enfant à des personnes bienfaisantes. Mais l'envoi en correction n'est pas une peine ; c'est, au contraire, une mesure de préservation et l'orateur appuie de toutes ses forces le vœu proposé par le Comité de défense pour que la durée de l'envoi en correction soit élevée jusqu'à la vingt-unième année. Quand l'application d'une peine s'impose, qu'elle soit alors d'assez longue durée pour que l'édu-

cation correctionnelle puisse produire son effet (1). Le patronage prévu par l'art. 19 de la loi de 1850 devrait être enfin organisé.

A la Cour de Paris, M. l'avocat général Van Cassel a analysé minutieusement les lois de 1854 et de 1885 sur *la transportation et la relégation*, ainsi que la réglementation qui les a suivies. Puis l'honorable magistrat a présenté sur l'état actuel de la population pénale en Guyane et en Nouvelle-Calédonie les statistiques et documents les plus récents (2). A l'exemple de notre 1^{re} Section (*supr.*, p. 489 et *ibid.*), il s'est préoccupé de la situation qui pourrait résulter, pour les libérés, de la proposition de M. Ursleur, devenue la loi du 12 juillet 1901. Il a résumé en ces termes heureux, l'hostilité qu'ils rencontrent : « On leur dit à peu près : J'exige de vous un travail constant ; je vous interdis toutes les professions. Plus d'un honnête homme serait embarrassé dans leur situation ». « Je souhaite a-t-il ajouté, que le règlement d'administration publique soit miséricordieux et je plains MM. les gouverneurs du pouvoir qui leur est accordé : on cherchera, dans un tout autre intérêt que celui de la sécurité publique, à éloigner des hommes qui sont des concurrents. » Il faut citer aussi, à propos des améliorations que le Ministère des Colonies se propose d'apporter dans la ration à la Guyane, ce mot : « En cette matière, la Commission du budget n'admettra qu'un genre d'économie, celle des vies humaines. »

Enfin, à propos des relégués, nous devons relever les très justes observations faites au sujet des infirmes indéfiniment retenus à la prison d'Angoulême (*Revue*, 1896, p. 981). L'orateur demande qu'on applique l'art. 31 du projet de Code pénal et même qu'on étende cette règle très sage aux transportés (*Revue*, 1899, p. 215).

A la Cour de Caen, M. Laugée, substitut du procureur général, parlant *des maisons de correction et des Sociétés de patronage*, en a présenté l'historique et a démontré que ces maisons ne sont, en réalité, aujourd'hui, que des établissements destinés à réformer le caractère de l'enfant et que tout a été fait pour lui éviter un séjour trop prolongé. Néanmoins, la récidive n'a pas diminué dans les proportions que l'on pouvait espérer et M. Laugée voit à cela deux causes : 1^o la promiscuité des maisons d'arrêt, car le local spécial, le quar-

(1) Le savant orateur aurait peut-être pu rappeler la proposition faite à l'Assemblée nationale par son collègue, M. le conseiller Félix Voisin, et tendant, en cas de condamnation, à renvoyer le jeune condamné, après l'expiration de sa peine, en éducation pénitentiaire jusqu'à sa majorité. Cf. l'art. 59 du projet de C. p. (*Revue*, 1893, p. 198).

(2) Cf. *supra*, p. 492 et s., p. 683, 951, etc.

tier distinct qui devrait être affecté aux jeunes détenus d'après l'art. 2 de la loi de 1850 n'existe presque jamais; 2° les maisons de corrections elles-mêmes, dans lesquelles les enfants acquittés comme ayant agi sans discernement sont confondus avec ceux condamnés à un emprisonnement de moins de deux ans (1). Cette seconde cause disparaîtrait avec l'art. 2 de la proposition de loi de M. Muteau, dont toutefois l'orateur déclare ne pas partager l'opinion sur le régime actuel de maisons de correction.

Quant à la détention préventive, on en éviterait les dangers s'il se créait dans chaque arrondissement, au seuil, pour ainsi dire, de chaque maison d'arrêt, une Société de patronage qui serait toujours prête à recueillir l'enfant. Sur 152 enfants dont s'est occupée la Société de patronage de Rouen en 1899, 10 seulement ont été renvoyés en correction. La constitution de semblables Sociétés mériterait donc d'être encouragée par des subventions, qu'il serait facile de payer sur les fonds actuellement destinés à l'entretien des maisons de correction (2).

A Bourges, M. le procureur général Emile Daniel a étudié un sujet assez vaste : *la magistrature et le jury devant la loi et devant l'opinion*. Nous en retiendrons surtout un ingénieux parallèle entre les magistrats et les jurés : ceux-ci sont dominés dans leurs verdicts par le sentiment de leur propre défense plutôt que par l'idée de justice ; le magistrat, par l'habitude professionnelle, acquiert plus de fermeté et de sang-froid. D'ailleurs, comme le jury ne se prononce pas sur le Droit, aucun de ses verdicts, même les plus invraisemblables, ne compromet vraiment les principes supérieurs de la justice. Il serait, au contraire, fort dangereux que le juge professionnel se transformât en juré et en législateur, car on verrait alors chaque tribunal se faire une jurisprudence particulière et en arriver insensiblement à l'arbitraire, alors que la mission des juges est simplement d'interpréter la loi (*supr.*, p. 1522).

M. l'avocat général de Forcrand a, devant la Cour de Limoges, tracé un éloquent tableau de *l'évolution pénale en France*. Suivant dans leurs grandes lignes les réformes destinées à diminuer la criminalité, il les a rangées en deux classes : celles qui visent à prévenir les infractions primaires, celles qui tendent à combattre la récidive.

(1) Il faudrait cependant remarquer que ceux-ci sont tous concentrés aux Douaires et n'y sont qu'au nombre d'une douzaine (*supr.*, p. 696, note 1).

(2) Le vœu du Comité de défense sur ce point a été porté aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice (*supr.*, p. 1319). D'autre part, le 6 décembre, a été constituée à Caen une nouvelle Société de patronage.

Envisageant ensuite l'avenir, il demande que le principal effort du criminaliste s'adresse à l'enfance et à la jeunesse ; qu'en second lieu l'institution actuelle du sursis soit améliorée par le secret absolu du casier judiciaire, mais que l'on s'arrête là et que l'on se garde de donner aux tribunaux la faculté du pardon pur et simple, véritable déformation de la grâce. La réforme pénitentiaire, la sévérité envers les récidivistes, tels sont encore les perfectionnements désirables pour le moment ; mais des idées nouvelles se pressent dans les esprits inquiets telles que la radiation de certains délits dans nos Codes, et l'orateur, se retournant vers les avocats, entrevoit l'époque où la législation atténuera encore, sinon supprimera, « les superficiels désaccords de l'audience » entre le barreau et le ministère public !

A la Cour de Nancy, M. Falgairolle, substitut du procureur général, a présenté une étude complète sur *La condition sociale civile et juridique des sourds-muets*. Tout un paragraphe est consacré à la responsabilité pénale du sourd-muet : on a soutenu qu'il est incapable de s'élever à aucune notion de morale et qu'il ne peut être rendu responsable de ses actes. C'est une théorie contre laquelle protestent les sourds-muets instruits, car elle porte injustement atteinte à leur personnalité. L'éducation et l'instruction que reçoit le sourd-muet fait, au contraire, qu'il est coupable s'il commet un délit ou un crime ; mais il a droit, plus que tout autre justiciable à l'indulgence, parce qu'il sera souvent victime de l'insouciance ou de l'indifférence de ses semblables.

M. Maxwell, substitut du procureur général, a parlé devant la Cour de Bordeaux de « *quelques cas de responsabilité médicale* ». A cette occasion, il s'est occupé du secret professionnel (*supr.*, p. 1433). Particulièrement dans le cas où un syphilitique va contracter mariage la loi qui impose au médecin de cet... « avarié » de se taire est-elle une loi juste ? L'orateur en doute et pense, avec raison, que le législateur de 1892 aurait dû faire fléchir dans ce cas l'obligation du secret, comme il l'a fait pour les maladies épidémiques. La situation n'est pas moins cruelle, quand les parents contaminés engagent pour leur enfant, qui a hérité de leur mal, une nourrice vigoureuse et saine, et que le médecin n'a pas le droit de mettre en garde la malheureuse. M. Maxwell rappelle ensuite la jurisprudence et la doctrine, qui sont unanimes à distinguer de l'avortement criminel celui qui est pratiqué dans un but thérapeutique. Il examine enfin avec le plus grand soin la question de savoir s'il faut admettre que le médecin ait le droit d'opérer, malgré elle, une femme dont l'enfantement commence et s'annonce comme ne pouvant aboutir naturellement :

fait-il sauver la mère seule, c'est-à-dire sacrifier l'enfant, comme elle le demande? Au contraire, le praticien peut-il essayer de sauver l'enfant en pratiquant sur la mère, soit l'opération césarienne, soit la symphyséotomie? M. le professeur Pinard répond qu'il faut opérer la mère. Cette thèse hardie est combattue par des maîtres distingués. Quelle que soit la solution, d'ailleurs, il n'y a en jeu pour le médecin qu'une responsabilité civile; mais nous devons retenir ici que M. Maxwell accorde à la femme le droit juridiquement, sinon moralement, de s'opposer à l'opération qu'on veut lui faire subir et par conséquent de sacrifier l'enfant. Ce n'est nullement lui accorder le droit à l'avortement.

A la Cour de Nîmes, M. Colonieu, substitut du procureur général, dans un discours sur *La diffamation*, a exposé la législation en cette matière et a insisté sur les acquittements que prononce trop facilement le jury. Comprenant que les réformes les plus modestes ont seules des chances d'aboutir, il souhaite que la Chambre des députés accueille la proposition de loi de M. Joseph Fabre, adoptée par le Sénat le 21 juin 1900 (*Revue*, 1900, p. 170), qui notamment abroge l'art. 46 de la loi de 1881, c'est-à-dire ouvre à la partie civile la juridiction civile à côté de la Cour d'assises, même quand cette partie civile est un fonctionnaire. La faculté d'option reconnue au fonctionnaire diffamé était de jurisprudence constante avant 1848 (1) et il n'y a pas de bonne raison pour ne pas revenir, même sous un Gouvernement démocratique, à ce qui n'était en somme que l'application du droit commun (art. 3 C. instr. cr.). Aussi bien, la plus grande partie de ce discours est-elle consacrée à cette idée qu'aucun régime ne peut vivre sous l'outrage systématique, sous l'action dissolvante de la diffamation continue; mais ceci pourrait nous entraîner dans un domaine qui n'est pas le nôtre, celui de la politique...

C'est aussi dans ce domaine, et même dans celui des passions politiques de l'année 1822, que nous transporte « *La Conjuration de Thouars ou de Saumur ou le procès du général Berton* », dont M. Marché, substitut du procureur général, a fait le récit à la Cour de Poitiers. Dans cette affaire, qui est restée célèbre dans la région poitevine, le général Berton avait dirigé une insurrection sans qu'on ait pu déterminer quel était le Gouvernement que les conjurés voulaient substituer à celui de Louis XVIII. Le général Berton, en tout cas, n'avait pas versé le sang; il n'avait pas voulu qu'on le versât; aucune menace de pillage n'avait été proférée; aucun coup de feu n'avait été

tiré, et pourtant l'accusé principal fut condamné à mort et exécuté. La clémence, dit M. Marché, eût fait de ces factieux des conspirateurs ridicules; l'inflexibilité de Louis XVIII les a consacrés martyrs. M. Marché conclut en se félicitant que la peine de mort ait été supprimée, en 1848, en matière politique: seul, ajoute-t-il, le meurtre consommé ou tenté justifie l'échafaud.

Dans un discours très étudié sur *la liberté individuelle dans le droit pénal*, M. Dumontet, substitut du procureur général, a, devant la Cour d'Amiens, analysé et commenté les séances tenues à la Société générale des prisons de décembre à février dernier sur cette question. L'honorable magistrat a retrouvé là, dit-il, des idées que la pratique courante des affaires criminelles pendant vingt ans lui avait à lui-même suggérées. Il est partisan particulièrement de la proposition de M. de Ramel. Les juges d'instruction n'ont pas usé assez de la liberté provisoire. Quant à l'art. 10, M. Dumontet l'estime inutile et dangereux, au point de vue spécial de la liberté individuelle. Il en demande l'abrogation en entier, quoique partisan convaincu de l'institution de la préfecture de Police. Il est à remarquer que les théories de nos collègues, MM. Garçon et H. Coulon, qui ont paru à beaucoup d'entre nous un peu excessives, sont celles qui paraissent avoir le plus séduit l'orateur.

A la séance d'ouverture de la Conférence des avocats, M. de Monzie a fait un brillant discours sur *le jury contemporain et le crime passionnel*. Si les jurés sont tellement disposés à acquitter les crimes d'amour, c'est, selon l'orateur, parce qu'ils subissent l'influence de la littérature moderne (*Revue*, 1900, p. 1352), qui va jusqu'à consacrer le droit au meurtre dit passionnel. Les jurés restent étrangers à la recherche des causes qui déterminent les mouvements humains, à toute la science nouvelle qui fait à l'hérédité ou aux influences sociales la plus large part dans la genèse du crime: le meurtrier se présente à eux non pas comme la victime de quelque obscure fatalité, mais comme un être qui a accompli consciemment son meurtre et pour des raisons qui le justifient (*Cf. suprà*, p. 1324).

On peut, d'ailleurs, reprocher au jury autant de condamnations excessives que d'acquittements injustifiés; la cause générale de ses incohérences est le pouvoir souverain qui lui est donné et dont il use avec la prétention de se faire moratiste et psychologue. Or, la science criminelle doit nous amener à introduire dans la répression une méthode, une politique de défense et de conservation sociales; la prison-hôpital, le magistrat-médecin, telles sont les formules que préconise M. de Monzie et, en attendant la création d'un corps officiel de savants et d'experts devant qui seraient portées les causes

(1) V. Dalloz, *Code pénal*, appendice, V^e Presse, n^{os} 38 et s.

correctionnelles et criminelles, il estime que la compétence ne peut appartenir qu'aux magistrats professionnels.

A la Cour de Bruxelles, M. l'avocat général Terlinden a parcouru *un siècle de droit pénal*, depuis les ouvrages qui ont préparé le Code pénal de 1810 jusqu'à l'état où se trouve aujourd'hui la législation pénale, que le XIX^e a si profondément bouleversée.

La Constitution du 7 février 1831 améliora déjà, en Belgique, la législation antérieure; puis, le 8 juin 1867, fut promulgué le nouveau Code, « œuvre, a dit A. Prins, d'optimisme et d'humanité, d'espérance et de foi dans la perfectibilité humaine ».

La généralisation de l'emprisonnement cellulaire est encore venue atténuer la répression : la loi du 4 mars 1870 a, en effet, réduit dans des proportions considérables les peines des détenus soumis au régime de la séparation individuelle.

Une évolution parallèle s'est produite dans la procédure : la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive a permis à l'inculpé détenu d'être assisté d'un Conseil, aussitôt après son premier interrogatoire; mais l'orateur souhaite que l'on n'arrive pas à la publicité de l'instruction préparatoire, ni même à l'instruction contradictoire organisée en France par la loi du 8 décembre 1897.

La science pénitentiaire a donné la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles. Mais, dans la pratique, on a fait une application regrettable de cette loi; pour certains tribunaux la condamnation conditionnelle est devenue la règle et on a pu dire : Tout Belge reçoit, en naissant, un « Bon pour un délit ».

Au surplus, sans suivre la longue énumération de lois que fait M. Terlinden, arrivons à sa conclusion : La criminalité ne tend pas à diminuer; la récidive s'est élevée parfois à 80 0/0 de la population criminelle, la vie et la propriété sont plus menacés qu'il y a un demi-siècle. La luxure, le jeu, l'alcool sont plus redoutables que jamais. L'honorable magistrat ne nous laisse pas sous l'impression d'optimisme qu'éprouvaient les législateurs belges de 1867!

H. LÉVY-ALVARÈS.

III

La statistique judiciaire au Congrès de statistique de Budapest.

L'Institut international de statistique a tenu cette année, à Budapest, du 28 septembre au 6 octobre, sa huitième session. Fondé en 1885, l'Institut a acquis par ses nombreux travaux une réputation juste-

ment méritée et il est devenu, auprès des Gouvernements comme auprès des hommes de science, l'organe le plus autorisé en matière de statistique. La huitième session a été plus brillante encore que ses devancières, tant par le nombre des assistants que par celui des rapports présentés. Peut-être même le travail effectué aurait-il été plus fructueux, si la discussion avait porté sur moins de questions. Un peu de confusion naît forcément de programmes trop chargés et, malgré la répartition des rapports entre trois sections, chacune d'elles s'est trouvée en présence de questions trop variées. La troisième section, « Section judiciaire et administrative », fut spécialement surchargée. Elle dut entendre successivement des rapports sur la statistique internationale des chemins de fer, sur celle de l'électricité, des postes, de la justice civile, de la justice criminelle, des incendies, de l'économie domestique, etc. C'est à la fermeté et au dévouement de son président, M. A. Delatour, directeur général au Ministère des Finances de France, qu'elle doit d'avoir pu liquider son ordre du jour. Pas une minute ne fut perdue et certaines séances furent même d'une durée sensiblement plus longue que le programme ne le prévoyait.

Parmi les cinquante rapports présentés à la session, quatre concernaient la statistique judiciaire. Deux étaient relatifs à la statistique civile, deux à la statistique criminelle. Un cinquième, ayant pour auteur le professeur Mischler, de Graz, traitait d'une question très intéressante pour la science pénitentiaire, la statistique des pauvres. Mais il ne vint pas en discussion, son auteur ayant courtoisement renoncé à la parole pour laisser à M. Schaffer-Arndt (Francfort) le temps de démontrer au tableau noir les avantages de son système d'enquête en matière d'économie domestique.

Un premier rapport sur la statistique civile fut présenté par M. Fahlbeck, professeur à l'Université de Lund (Suède), déjà connu des statisticiens français par une remarquable communication faite en 1900, à la Société de statistique de Paris, sur « la régularité dans les choses humaines ou les types statistiques et leurs variations ». Son rapport avait trait à la diminution du nombre des procès civils en Suède. Ce pays, qui possède les plus anciennes statistiques de la population, est aussi celui dont la statistique judiciaire fournit des chiffres comparables pour la durée la plus longue. Les chiffres de 1850, point de départ de M. Fahlbeck, sont encore comparables à ceux de 1899, car, pendant cette période, on n'a apporté dans les lois de compétence ou de procédure aucune modification de nature à faire varier les résultats de la statistique.

Les quelques chiffres que voici montreront tout l'intérêt de la diminution du nombre des procès civils signalée par M. Fahlbeck :

Procès civils (nombres relatifs).

ANNÉES	POPULATION MOYENNE de la campagne	PROCÈS CIVILS EN PREMIÈRE INSTANCE sur 10.000 habitants de la population moyenne		POPULATION MOYENNE des villes	PROCÈS CIVILS EN PREMIÈRE INSTANCE sur 10.000 habitants de la population moyenne	
		jugés	portés en appel		jugés	portés en appel
1850-54	3.180.972	105,7	8,8	361.083	146,5	19,9
1855-59	3.307.165	71,6	8,3	397.549	132,6	18,2
1860-64	3.506.253	49,2	7,2	460.864	120,3	18,5
1865-69	3.643.308	54,3	8,7	517.158	143,4	22,6
1870-74	3.683.967	34,8	7,8	568.561	75,3	17,3
1875-79	3.775.442	32,1	6,9	652.200	122,9	19,0
1880-84	3.861.195	32,3	7,0	731.818	116,6	16,9
1885-89	3.888.280	30,9	7,1	843.224	145,5	16,3
1890-94	3.892.903	26,7	5,9	925.482	108,2	13,6
1895-99	3.978.757	23,7	5,3	1.031.598	111,4	10,9

Le rapporteur attribue cette diminution à trois causes, qui toutes se rattachent à l'élévation du niveau intellectuel en Suède, principalement dans les campagnes :

1° Diminution des conventions verbales, meilleure rédaction des conventions écrites ;

2° Transformation du barreau, d'où les avocats diplômés ont chassé les agents d'affaires ;

3° Diminution des tendances processives, par suite d'une connaissance plus exacte des dispositions légales.

L'initiative et l'exemple de M. Fahlbeck encourageront, espérons-le, les statisticiens d'autres nations à opérer des recherches semblables dans les statistiques de la justice civile, assez délaissées jusqu'à présent.

M. Bosco, le distingué chef du Bureau de la statistique judiciaire d'Italie, a entrepris une enquête sur l'état et le développement de la statistique civile dans les principaux pays. Son travail formera le complément de celui qui fut fait, en 1891, par M. Bodio pour la statistique criminelle et fut accueilli avec tant de reconnaissance par les statisticiens de tous pays. M. Bosco n'a pas communiqué à la section les résultats de son enquête, qui n'est pas encore complètement

terminée; il s'est borné à demander la nomination d'un Comité qui examinera s'il n'y a pas lieu d'introduire dans la statistique civile la subdivision adoptée pour la statistique criminelle, en statistique administrative et en statistique morale. Cette proposition a été adoptée.

La première communication relative à la statistique criminelle eut pour auteur le professeur Zoltán Ráth de Kassa, ancien fonctionnaire de l'Office central de statistique de Hongrie. En cette dernière qualité, M. Ráth fut chargé de la réorganisation de la statistique criminelle hongroise, mise à l'étude il y a quelques années et décrétée en 1899. C'est cette organisation nouvelle que M. Ráth a exposée à l'Institut de statistique. Au point de vue méthodologique, elle ne mérite que des éloges. Elle est basée sur l'emploi du bulletin individuel, tant pour les affaires que pour les individus; elle comporte des questionnaires très riches et clairement disposés. Malheureusement, la portée de cette réorganisation est fort courte. Contre l'avis de M. Ráth, hâtons-nous de le dire, on a cru devoir limiter l'emploi de la méthode nouvelle aux infractions passibles au moins d'une peine de 1 an emprisonnement. La moyenne criminalité ne sera donc que très imparfaitement étudiée. En outre, comme les casiers judiciaires n'existent pas en Hongrie, des recherches sur la nature et l'étendue de la récidive ne sauraient y avoir de valeur scientifique.

J'eus enfin l'honneur d'exposer à la section l'influence du choix de l'unité sur les résultats de la statistique criminelle, d'après les travaux effectués par le service de la statistique judiciaire de Belgique. Toutes les statistiques criminelles opèrent le relevé, non pas des *individus* condamnés durant une année, mais bien des *cas de condamnations individuelles* qui se sont produits durant une année; c'est-à-dire que, au lieu d'admettre une fois dans leurs cadres chaque condamné, elles l'y comprennent autant de fois qu'il a encouru de condamnations pendant l'année du compte. Un même individu peut donc figurer dans la statistique quatre, cinq, six fois et plus. Une telle méthode a pour effet évident de grossir le chiffre de la population criminelle. En outre, comme certaines catégories de délinquants se font, plus souvent que d'autres, condamner plusieurs fois dans le cours d'une année, elle présente aux yeux une image déformée de la criminalité, grossie dans certaines de ses parties, diminuée dans d'autres. Ces défauts de la méthode apparaissent avec évidence dans la statistique judiciaire de la Belgique pour l'année 1899. Établie directement à

l'aide des dossiers des condamnés qui reposent au casier judiciaire central, cette statistique offre une double répartition de la population criminelle, l'une basée sur l'ancienne méthode, l'autre sur le compte exact des individus différents condamnés durant l'année.

De la comparaison des chiffres il résulte que, si la méthode ancienne fournit des résultats inexacts, mais encore utilisables, sur le classement des condamnés par sexe, âge, degré d'instruction, état de famille, par contre elle fausse complètement les recherches sur la récidive. Quand on répartit les récidivistes par degré de récidive, c'est-à-dire d'après le nombre des condamnations qu'ils ont successivement encourues, on obtient, suivant la méthode employée, les résultats que voici :

Hommes.

Degrés	Condamnations individuelles	Condamnés	Différence % en moins
1 ^{er} degré	8.061	7.229	10,3
2 ^e —	4.185	3.562	14,8
3 ^e —	2.407	2.008	16,5
4 ^e —	1.566	1.238	20,9
5 ^e —	1.096	843	23,0
6 ^e —	776	597	23,0
7 ^e —	574	423	26,3
8 ^e —	447	315	29,5
9 ^e —	357	244	31,6
10 ^e — et au delà . . .	1.464	984	32,7

Ces résultats ont déterminé l'Institut à émettre le vœu qu'on renonce à étudier la récidive en employant comme unité de compte la condamnation individuelle et que, pour les autres parties de la statistique criminelle où l'on continuera à l'employer, on détermine par des expériences faites sur une échelle réduite, l'importance des erreurs qu'elle entraîne.

La statistique pénitentiaire n'a fait l'objet d'aucun rapport. Cette lacune est regrettable, car une statistique pénitentiaire bien faite peut apporter une précieuse contribution à la statistique morale. Il faut bien le reconnaître, cette statistique se prête mal à des études internationales, à raison des différences profondes qui existent entre les systèmes répressifs des divers pays; ce n'est cependant pas une raison pour la négliger et il est à souhaiter que l'organisation de la statistique pénitentiaire figure à l'ordre du jour d'une des prochaines sessions de l'Institut.

Ch. DE LANNOY.

IV

Le Pénitencier cantonal de Regensdorf (canton de Zurich).

Le nouveau pénitencier du canton de Zurich, dont la construction avait été commencée en mai 1899, vient d'être livré à l'autorité cantonale le 1^{er} octobre 1901. M. Cürti, directeur de cet établissement, et M. Hermann Fietz, architecte cantonal, ont rédigé à cette occasion une notice très détaillée, accompagnée de deux vues et de douze plans gravés. Nous empruntons à ce document les éléments d'une description sommaire d'une construction nouvelle dans laquelle on trouve réalisées certaines améliorations susceptibles d'intéresser tous ceux qui s'occupent des questions pénitentiaires.

L'ancienne prison cantonale était installée depuis 1637 dans le couvent désaffecté d'Oettenbach, édifié sur une colline dominant la Limmat. Malgré les transformations opérées de 1868 à 1878 pour y établir le régime cellulaire, l'organisation défectueuse de cet établissement était reconnue de tous. Le développement considérable pris par la ville de Zurich depuis cinquante ans ayant augmenté considérablement la valeur de terrains situés désormais dans la partie centrale de l'agglomération, des calculs établis avec soin prouvèrent que la vente du vieux pénitencier couvrirait largement la dépense occasionnée par une construction nouvelle, faite à la campagne, en profitant des derniers progrès réalisés dans l'aménagement des bâtiments de ce genre. Sur un rapport de M. le directeur Cürti le Conseil cantonal accepta, en 1892, le principe du transfèrement et de la reconstruction du pénitencier; ce vote fut, suivant la Constitution, soumis au referendum cantonal et confirmé par 33.830 voix contre 8.200.

Restait à déterminer les conditions dans lesquelles serait installé l'établissement nouveau.

Le régime de détention ne souleva pas de difficultés. Le système progressif ou irlandais a toutes les préférences de nos voisins. Il est appliqué avec succès dans les grands pénitenciers de Lenzburg, Saint-Gall et Neuchâtel, et la récidive a considérablement diminué dans les trois cantons intéressés; ce système semble correspondre aux besoins d'une population surtout agricole, dans laquelle on trouve peu de criminels de profession. Les nouvelles constructions durent donc être conçues en vue de son application.

Avant d'en arrêter le plan, une Commission spéciale visita succes-

sivement les principaux établissements pénitentiaires de Suisse et d'Allemagne; on sait les progrès considérables réalisés dans ce dernier pays, en ce qui touche cette architecture spéciale, depuis que M. le Dr Krohne a pris la direction du service (1).

Plusieurs terrains furent proposés en vue de la construction nouvelle. Le choix de la Commission s'arrêta sur un lot de 18 hectares, voisin de la gare de Regensdorf, à une distance de 10 kilomètres de Zurich, au nord-ouest, non loin du lac de Katzen, à une attitude de 445 mètres. Les frais d'acquisition s'élevèrent à 110.000 francs.

Les plans furent dressés par M. H. Fietz, architecte cantonal. Il s'efforça de répondre aux conditions du programme qui lui était tracé : assurer une exécution parfaite du système cellulaire progressif, dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, en évitant toute dépense superflue.

En venant de la station de Regensdorf, on tourne à gauche dans une avenue de 100 mètres de longueur, au fond de laquelle se dresse l'entrée principale du pénitencier. A droite et à gauche, disséminés dans les bosquets, six pavillons renferment les logements du personnel : le plus grand est réservé au directeur, avec neuf pièces en deux étages; un autre se partage entre l'aumônier et l'économe, qui ont chacun six pièces; les quatre autres comprennent chacun quatre logements pour des gardiens mariés.

Le terrain consacré au pénitencier proprement dit a une contenance de 3 hectares 20 ares. Il est clos par des murs de 5 mètres de hauteur construits en béton enduit de ciment. Des pilastrs en pierre ont été disposés de 10 en 10 mètres pour assurer la solidité.

Au milieu de ce terrain, le grand bâtiment des hommes a été édifié sur un plan panoptique, comprenant quatre ailes disposées en croix et une halle centrale octogonale, couronnée par une coupole aplatie. La construction est orientée du nord-ouest au sud-est.

En arrière, un bâtiment séparé renferme l'infirmerie.

En avant, dans l'angle sud-ouest, le bâtiment des femmes et celui des services généraux sont isolés de la cour principale par un mur de 4 mètres.

Dans l'angle opposé, au nord-est, sont les grands ateliers de travail.

Des cours spacieuses séparent toutes ces constructions et permettent la promenade en plein air des détenus; des terrains sont réservés à la culture des légumes et des fleurs, qui occupe un certain nombre de travailleurs.

Reprenons maintenant en détail l'examen des diverses parties que nous venons d'énumérer.

L'entrée principale traverse un bâtiment à deux étages renfermant à gauche le logement du portier, à droite le bureau du comptable qui vend les produits du travail industriel et reçoit les commandes. Trois logements de gardiens occupent le reste de cet édifice.

L'entrée franchie, on a en face de soi une des ailes du grand bâtiment des hommes, occupée par les services généraux : au rez-de-chaussée, portier, bureaux (directeur, inspecteur, économe), bibliothèque, école; au sous-sol, bains, douches, six cellules de travail; au premier étage, la chapelle, la seule partie de l'édifice à laquelle l'architecte ait donné un caractère monumental. Sa surface est de 320 mètres; carrés elle contient 270 places d'hommes et 54 de femmes, plus une tribune qui porte la chaire, l'orgue et 40 places réservées au personnel. Les places sont séparées par une cloison empêchant de communiquer, sans cependant qu'on ait voulu adopter le système des boîtes fermées. Les femmes sont isolées des hommes par une haute cloison qui arrête la vue; elles ont accès par un escalier spécial accédant directement de la cour à la chapelle.

Les trois autres ailes du bâtiment sont complètement remplies par quatre séries de cellules disposées aux sous-sol, rez-de-chaussée et deux étages. Chaque aile mesure 50 mètres de longueur et 15 de largeur, et est coupée par un couloir central sur lequel ouvrent deux rangs de cellules.

Par suite du régime adopté, on a dû prévoir des ateliers, des cellules de travail, des cellules de jour et de nuit pour les détenus soumis à la séparation individuelle, des cellules de nuit seulement pour ceux qui travaillent en commun.

Les ateliers sont disposés dans les deux angles formés par les bras de la croix, au sud-est. Ils sont au nombre de huit, à raison de deux par étage; chacun mesure 141 mètres carrés. Les deux pièces du sous-sol sont occupées par la boulangerie, les fours et les magasins qu'elle comporte. Les autres sont consacrées aux ateliers de tissage, cordonnerie, confection et raccommodage de vêtements, vannerie, tapisserie et reliure.

Chaque cellule a 3^m,80 de profondeur, et 2^m,80 ou 1^m,80 de largeur, suivant qu'elle est occupée de jour et de nuit ou de nuit seulement. Toutes renferment uniformément : un lit de fer relevé contre le mur pendant le jour, une table et un banc en bois fixés au sol, une armoire, un closet avec fermeture automatique, un cordon d'appel mécanique permettant d'abaisser dans le couloir un numéro car-

(1) Cf. *Revue*, 1893, p. 1083; 1900, p. 836.

respondant à la cellule. La fenêtre mesure 1 mètre carré et est placée à 1^m,45 au-dessus du sol.

Aux quatre étages, on compte au total :

8 cellules de travail mesurant 15 mètres carrés de surface et 45 mètres cubes de volume :

96 cellules de travail mesurant 9^{m²},50 de surface et 28^{m³},50 de volume ;

104 cellules de jour mesurant 8^{m²},30 de surface et 23 mètres cubes de volume ;

136 cellules de nuit mesurant 6^{m²},8 de surface et 20^{m³},50 de volume.

35 de ces cellules sont occupées par les gardiens et 308 par les détenus.

On a prévu, en outre, des cellules de sûreté avec double treillage en fer et double porte, et des cellules obscures, dont la fenêtre peut être obturée par un volet.

Dans la construction, on s'est appliqué à concilier la solidité et une grande simplicité. Les murs sont en béton, revêtus extérieurement en briques ; les cordons, corniches et encadrements des ouvertures en granit d'Oroghna. Les cellules sont voûtées en béton, les toitures et les planchers des salles de travail ont été exécutés en béton armé, système Monnier. Le sol est recouvert en diplotithe, c'est-à-dire en une aire d'asphalte comprimée, posée sur un lit de béton. Nous parlerons plus loin de l'éclairage électrique et du chauffage à la vapeur, fourni par un calorifère unique.

En arrière du bâtiment principal et complètement isolée se trouve l'infirmerie. Ce bâtiment, comprenant un sous-sol et un rez-de-chaussée élevé de plusieurs marches, mesure 26^m,80 sur 13 mètres. Les salles du rez-de-chaussée ont 6 mètres de hauteur sous plafond et peuvent recevoir vingt malades, dont sept isolés en cellule. Les murs sont peints et tous les angles arrondis, de manière à permettre les lavages fréquents et à ne laisser aucun refuge aux poussières. Le cabinet du médecin, la pharmacie et la salle de bains occupent le surplus du rez-de-chaussée ; au sous-sol se trouvent l'amphithéâtre et les salles d'opération.

Un bâtiment séparé, mesurant 31^m,50 sur 12 mètres, abrite les grands ateliers qui n'ont pu trouver place dans la construction principale et occupent deux étages : au rez-de-chaussée se trouvent ceux qui servent au fendage du bois, à la tonnellerie et à la peinture ; au premier étage, ceux de menuiserie. Un grenier renferme la réserve des matériaux.

Nous avons déjà expliqué les dispositions adoptées en vue d'assurer l'isolement complet du bâtiment des femmes. Pour les compléter, on a décidé qu'aucune ouverture ne donnerait sur la campagne. Les cellules sont donc disposées sur un seul rang, desservi par un couloir de 2^m,70 de largeur. Elles sont au nombre de 45, réparties entre quatre étages. Leurs dimensions et dispositions sont les mêmes que chez les hommes. Une aile disposée à l'extrémité sud-est du bâtiment contient au rez-de-chaussée un atelier de travail, au premier étage une école et au second une infirmerie.

Dans l'enceinte réservée aux femmes a été construit le bâtiment des services généraux, contenant les cuisines et blanchisseries, desservies par les détenues, auquel est annexé le local contenant les machines à vapeur qui produisent la force et la chaleur. Les chauffeurs et mécaniciens ont accès par une porte disposée en dehors du mur de clôture isolant la partie réservée et ne peuvent communiquer avec les salles où travaillent les femmes.

De vastes caves contiennent les provisions de toute nature qu'exige l'alimentation d'une population aussi considérable.

La cuisine est faite à la vapeur, dans diverses marmites d'une contenance de 400, 300 et 60 litres.

On trouvera enfin dans la blanchisserie les appareils les plus perfectionnés : turbines,essoreuses, caisson laveur et rinceur, système Streichler.

Il nous reste maintenant à parler des services communs à toutes les parties de l'établissement : adduction de l'eau, éclairage, chauffage, enlèvement des eaux vannes et matières usées.

L'eau est une question capitale, dont il faut se préoccuper tout d'abord dans la création d'une agglomération de cinq ou six cents personnes. La municipalité de Regensdorf avait pourvu à tous les besoins dès les premiers pourparlers en faisant abandon à l'administration cantonale d'une source abondante, fournissant en moyenne cent litres par minute. Le liquide est amené dans un réservoir d'une contenance de 155 mètres cubes, construit sur la route de Weininger, à 508 mètres d'altitude, par conséquent à 63 mètres au-dessus du sol du pénitencier. Cette différence de niveau est suffisante pour assurer la distribution automatique à tous les étages des divers bâtiments.

Une autre question non moins importante est celle de l'enlèvement des eaux vannes et matières usées.

Après un examen attentif, la Commission n'a pas cru devoir

adopter le système du tout à l'égout avec écoulement des liquides dans des champs d'épandage.

On a donc disposé, à chaque étage, des cabinets d'aisances ayant leur écoulement dans des fosses cimentées, parfaitement étanches, dont la vidange s'opérera facilement de l'extérieur. Dans chaque cellule, un vase portatif à fermeture automatique sera vidé et lavé chaque jour par le détenu dans un des cabinets disposés à cet effet à l'étage qui comprend sa cellule.

Restaient les eaux de cuisine et de buanderie qu'il est nécessaire de clarifier avant de les laisser écouler au dehors. On a adopté pour elles un système de filtrage, inventé par MM. Lehmann et Neumayer, et qui a déjà été expérimenté, paraît-il, avec plein succès dans d'autres établissements publics.

Les eaux grasses et savonneuses passent d'abord dans un bassin, fréquemment vidé, où se déposent les matières solides. Elles sont soumises ensuite au filtrage, obtenu par leur passage successif dans quatre bassins. Du dernier, les liquides arrivent dans un vaste collecteur où une désinfection peut être opérée au besoin. Des tuyaux qui vont en se divisant successivement comme une sorte de système veineux conduisent ensuite les liquides dans un terrain calcaire où ils se perdent. Les tuyaux extrêmes sont percés de trous pour faciliter l'absorption dans le sol.

Nous avons déjà dit que le chauffage est fourni par un énorme calorifère, dont le foyer se trouve dans le bâtiment des machines. La température est constamment maintenue à 15° dans les cellules et à 18° dans les couloirs et dans la chapelle. Une chaudière à haute pression, disposée dans le même local, fournit la vapeur utilisée pour la cuisine et la buanderie.

L'éclairage est fourni dans tout l'établissement par la lumière électrique, au moyen de 770 lampes ordinaires et 8 lampes à arc. On a renoncé à constituer une usine spéciale en présence des prix proposés par l'usine de Beznau-sur-Aar; la dépense n'excède que de très peu celle qu'occasionnait l'éclairage au gaz de l'ancien pénitencier. Le courant électrique arrive au bâtiment des machines, d'où il est distribué entre les diverses parties de l'établissement. Les lampes sont placées au plafond, les fils sont partout isolés par des conduites en fer, destinées à les mettre à l'abri de toute détérioration.

Le téléphone relie les divers bâtiments. Le poste central se trouve pendant le jour dans la rotonde, un commutateur permet de le transférer pendant la nuit à la porterie. Des tuyaux acoustiques sont, en outre, répartis en abondance dans les diverses parties d'un même bâtiment.

Enfin, une voie ferrée de 400 mètres relie l'établissement à la gare de Rogensdorf et permet d'amener les wagons devant le magasin même où doit être déposé leur contenu.

Il ne nous reste plus qu'à faire connaître le montant des dépenses occasionnées par la création de ce bel établissement. Les travaux sont trop récemment terminés pour que l'architecte ait eu le loisir de régler les comptes définitifs; mais il a pu indiquer des chiffres approximatifs qui se rapprochent très sensiblement de ceux-ci :

I. — CONSTRUCTION.

Bâtiment des hommes.	Fr.	765.000 »
Infirmierie		67.000 »
Bâtiment des femmes		131.000 »
Cuisine et bâtiments des machines		98.000 »
Bâtiment de l'entrée.		71.000 »
Mur et clôture.		78.000 »
Eclairage.		30.000 »
		<hr/>
		1.240.000 »

II. — MACHINES.

Chauffage	Fr.	117.500 »
Cuisine et buanderie		52.000 »
Boulangerie		6.000 »
Approvisionnements.		2.500 »
		<hr/>
		178.000 »

III. — MOBILIER.

Ameublement	Fr.	36.500 »
Outils		20.000 »
Bancs de la chapelle.		7.000 »
Désinfection		1.000 »
Ateliers de serrurerie		1.000 »
Divers.		9.500 »
		<hr/>
		75.000 »
Bâtiment des ateliers.	Fr.	50.000 »
Habitations du directeur et des employés.		220.000 »
Magasins		50.480 »
Adduction d'eau		58.000 »
Raccordement de voie ferrée		17.520 »
Achat du terrain.		111.000 »
		<hr/>
TOTAL.	Fr.	2.000.000 »

LOUIS RIVIÈRE.

V

Bibliographie.

A. — *De la responsabilité individuelle.*

L'éminent M. Lucchini, reprenant, dans la *Rivista penale* de septembre, une thèse qu'il avait soutenue dans son discours en l'honneur de Carrara, dit que la personnalité et la responsabilité individuelles sont les pierres angulaires du droit pénal et de tout l'organisme juridique et politique de la société humaine. Nous sommes entièrement de son avis ; mais nous ne séparons pas la responsabilité individuelle du libre arbitre.

La tutelle du droit, de la sûreté, de la moralité sociale, tout ce qui peut être pris comme règle suprême de la pénalité se résoudrait en vaine abstraction, en phrases vides de sens si l'on ne s'appuyait pas sur le sentiment d'une individualité humaine, appelée à répondre de de ses propres actions.

La personnalité humaine et la responsabilité individuelle sont les points cardinaux sur lesquels se meuvent toutes les notions du droit, toutes les applications juridiques.

Il ne s'agit pas seulement d'opinions doctrinales, mais de vérités pratiques et expérimentales. L'histoire nous démontre que le progrès de la civilisation va toujours de pair avec le développement de la conscience individuelle, avec le sentiment plus répandu chez les citoyens de leur propre valeur, de leur propre droit, de leur propre responsabilité. Les peuples chez lesquels ce sentiment s'est le plus affirmé sont ceux qui ont le plus progressé, les plus laborieux, les plus prospères, les plus moraux, sont ceux qui sont à la tête de la civilisation. Ceux, au contraire, qui sont traditionnellement habitués au régime paternel, qui attendent tout du Ciel ou de l'État, qui sont élevés dans des sentiments fatalistes et des cultes superstitieux se voient privés de tout progrès civil, réfractaires aux impulsions nobles et généreuses, donnent le spectacle de la paresse et de la misère, sont au dernier degré de la démoralisation et de la criminalité.

C'est dans ces peuples livrés à un marasme moral, économique et politique que les doctrines socialistes trouvent le terrain le plus favorable.

M. Lucchini voit avec raison des analogies entre le socialisme politique et le pseudo-positivisme qu'on a voulu introduire dans la science.

pénale. L'un et l'autre résultent d'une désorientation morale. Leur caractère commun consiste à vouloir la destruction des énergies individuelles et de la responsabilité personnelle. Le socialisme s'efforce de séduire les foules ignorantes, en leur montrant l'appât de conquêtes faciles à obtenir par la violence et la puissance du nombre, en dehors de toute raison et de toute moralité. Et, quand on se trouve en face de Gouvernements qui professent bien la théorie de la liberté, mais sans savoir s'en servir pour des fins élevées, les propagandes et les agitations socialistes ont beau jeu pour exploiter le malaise, le mécontentement des masses et, sous une apparence de progrès et de prospérité, servir des systèmes liberticides, destructeurs de toute énergie, de la dignité et de la conscience individuelles.

C'est, au contraire, en fortifiant le sentiment de la personnalité et de la responsabilité individuelles qu'on peut le mieux combattre les erreurs pseudo-positivistes comme les erreurs socialistes.

CAMOIN DE VENCE.

B. — *Les transformations du crime et la civilisation moderne* (1).

Sous le titre : *Les transformations du crime et la civilisation moderne*, M. Alfredo Niceforo publie la leçon d'ouverture du cours de droit pénal qu'il va professer à l'Université de Lausanne. La pensée maîtresse de cette leçon est la critique de la conception courante d'après laquelle le développement de la civilisation amènerait un incessant progrès de l'humanité et une diminution lente, mais continue, du mal et du crime.

L'auteur prétend, au contraire, que la civilisation, loin de supprimer le crime, ne fait que le transformer, et qu'à chaque forme nouvelle de civilisation correspondent des formes spéciales du mal. En particulier, et sans nier les bienfaits de notre civilisation moderne, il montre qu'elle a déterminé une indéniable augmentation de la folie et du suicide, double banqueroute de l'intelligence et de la volonté.

Pour établir sa thèse, M. Niceforo s'attache à dégager, d'après les statistiques les plus récentes, les transformations qu'a présentées le crime au cours de ces dernières années, et il groupe en quatre théorèmes le résultat de ses recherches.

I. — *Sous la pression de la civilisation moderne, le crime, qui jadis s'accomplissait surtout au moyen de la violence, tend de plus en plus à se réaliser au moyen de la fraude.*

(1) Roma, Tip. della Casa Editrice Italiana, 1901, 1 br. in-8 de 15 p.

D'après l'auteur, cette vérité est corroborée par la répartition géographique des différents crimes d'abord entre les divers pays et selon le degré de civilisation de ces pays, puis, dans l'intérieur de chaque Etat, entre les villes et les campagnes. D'où ces deux théorèmes :

II. — *Le nombre des crimes violents tend à être plus élevé dans les pays moins civilisés, et moins élevé dans les pays plus civilisés.*

Et, pour les mêmes raisons :

III. — *Le nombre des crimes violents tend à être plus élevé dans les campagnes que dans les villes.*

Un phénomène analogue s'observerait, en outre, entre les différentes classes sociales d'un même pays. Les classes instruites et riches sont, en général, plus ouvertes au progrès que les autres ; elles seraient aussi plus accessibles aux tentations de la ruse et mieux défendues contre celles de la violence.

Cette observation conduit dès lors à formuler ce quatrième théorème :

IV. — *La richesse et le bien-être ne diminuent pas le crime ; mais ils substituent les formes de la ruse à celle de la violence.*

Et l'auteur conclut que, pas plus que la maladie, le crime ne disparaîtra jamais.

Ce n'est pas seulement le crime qui se modifie sous l'influence de la civilisation ; c'est aussi le criminel et la nature de la criminalité. Jadis, parmi les criminels, on ne trouvait guère que des hommes adultes ; aujourd'hui, on y compte encore des enfants et des femmes, parce que, dit l'auteur, chacun est jeté plus jeune dans la vie, et aussi, ajouterons-nous, parce que notre société industrielle moderne a gravement désorganisé la famille. Enfin la criminalité, qui jadis était à la fois *naturelle* et *légale*, tend à devenir seulement *naturelle*. M. Niceforo appelle « crimes naturels » ceux qui s'attaquent aux conditions d'existence de l'espèce humaine tout entière, tel l'assassinat, et « crimes légaux » ceux qui ne mettent en péril que les conditions d'existence de la classe dominante, sa conception de la moralité et l'organisation actuelle du pouvoir, tels par exemple les délits contre la forme du Gouvernement et, jadis, les délits contre la religion.

Ce trop court résumé suffit à montrer tout l'intérêt que présente le travail de M. Niceforo, et la manière remarquable dont il a traité ces questions. Sa théorie, toutefois, n'est pas si neuve qu'il pourrait sembler à première vue. Elle a déjà été soutenue, au moins dans les grandes lignes, par M. Poletti (1), et l'on nous permettra d'y faire

(1) *Il sentimento nella scienza del diritto penale*, Udine, 1882. Cf. *Rev. philos.*, sept. 1882. Adde, pour la réfutation, TARDE, dans *Rev. philos.*, janv. 1883 et *Philosophie pénale*, ch. VI, II, 12.

quelques réserves. C'est, d'abord, qu'en France tout au moins, si le nombre des crimes contre les personnes a fléchi, il y a lieu de tenir compte, dans l'appréciation de ce fait, de la pratique, qui s'affirme de plus en plus, de correctionnaliser beaucoup de crimes. D'autre part, si la civilisation tend incontestablement à adoucir les mœurs et, par suite, à rendre moins fréquentes les manifestations de la violence brutale, il convient malheureusement de ne pas oublier un facteur très important, l'alcoolisme, qui agit en sens contraire. Ainsi, par exemple, de 1826 à 1882, les crimes violents ont presque triplé à Paris (1). Il n'est donc pas absolument exact de dire que la criminalité violente tend à baisser dans les villes par rapport aux campagnes. Cela n'est certainement pas vrai des très grandes villes et notamment des villes industrielles. Ici, il y a moins substitution de la ruse à la violence, que de la violence astucieuse et voluptueuse à la violence vindicative et purement brutale.

A s'en tenir même à l'idée maîtresse de l'auteur, la transformation du crime de violence en crime de fraude sous l'influence de la civilisation, il l'explique, et avec raison, par ce fait que la civilisation se propage de haut en bas. Mais il faut remarquer que ce sont les gens les plus instruits, ceux dont la culture est la plus forte, qui présentent le minimum de criminalité (2). Peut-être est-il permis d'entrevoir un avenir moins sombre que celui que nous prédit l'auteur et d'espérer que, la haute culture se répandant avec le temps, il se produira de haut en bas, une propagation du bien venant contre-balancer et détruire, au moins en partie, celle du mal.

Nous nous hâtons d'ajouter que ces questions d'interprétation des statistiques criminelles sont des plus délicates qui soient. On est loin de s'entendre sur les conclusions qu'il convient d'en tirer, et l'on ne saurait trop louer tout effort qui, comme celui de M. Niceforo, apporte une utile contribution à l'étude de ces difficiles problèmes.

Frédéric HUBERT.

C. — *Volenti non fit injuria* (3).

M. Castorkis, qui a fait ses études en Allemagne et qui a suivi de près les progrès de la science pénale en France, vient d'écrire une substantielle étude de droit pénal, à la fois théorique et pratique ; à côté

(1) TARDE, *loc. cit.* ; SOQUET, *Contribution à l'étude de la criminalité en France*, p. 17.

(2) Réserve faite cependant pour les agriculteurs.

(3) (Étude sur l'influence de la volonté privée en droit pénal, considérée comme cause de non punissabilité des infractions), par Dem. E. Castorkis, avocat, professeur agrégé de droit pénal à l'Université. Athènes, 1900.

de considérations philosophiques et juridiques, on trouve une étude, très complète, de droit positif comparé. Ce n'est pas à dire que cette monographie n'ait pas ses côtés faibles; on désirerait un peu plus de synthèse, l'analyse y dominant trop, et une division de la matière, sinon différente, au moins plus nette et plus claire. Les considérations générales sur la notion du crime et de la peine trouveraient leur place naturelle en tête de l'étude, au lieu d'être coupées de détails qui brisent l'ensemble du tableau.

Il n'y a pas à notre connaissance de monographie en français sur cette question. En Allemagne, la question a été spécialement étudiée par Kessler, *Die Einwilligung des Verletzten* (1884), par Breithaupt, *Volenti non fit injuria* (1891), et par d'autres auteurs dans diverses revues. M. Castorkis, tout en se servant des travaux de ses prédécesseurs, a fait une étude absolument originale.

Aristote, dans sa *Morale à Nicomaque* (V, 11), dit « Ἀδικοῦνται δ' οὐδεὶς ἐκὼν. » C'est la théorie formulée par Ulpien : « ... *Quia nulla injuria est quæ in volentem fiat* », *Lex 1, § 5, de injuriis*, 47, 10. Si l'on suit l'évolution du droit pénal, on voit qu'elle suit de près celle de l'État. D'abord, les crimes sont considérés comme affaire privée, pouvant aboutir à la vengeance privée de la partie lésée ou de son groupe ou à des arrangements privés, à des *compositions* pécuniaires. Dans une telle conception du droit pénal, on comprend facilement que la volonté privée joue un rôle immense, allant jusqu'à supprimer le caractère délictuel de l'acte commis. La victime qui consent au crime ne saurait évidemment s'en prévaloir pour exercer la vengeance ou pour demander une indemnité en argent. A cette époque, on pourrait dire que *volenti non fit injuria*. Il en est autrement aujourd'hui. Le crime est une attaque contre la société tout entière et l'ordre public; l'État seul, qui a pour mission le maintien de l'ordre public, punit le coupable; la volonté privée du lésé ne saurait, en principe, enlever à l'acte commis son caractère punissable, car *jus publicum privatorum pactis mutari non potest*.

Ce n'est pourtant pas à dire qu'aujourd'hui la volonté du lésé soit toujours sans importance pour la punition de l'infraction ou pour la peine applicable. M. Castorkis n'attribue pas en principe à la volonté particulière du lésé le pouvoir d'enlever à l'acte commis son caractère délictuel; mais il reconnaît quelques exceptions et il admet que la loi doit reconnaître dans certains cas, comme circonstance atténuante, le fait que l'acte a été commis avec le consentement ou sur l'invitation du lésé.

a) Il est d'abord évident qu'il y a des cas où la volonté privée va

jusqu'à enlever à l'acte son caractère délictuel; il en est ainsi toutes les fois que l'*invito læso* constitue un élément nécessaire à l'existence du délit. Le libre consentement, donné en connaissance de cause, du lésé ne saurait laisser subsister des délits dont l'existence suppose la violence, le dol, la fraude, etc. Tels sont, par exemple, le viol, le rapt, l'escroquerie, le vol; il n'y a pas de vol si la propriétaire est d'accord avec le prétendu voleur et lui permet de lui prendre une chose déterminée.

b) Le consentement à l'acte ou l'invitation à le commettre équivalent au pardon, quand il s'agit des délits qui ne peuvent être poursuivis que sur la plainte de la personne lésée. La volonté particulière de la personne lésée n'enlève pas ici, comme dans le cas précédent, à l'acte son caractère délictuel; mais elle aboutit à la non-punition du délit. Notre auteur examine avec quelques détails ces cas (spécialement les coups et blessures et l'adultère commis avec le consentement du mari).

La seconde partie de cette étude est consacrée à l'examen approfondi de la notion de *consentement* et des conditions requises pour que celui-ci ait une influence plus ou moins décisive sur la qualification du délit ou sur l'infliction de la peine. Le consentement est examiné au point de vue de la personne qui le donne, de celle qui l'obtient, de son objet et de son étendue; par rapport au temps et au lieu, à l'erreur de l'auteur du délit, etc. (p. 58-74).

La troisième partie est tout entière consacrée à la législation comparée. Cette partie du travail de M. Castorkis constitue une contribution tout à fait nouvelle à la législation comparée. Certaines législations proclament le principe général que la volonté privée n'a aucune influence sur le caractère délictuel de l'acte, par exemple, le Code pénal autrichien, art. 4 de sa partie générale : « Il y a délit même à l'égard des personnes qui exigent leur propre lésion ou qui y consentent ». Le Code pénal grec, dans sa partie générale, pose le principe suivant (art. 98) : « Un acte commis avec l'acquiescement tacite ou formel de la personne lésée, défendu par une peine, reste impuni dans le cas seulement où, sans que l'ordre public soit mis en danger, il est dirigé contre la propriété. » M. Castorkis dit très bien que, même à défaut de ces dispositions, ces actes ne seraient pas punis; l'art. 98 du Code pénal grec est inutile; il est en outre trop étroit, étant donné qu'il y a d'autres actes que ceux prévus par cet article qui, commis avec le consentement du lésé, ne sont pas punis (v. ci-dessus). Le Code pénal français est muet sur le point qui nous occupe. Il en résulte que, sauf dans les cas où *forcément*, il en est autrement

(v. ci-dessus), la volonté privée n'a aucune importance au point de vue légal; le meurtre ou l'assassinat, par exemple, restent toujours, en droit, passibles de la même peine, bien qu'ils aient été commis, par hypothèse, avec le consentement ou sur l'invitation de la victime, d'une personne, par exemple, ayant des souffrances atroces.

Le Code pénal de l'Empire allemand se place entre le Code autrichien et le Code français; il ne parle du consentement du lésé que dans sa partie spéciale, relativement au meurtre commis avec le consentement de la victime. L'art. 216 inflige la peine de l'emprisonnement (maximum trois ans), « si le meurtre a été commis sur l'exigence formelle et sérieuse de la victime ». M. Castorkis passe en revue les législations belge, italienne, hongroise, russe, suisse, finlandaise, etc. et conclut en faveur du système du Code allemand, c'est-à-dire qu'il repousse tout principe général, applicable dans tous les cas; mais il reconnaît que, dans certains cas particuliers, la loi doit accorder à la volonté de la victime une certaine influence atténuant la peine normalement imposée à l'auteur du délit.

En résumé, l'étude du jeune criminaliste grec fait honneur à notre pauvre littérature juridique sur des sujets spéciaux. Traduite en français ou en allemand, elle serait lue avec profit par les criminalistes étrangers.

Nicolas SARIPOLOS,

Professeur agrégé de la Faculté de droit
de l'Université d'Athènes.

D. — Pauvres et mendiants (1).

Depuis de longues années, M. Paul Strauss s'est fait une spécialité des questions d'assistance, au Conseil municipal de Paris, puis au Sénat. Il vient de réunir le résumé de longues et patientes recherches dans un volume de cette *Bibliothèque générale des sciences sociales* qu'inaugurait récemment la librairie Alcan, et dans laquelle nous trouvons ce même esprit de large tolérance que M. Strauss lui-même a su imprimer depuis quatre ans à la *Revue philanthropique*.

Tous ceux qui s'occupent d'assistance liront avec intérêt et profit les divers chapitres de l'ouvrage que nous annonçons. Chacun d'eux est bourré de chiffres et de faits, et ceux-là même qui ne seraient pas disposés à s'associer à toutes les conclusions de l'auteur trouveront chez lui, loyalement indiquées, les sources à consulter pour

(1) *Assistance sociale, Pauvres et mendiants*, par Paul STRAUSS, sénateur. — 1 vol. in-8°, 304 p. — Paris, Félix Alcan, 1901.

lui répondre. Le sujet commun de toutes ces études, c'est « le pauvre », l'homme qui ne peut suffire par son travail à ses besoins et à ceux de sa famille et que la société a le devoir d'empêcher de dormir un « mendiant ». Que doit-elle faire pour cela ? Il y a tantôt deux mille ans que l'humanité cherche la solution de ce problème. M. Strauss en a limité l'étude aux temps modernes. Il nous expose d'abord tout ce qui a été tenté dans notre pays sous l'ancien régime, depuis les fameuses ordonnances de Jean le Bon jusqu'aux décrets de la Convention; puis il nous mène à l'étranger pour nous faire connaître le système de l'assistance légale avec la loi des pauvres anglaise, les distributions de secours par des visiteurs volontaires, telles que les a organisées à Elberfeld Daniel von der Heydt, dont le système a été adopté aujourd'hui par toutes les grandes villes d'Allemagne sous le nom de système d'Elberfeld. Enfin, il examine comment on pourrait établir dans notre pays des visites analogues et assurer l'échange de renseignements entre les œuvres sans bouleverser l'organisation des bureaux de bienfaisance, dont l'institution est aujourd'hui entrée dans nos mœurs.

Il s'agit, on le voit, du grave problème des secours à domicile. Si tout le monde est d'accord sur la nécessité de ce mode d'assistance, les divergences commencent quand il s'agit d'examiner l'étendue qu'il convient de lui donner et les organes charitables qui doivent les distribuer. On l'a bien vu au dernier Congrès international, où étatistes et libéraux ont exposé contradictoirement leurs idées dans une mémorable séance. Les uns et les autres seront toutefois d'accord, pour une fois, en rendant hommage à la vaste érudition de l'auteur et à la parfaite courtoisie avec laquelle il juge les doctrines qui ne sont pas les siennes.

LOUIS RIVIÈRE.

E. — Les Compagnies de discipline (1).

Camisards, Peaux de Lapins, Cocos, ce sont les vocables qui, dans l'argot spécial de ce triste milieu, désignent les hommes des compagnies de discipline de la guerre, de la marine et des colonies (2). Par son titre, l'ouvrage de M. Dubois-Desaulle promettait un exposé com-

(1) *Camisards, Peaux de Lapins et Cocos*. — *Corps disciplinaires de l'armée française*, par M. G. DUBOIS-DESAULLE, 1 vol., Paris, éditions de la *Revue blanche*, 1901.

(2) Toutefois, ces dénominations peuvent fournir matière à controverse : on désigne parfois aussi sous le nom de *camisards* les détenus des ateliers de travaux publics et des pénitenciers, et sous celui de *cocos* les pionniers de discipline. — Voy. l'article du colonel FIX, *Zéphyrs, Disciplinaires et Camisards*, dans la *Revue de Paris* du 15 septembre 1898.

plet de l'organisation et du fonctionnement des corps disciplinaires de l'armée : il présentait donc le plus haut intérêt pour la science pénitentiaire. Encore que les disciplinaires subissent non une peine, mais une punition, le régime auquel ils sont soumis doit arrêter l'attention des pénologues, tant à raison de la comparaison qui s'impose entre cette punition exceptionnellement grave et les peines proprement dites qu'à cause des individus qui la subissent : il est à craindre que celui qui n'a pu se plier à la discipline militaire ne puisse non plus se soumettre aux lois de la société, et par conséquent l'organisation des corps disciplinaires doit, à l'égal de l'organisation pénitentiaire, tendre à punir et à amender. L'ouvrage ne tient pas la promesse de son titre : sa lecture est une déception.

A première vue, le livre paraît se recommander par une importante documentation. A l'exemple de certains ouvrages médicaux où abondent les observations, ce livre est, en grande partie, la relation de faits, tantôt ridicules, tantôt profondément pénibles, faisant peser les accusations les plus graves non seulement sur le personnel tout spécial des gradés inférieurs, mais aussi sur les officiers des compagnies et sur les officiers supérieurs ou généraux de qui elles relèvent. Mais que valent ces récits ? Quelle authenticité convient-il de leur reconnaître ? Voilà ce qui surtout nous intéresse. Or, beaucoup sont simplement des coupures, opérées exclusivement dans quelques journaux qui auraient tort d'avoir des prétentions scientifiques : *l'Intransigeant*, *la Petite République*, *l'Aurore*, *la Fronde*, etc... Le reste, ce sont des racontars que l'auteur a pu recueillir de la bouche d'anciens disciplinaires heureux de se venger des punitions subies ou de sergents devenus vantards dans les fumées de l'ivresse (1). De plus, ce qui oblige le lecteur impartial à suspecter l'exactitude des faits relatés, c'est que presque tous les récits renferment des erreurs manifestes. J'en relèverai quelques-unes, d'ordres divers, à titre d'exemples.

Un disciplinaire, condamné par le conseil de guerre de Tunis, interjette appel devant la cour d'Alger (P. 212). — Pour prouver l'exagération des étapes imposées aux camisards, l'auteur donne à la route de Batna à Timgad 48 kilomètres : or il y a très exactement 39^{km}, 500 (2). — A plusieurs reprises l'auteur parle d'une baguette de sûreté que les gradés auraient toujours soin de retirer de leur revolver pour en faire un usage plus prompt (notamment p. 294) :

(1) L'auteur raconte lui-même, p. 290 et s., qu'il n'a obtenu du sergent-fourrier du dépôt d'Oléron le récit des hauts faits et méfaits que sous l'influence d'un nombre considérable de « tournées ».

(2) P. 103. — Cf. L. PIESSE, *Guide Joanne : L'Algérie et la Tunisie*, p. 258.

aucun des modèles réglementaires, ni le 1873, ni le 1892, ne comporte cette pièce. — Il qualifie de *tribunaux administratifs* les conseils de discipline des régiments (P. 56) : ces conseils ne sauraient en aucune façon être assimilés, ni même comparés à des tribunaux, puisqu'ils n'émettent que des avis. — Il dit que le travail journalier des pionniers est fixé à une durée de 7 à 10 heures par jour (P. 121), alors que le décret du 9 juin 1898 en fixe le maximum à neuf heures, pour les pionniers comme pour les fusiliers (*Revue*, 1898, p. 915). — Bon nombre de noms propres, tant ceux des lieux qui auraient été le théâtre des méfaits des « brutes galonnées » que ceux de ces « brutes » mêmes, sont horriblement écorchés.

Ces quelques exemples suffisent à montrer avec quelle légèreté ont été rapportés les faits. Et aussi les épithètes injurieuses qui abondent prouvent avec combien peu d'impartialité le livre a été écrit.

Enfin, ce qui manque complètement, c'est une conclusion. Où l'auteur veut-il en venir ? Que tout ne soit pas pour le mieux dans les corps disciplinaires, nous en sommes convaincus, et ce ne sont pas les récits de M. Dubois-Desaulle qui ont entraîné notre conviction (1). Dans ces corps spéciaux, les gradés ont une besogne particulièrement pénible et délicate, tant à raison du climat qu'à cause des gens peu recommandables qui sont placés sous leur autorité : on comprend que les cadres, surtout les cadres inférieurs, ne soient pas toujours parfaitement recrutés, que quelques sergents ou caporaux se laissent parfois entraîner à de déplorables abus. Les uns prennent un méchant plaisir à exagérer les rigueurs du « peloton de chasse » auquel sont soumis les hommes punis de prison ; d'autres aggravent les rigueurs réglementaires en serrant à outrance les fers ou les poucettes dont l'usage est licite dans certains cas exceptionnellement graves. Cela est incontestablement très regrettable : il importe que des instructions sévères, des inspections fréquentes, des enquêtes se terminant par la révocation des gradés indignes, mettent fin à tous les mauvais traitements extraréglementaires. Mais ce n'est pas à cette conclusion modérée et sage que paraît tendre l'auteur.

Voudrait-il la suppression des compagnies de discipline ? C'est ce qu'ont demandé déjà quelques-uns des journaux dont souvent il invoque l'autorité. Mais à l'encontre de semblable proposition, il est facile de remarquer qu'il est absolument nécessaire que les détestables sujets

(1) Voy. E. LARCHER et J. OLIER, *Les institutions pénitentiaires de l'Algérie*, nos 111 et 112, p. 223 et s ; voy. aussi notre article, *La réforme des établissements pénitentiaires de l'armée et des corps disciplinaires*, qui a paru dans la *Revue politique et parlementaire* d'août 1901.

des compagnies de discipline ne restent pas mélangés à la masse honnête des recrues, qu'ils ne peuvent que souiller et pervertir. Et d'ailleurs, l'auteur paraît reconnaître que l'existence des corps disciplinaires est une conséquence de l'existence même de l'armée.

Dès lors apparaît la pensée de l'auteur. S'il montre tant d'acrimonie à l'égard de tous les gradés, c'est qu'il a été envoyé aux compagnies de discipline pour des faits de propagande anarchiste. Et ce qu'il attaque, c'est l'armée. « Il serait quelque peu paradoxal qu'une armée, chargée de défendre l'ordre social, fût établie sur l'équité et la justice... Toute armée, pour exercer pleinement sa fonction, doit être basée sur l'injustice, le mépris du droit, l'abus de la force ». (P. 50). Ici je cesse la critique; je ne puis qu'exprimer mon indignation et mon mépris.

Emile LARCHER.

VI

Informations diverses.

INFANTICIDE. — Le 18 novembre, la Chambre a adopté, urgence déclarée, et sans discussion, le texte de la proposition déjà votée par le Sénat (*supr.*, p. 1405). La loi a été promulguée le 22 novembre, datée du 21.

DÉTournement d'enfant. — La Chambre des députés, en examinant à nouveau le projet de loi retour du Sénat, a relevé une nouvelle erreur matérielle, ainsi expliquée par le rapporteur, M. Cruppi : « Le texte voté par la Chambre et par le Sénat débute ainsi : « Il est ajouté le paragraphe suivant à l'art. 354 C. p. :

» La disposition nouvelle se trouve donc intercalée entre l'art. 354 et l'art. 355. Or, l'art. 355 et l'art. 355 ont pour but d'aggraver dans de très fortes proportions les pénalités de l'article précédent. « Si la personne enlevée est une fille au-dessous de seize ans, dit l'art. 355, la peine sera celle des travaux forcés. »

» Il est clair qu'une telle peine ne saurait raisonnablement s'appliquer au père de famille qui a enlevé son enfant mineur, même âgé de moins de seize ans; il faut donc soustraire la disposition nouvelle à l'application des art. 355 et 356, et, pour arriver à ce résultat, il suffit de l'ajouter à l'art. 357 et non à l'art. 354.

» Le texte définitif que nous vous soumettons est donc celui-ci : « Il est ajouté le paragraphe suivant à l'art. 357 C. p... »

Suit le texte déjà indiqué (*supr.*, p. 1406).

Après une courte discussion, dans laquelle M. J. Goujon a critiqué la sévérité des peines instituées « même en cas de bonne foi, même en cas de jugement par défaut ignoré de l'auteur du détournement », la Chambre, sur un court, mais chaleureux plaidoyer de M. Cruppi, a voté la modification proposée.

Le Sénat a fait de même, le 29 novembre; et la loi a été promulguée le 6 décembre, sous la date du 5 décembre.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — *Libération, casier, réhabilitation.* — M. Bompard a déposé, le 21 novembre, un rapport fait au nom de la Commission de législation criminelle sur une partie du projet de loi portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre. A l'étude de ce projet est jointe, en principe, celle des propositions de loi de MM. Mirman, Massé, Charles-Gras, etc.

Le rapporteur rappelle que la méthode adoptée par la Commission se résume ainsi (*supr.*, p. 1050) :

1° Restreindre les modifications au temps de paix;

2° Procéder par lois successives réglant chacune un ou deux points spéciaux et, par conséquent, faciles à voter.

Le rapport du 21 novembre propose seulement d'étendre aux Conseils de guerre les dispositions de droit pénal ordinaire sur la libération conditionnelle, la réhabilitation de droit, le casier judiciaire.

La Chambre, dans sa deuxième séance du 2 décembre dernier, a adopté le projet de loi ainsi limité sans discussion et après déclaration d'urgence. Le projet se composait primitivement de 5 articles; mais la Commission a proposé et fait voter un art. 6 qui étend le bénéfice de la loi aux condamnés des tribunaux maritimes.

Le texte ainsi voté a été déposé, le 13 décembre, sur le bureau du Sénat. Nous en reparlerons.

Conseils de guerre. — Dans un deuxième rapport, déposé le 25 novembre, M. Bompard propose d'adopter la réduction du nombre des Conseils de guerre, le secret du vote des juges et le recours en cassation.

Sur le premier point, il considère que le chiffre de 27 Conseils siégeant à l'intérieur du territoire en temps de paix est beaucoup trop élevé. D'après le relevé de 1898, 10 de ces tribunaux ont moins de 100 affaires à juger par an, et, sauf en Algérie et dans le 6^e corps, le maximum n'a pas dépassé 200 affaires.

Sur le second point, il fait remarquer que, déjà dans les conseils

d'enquête, le vote a lieu au scrutin secret et que c'est là une garantie d'indépendance.

Quant au pourvoi pour violation de la loi, déjà, dans les pays étrangers, il est examiné par des tribunaux qui comprennent, au moins pour partie, des personnes ayant fait des études juridiques (Allemagne, Belgique, Autriche, Italie). Il n'y a donc aucun inconvénient à supprimer les Conseils de revision de Paris et d'Alger et à attribuer leurs pouvoirs à la Cour de cassation.

On a objecté, en France, contre l'idée de déférer à cette Cour les pourvois, la nécessité de la célérité et l'intérêt de la discipline. M. Bompard répond que, d'une part, d'après les renseignements produits à la Commission extra parlementaire, le nombre moyen des recours en revision n'est que de 92 pour Paris et de 132 pour Alger, soit en tout 224, dont la plupart ne soulèvent pas de questions importantes; d'autre part, la Cour, jugeant en droit et non en fait, n'aura pas à s'immiscer directement dans l'exercice du commandement.

Voici au surplus le texte proposé :

Article premier. — Par dérogation aux prescriptions de l'art. 2 C. just. mil., plusieurs circonscriptions territoriales peuvent être rattachées au même Conseil de guerre par un décret du Président de la République qui fixe le siège et le ressort de ce Conseil.

Dans ce cas, lorsqu'il s'agit d'un inculpé appartenant à une circonscription autre que celle où siège le Conseil de guerre, l'ordre d'informer et l'ordre de mise en jugement sont donnés par le général commandant la circonscription dont relève l'inculpé; cet officier général adresse, à cet effet, au général commandant la circonscription où siège le Conseil, soit une réquisition à fin d'information, qui est transmise au parquet du Conseil de guerre, soit une réquisition à fin de mise en jugement, en vertu de laquelle le général commandant cette dernière circonscription saisit le conseil et assure ensuite, quand il y a lieu, l'exécution du jugement.

Art. 2. — Le vote des membres du Conseil de guerre sur les questions indiquées à l'art. 132 C. just. mil. et sur les circonstances atténuantes aura lieu au scrutin secret.

Art. 3. — La Cour de cassation prononce, au lieu et place des conseils de revision, sur les recours formés contre les jugements des Conseils de guerre siégeant à l'intérieur du territoire, en France, en Algérie et en Tunisie, en temps de paix.

La déclaration de pourvoi est faite dans les conditions prévues par l'art. 143 C. just. mil. et est transmise, par le commissaire du Gouvernement près ce Conseil, directement à la Cour de cassation, sans qu'il y ait lieu à consignation d'amende.

Les jugements rendus sur la compétence et autres exceptions ou incidents soulevés au cours des débats devant le Conseil de guerre, ne pourront être déférés à la Cour que dans des conditions déterminées par l'art. 123 C. just. mil.

Ce texte, inscrit à l'ordre du jour sous réserve qu'il n'y aurait pas de discussion, a été soumis à la Chambre le 12 décembre (1); mais, le Ministre de la Guerre ayant déclaré avoir des observations à présenter, il a été retiré de l'ordre du jour.

BATAILLONS D'AFRIQUE. — A la séance du 2 décembre de la Chambre des députés, M. Colliard a donné lecture de l'exposé des motifs suivant, concernant une proposition de loi modifiant l'art. 5 de la loi du 15 juillet 1889 :

« Une innovation très importante a été apportée dans nos lois militaires au moment du vote de la loi du 15 juillet 1889 par l'art. 5 de cette loi.

» Les individus reconnus coupables et condamnés seulement à l'emprisonnement par application des art. 463 et 334 C. p., seront incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveraient retenus dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans lesdits bataillons, à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi. Après un séjour d'une année dans ces bataillons, les hommes qui seraient l'objet de rapports favorables de leurs chefs, pourront être envoyés dans d'autres corps, par le Ministre de la Guerre.

» Sous les régimes des lois militaires antérieures à la loi de 1889, il n'était fait état de la situation de ces catégories de jeunes gens qui étaient répartis comme le reste du contingent.

» Il est à peine besoin de noter que ces jeunes de quinze à vingt ans, presque des enfants au moment de leur faute, n'ont encouru que des condamnations légères et que ce ne sont pas des récidivistes — ce n'est pas à cet âge qu'on devient récidiviste : — que cette condamnation est parfois très ancienne et que celui qui l'a encourue s'est moralement

(1) L'ordre du jour portait première délibération sur : 1° le projet de loi portant réforme du C. just. mil.; 2° la proposition de loi de M. Éd. Vaillant ayant pour objet de supprimer le Code militaire et les Conseils de guerre et de soumettre les soldats, comme les autres citoyens et avec eux, à la même juridiction civile; 3° le projet de résolution de M. Mirman sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix; 4° la proposition de loi de M. Charles-Gras tendant à admettre en temps de paix les justiciables des tribunaux militaires à se pourvoir en cassation; 5° la proposition de loi de M. Massé tendant à modifier les Codes de justice militaires du 9 juin 1857 et du 4 juin 1858 (Réduction du nombre des Conseils de guerre. Secret du vote. Recours en cassation). — Notons aussi la proposition de M. Antide Boyer tendant à rendre la loi du 8 décembre 1897 applicable devant les tribunaux militaires en temps de paix, déposée le 12 novembre et renvoyée, comme celles de MM. Vaillant et Charles-Gras, à la même Commission.

réhabilité par ses efforts et sa bonne conduite. La législation actuelle ne permet pas de tenir compte de ces nombreux éléments d'appréciation qui peuvent militer en faveur de celui qu'elle frappe. Ce dernier est implacablement traité en homme dangereux, quelles que soient les preuves de relèvement qu'il ait données (quand même il a bénéficié de la loi de sursis).

» L'expérience n'a pas démontré, pendant ces douze années d'application, que l'innovation introduite par l'article 5 de la loi de 1889 ait eu des résultats heureux pour l'armée et la société.

» Il n'est pas permis de conclure que les jeunes gens ainsi traités soient devenus de meilleurs soldats et fassent de meilleurs citoyens. Nous pouvons, sans témérité, affirmer que ces améliorations morales de l'individu seraient plus facilement obtenues en le soumettant au régime commun au point de vue militaire. Son incorporation d'office dans un bataillon d'infanterie légère d'Afrique constitue pour lui une seconde peine ajoutée arbitrairement à celle qu'il a déjà subie, et cette nouvelle peine le décourage, le pousse à l'abandon de lui-même, l'amène à douter de la justice et de l'humanité. Il ne s'explique pas qu'ayant payé une première fois à la société la faute qu'il a commise, cette société aggrave encore sa situation. Séparé de sa famille, qu'il ne reverra qu'à sa libération définitive, il oublie les conseils qu'elle lui a donnés et perd rapidement le bénéfice des efforts et des sacrifices que, parfois, se sont imposés ses ascendants pour son relèvement.

» Toutes les considérations qui précèdent condamnent l'application de l'article 5 de la loi de 1889; nous en demandons la suppression et son remplacement par un texte législatif mettant les catégories de jeunes gens qu'il vise à la disposition du Ministre de la Guerre comme le reste du contingent.

» Cette mesure n'a rien d'inquiétant pour la discipline militaire. Elle ne soustrait le jeune soldat à aucune des obligations du service militaire.

» Le chef de corps sera toujours juge de la conduite du soldat placé sous ses ordres et pourra, si les circonstances l'y obligent, proposer contre un militaire indiscipliné telle mesure qui lui paraîtra nécessaire, et rien ne s'opposerait alors à affecter dans les bataillons d'Afrique un jeune soldat dont le contact dans un régiment serait préjudiciable à l'intérêt de la discipline et à la moralité de son entourage.

» En conséquence, Messieurs, nous soumettons à votre délibération la proposition de loi suivante :

« *Article unique.* — L'art. 5 de la loi du 15 juillet 1889 est supprimé.

» Les jeunes gens visés dans cet article seront mis à la disposition du Ministre de la Guerre, qui les affectera, comme le reste du contingent, dans les régiments de la République. »

La Chambre, après déclaration d'urgence, a renvoyé la proposition à la Commission de l'armée; et, dès le 12 décembre, au nom de cette Commission, M. Pierre Richard a déposé son rapport sur cette proposition.

LIVRETS MILITAIRES. — Par circulaire du 28 octobre, la disposition bienveillante de la circulaire du 26 juin (*supr.*, p. 1408) est étendue aux militaires des compagnies de discipline auxquels il ne reste pas un temps de service suffisant à accomplir pour pouvoir être réintégrés dans un régiment, mais qui sont susceptibles de recevoir une attestation de repentir dans les conditions fixées par l'art. 13 (§ 6) de l'instruction du 9 juillet 1890, c'est-à-dire qui ont fait, sans encourir de punition grave, un séjour de six mois au moins dans les compagnies de discipline ou y ont accompli un acte de courage ou de dévouement.

Les militaires libérés auxquels cette attestation de repentir aura été délivrée pourront obtenir du bureau de recrutement de leur domicile, sur leur demande accompagnée de cette pièce, un nouveau livret qui ne mentionnera pas leur passage aux compagnies de discipline.

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE. — Le 12 novembre, M. Meyer a déposé son rapport sur la proposition de M. Barthou (*supr.*, p. 1407), ainsi conçue : « Le paragraphe suivant est ajouté à l'art. 3 de la loi du 8 décembre 1897 :

» En cas d'instruction ouverte contre un mineur de seize ans, le juge sera tenu, si l'inculpé n'a pas choisi un conseil, de lui en faire désigner un d'office. »

Pour Paris, cette disposition nous semble inutile, car l'enfant traduit en justice trouve, tant auprès du barreau que des patronages qui assistent presque toujours l'avocat, tous les concours utiles. En province, où d'ailleurs les affaires d'enfants ne sont pas toujours mises à l'instruction, ces concours sont moins assurés. La loi projetée ne peut avoir que de bons résultats.

LOI DE PARDON (*peine de la réprimande*). — Le 14 novembre, M. Morinaud a déposé son rapport sur la proposition Morlot (*supr.*,

p. 1407), qui d'ailleurs fut complètement transformée par la Commission, après l'audition du Garde des Sceaux.

L'ordre du jour de notre prochaine Assemblée générale comprenant l'étude de ce rapport, nous n'en parlerons pas aujourd'hui.

Deux jours auparavant, le 12 novembre, M. Bérenger avait déposé sur le bureau du Sénat une proposition de loi « portant extension et modification de la loi du 26 mars 1901 ». Cette extension, dont le principe, proposé par le Garde des Sceaux à la Commission de législation criminelle, a été repoussé par celle-ci, consisterait en une sorte de pouvoir de pardon accordé au juge d'instruction : celui-ci pourrait prononcer le sursis au renvoi devant la juridiction répressive; il rendrait une « ordonnance de simple avertissement ».

La proposition a été renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire, dont le rapport a été déposé, dès le 6 décembre, par M. Aucoir.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES DEVANT LE JURY. — Le rapport de M. Delestrac sur la proposition de loi de M. Louis Martin modifiant la majorité nécessaire pour l'obtention des circonstances atténuantes (*supr.*, p. 787) est venue à l'ordre du jour de la Chambre, le 3 décembre, « sous réserve qu'il n'y aurait pas débat ». Mais, un orateur s'étant fait inscrire, la proposition dut provisoirement être retirée de l'ordre du jour.

JUSTICE AU TONKIN. — Un décret du 1^{er} novembre règle ainsi l'administration de la justice indigène au Tonkin :

Art. 2. — La législation pénale annamite, actuellement en vigueur, continue à être appliquée en matière répressive. Toutefois, les châtiments corporels prévus par cette législation sont formellement supprimés; leur application est rigoureusement interdite soit comme moyen d'instruction, soit comme pénalité. Dans les cas où il y aura lieu d'appliquer ces pénalités, le juge leur substituera la peine de l'emprisonnement sans qu'en aucun cas la durée de l'emprisonnement puisse être supérieure à cinq années. Au cas de récidive légalement constatée, elle pourra néanmoins être portée jusqu'au double.

Art. 4. — Les juridictions indigènes du Tonkin sont maintenues telles qu'elles sont actuellement constituées.

Art. 5 et 6. — Une Commission d'appel, siégeant au Palais de justice à Hanoï, et composée de trois conseillers à la cour d'appel et de deux mandarins siégeant avec voix délibérative, connaît (une fois saisie par le procureur général),... en fait et en droit : 1^o soit sur

l'appel des parties condamnées, soit d'office, de tous les jugements rendus par les tribunaux indigènes prononçant l'application d'une peine et qui, conformément à la législation annamite, étaient précédemment soumis à l'approbation du résident supérieur.

Art. 7. — Elle prescrit tels suppléments d'instruction qu'elle juge utiles.

DÉCRET SUR LES CONCESSIONS. — Le *Journal officiel* du 24 octobre contient un long décret, du 9 octobre, sur le régime des concessions. Il reproduit intégralement le décret du 18 janvier 1895 (*Revue*, p. 288), en y faisant quelques légères additions :

Art. 8. — Après le mot *concessionnaire*, ajouter « transporté ou libéré habitant avec lui, sans toutefois que cette superficie puisse être inférieure à 3 hectares ou supérieure à 20 hectares.

» Lorsqu'une des personnes composant la famille du concessionnaire transporté ou libéré et habitant avec lui atteint l'âge de seize ans, il est accordé, soit sur la demande du transporté ou du libéré, soit d'office, s'il y a lieu, une concession supplémentaire, aussi rapprochée que possible de la concession primitive et d'une superficie de 3 à 10 hectares.

» Cette concession, affranchie de tout dépôt de garantie, est inscrite au nom du mineur, mais le transporté ou libéré en garde la jouissance, dans les mêmes conditions qu'un concessionnaire provisoire, jusqu'au jour où le titulaire libre atteint sa majorité ou contracte mariage.

» De ce jour, le concessionnaire libre entre en jouissance de sa concession et est investi des droits conférés et tenu des obligations imposées par le présent décret au concessionnaire provisoire; les dispositions des art. 5, 7, 10, 11 et 12 lui deviennent applicables. L'Administration peut également le faire bénéficier de tout ou partie de ces dispositions par anticipation... »

Art. 14. — Ajouter : « Le concessionnaire libre peut, pendant la durée de son service militaire, confier l'exploitation de sa concession au transporté ou libéré, ou à tout autre membre de sa famille agréé par l'Administration. »

Art. 20. — Ajouter : « La jouissance de la concession supplémentaire prévue par l'article 8, paragraphes 2 et 3, peut être attribuée à la femme et aux enfants du transporté ou libéré, dans les conditions du paragraphe précédent jusqu'au moment où le titulaire libre est appelé à prendre possession ou bien remise immédiatement à ce titulaire dont l'émancipation pourra être prononcée, d'office, par l'Administration.

» En cas de dépossession ou de décès du titulaire libre d'une concession supplémentaire, avant qu'il soit devenu concessionnaire définitif, sa concession peut être attribuée à son conjoint et à sa famille. »

Art. 22. — Après le 1^{er} §, ajouter : « En ce qui concerne la concession supplémentaire prévue par l'art. 8, paragraphes 2 et 3; le délai ne commence à courir que du jour où le titulaire libre est entré en jouissance. »

Art. 30. — Après le 1^{er} §, ajouter : « En ce qui concerne les concessions supplémentaires prévues par l'art. 8, paragraphes 2 et 3, le paiement de la rente demeure à la charge du transporté ou libéré tant qu'il a la jouissance de ladite concession. »

Art. 44. — Vise le décret du 18 janvier 1895, au lieu de celui de 1878.

Ces diverses modifications, qui auraient peut-être gagné à chercher à simplifier les formalités et les conditions de la mise en concession, n'offrent rien de particulièrement saillant, sauf celle de l'article 8.

L'innovation contenue dans cet article vise, non plus le transporté, mais ses enfants mineurs.

C'est, en réalité, une nouvelle ou plutôt une troisième catégorie de concessionnaires que crée le décret et auxquels il donne la qualification de concessionnaires libres. Il est vrai que cette liberté est soumise à de nombreuses restrictions.

Le concessionnaire libre, qu'on pourrait appeler plus justement le concessionnaire pénitentiaire libre, et qui jouit d'ailleurs des faveurs accordées au concessionnaire provisoire, c'est-à-dire au concessionnaire pénitentiaire proprement dit, est soumis absolument aux mêmes obligations. Il peut se voir retirer sa concession par simple mesure administrative et ce pendant les cinq années qui suivent son entrée en jouissance ! Une simple peine correctionnelle, fût-elle absolument étrangère à sa condition de simple concessionnaire, de simples faits d'inconduite arment l'Administration pénitentiaire du droit de lui retirer sa concession sans qu'il puisse prétendre à la moindre indemnité.

Il est permis de se demander s'il n'y a pas quelque exagération dans le droit ainsi conféré à l'Administration. On peut dire que celle-ci concédant la terre est maîtresse des conditions dans lesquelles elle concède. Mais, outre les insuccès dont la colonisation agricole réglementée n'a donné que trop de preuves, n'est-ce pas aller bien loin que de placer des personnes libres sous le même régime que des condamnés en cours de peine ou des libérés ? N'aurait-il pas été plus logique, nous dirons même plus sage, d'entrer franchement dans

une voie plus libérale et, puisque le domaine pénitentiaire est assez riche pour aliéner une partie de ses terres au profit d'une colonisation qui n'est plus pénale que par ses origines, de placer les nouveaux colons sous le régime d'une liberté plus complète ? Quoi qu'il en soit, l'innovation de l'art. 8 est fort intéressante et on ne peut que savoir gré à l'Administration des colonies d'en avoir pris l'initiative. Nous en suivrons les résultats avec le plus sincère désir de les voir répondre aux espérances que l'on en attend.

M.

CIRCULAIRE SUR LES RECOURS EN GRACE. — Le Garde des Sceaux a adressé, au commencement de septembre, la circulaire suivante aux procureurs généraux :

« Monsieur le procureur général,

» J'ai constaté à de nombreuses reprises que les cadres imprimés qui vous sont transmis par ma Chancellerie en vue de l'instruction des recours en grâce m'étaient renvoyés par votre parquet sans contenir toutes les indications demandées.

» Je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour qu'à l'avenir les renseignements dont s'agit soient toujours pris aussi complètement et aussi exactement que possible ; il sera notamment recherché si le travail du condamné constitue la seule ressource de sa famille et si son incarcération ou le recouvrement sur lui de l'amende par les voies de droit n'aurait pas pour effet de jeter momentanément ceux qu'il fait vivre dans un complet dénuement. Ces éléments d'appréciation indispensables me permettront de statuer en pleine connaissance de cause et de rechercher dans quelle mesure la nécessité de la répression doit être conciliée avec les devoirs d'humanité.

» Vous voudrez bien adresser à vos substituts les instructions les plus précises en ce sens et veiller à leur stricte observation. »

CIRCULAIRE SUR LES MESURES D'INSTRUCTION. — Le procureur général a adressé, le 14 novembre, la circulaire suivante aux procureurs de la République :

« Mon attention a été appelée à nouveau, à l'occasion de récentes demandes en revision, sur les graves inconvénients qu'il y a, en matière d'instruction, à se contenter des renseignements recueillis par les auxiliaires de la Justice.

» Ces renseignements, dont on ne saurait méconnaître l'utilité, mais qu'un errement ancien et regrettable tend à faire accepter sans

contrôle, revêtent fréquemment une forme anonyme, exclusive de toute garantie de vérité ou de mesure.

» J'estime qu'il y a lieu d'étendre à toutes les instructions les prescriptions de ma circulaire en date du 8 juillet 1901 relatives aux renseignements fournis par la Police sur les mineurs ou leurs familles (*supr.*, p. 1338) : il importe que les renseignements ne soient accueillis par le magistrat instructeur que sous la plus expresse réserve, car ils ne doivent avoir d'autre but que de lui permettre d'arriver à la lumière en interrogeant les personnes qui les ont fournis et dont les noms et adresses seront mentionnés dans les rapports des commissaires de police. Le magistrat dressera de ces dépositions des procès-verbaux réguliers, qui feront partie de la procédure, dans laquelle ne pourront plus figurer d'autres renseignements que ceux ci-dessus spécifiés.

» Vous inviterez également Messieurs les juges d'instruction à ne plus laisser figurer dans leurs procédures aucuns documents anonymes, lettres, notes, articles de journaux ou autres, dont l'origine n'aura pu être contrôlée, et dont les auteurs n'auront pas été retrouvés et entendus comme témoins.

» Vous voudrez bien veiller à l'exécution stricte des instructions ci-dessus, qui devront être appliquées même aux informations en cours. »

CIRCULAIRE SUR LE MINISTÈRE PUBLIC A L'AUDIENCE. --- Le 18 novembre, le procureur général a adressé à ses substituts le nouvelle circulaire suivante :

« Aux termes de l'art. 190 C. instr. crim., le magistrat du ministère public doit exposer chaque affaire appelée devant le tribunal de police correctionnelle.

» Cette prescription est tombée en désuétude, et le plus souvent vous vous bornez, à la fin des débats, à requérir l'application de la loi pénale. Je ne vois aucun inconvénient à ce que cet état de choses soit maintenu, quand le prévenu est assisté d'un avocat et que l'affaire doit être discutée dans toute son ampleur.

» Mais, quand le prévenu se présente seul, il y a intérêt, au contraire, à ce que le Ministère public se conforme strictement à l'obligation qui lui est imposée par la loi.

» Je désire donc que, dans toutes les affaires citées à votre requête, quand il n'y aura pas de défenseur, vous exposiez l'affaire, soit avant, soit après l'interrogatoire. Cela vous permettra, tant de relever les charges qui ont motivé la poursuite, que de signaler en même temps

au tribunal les circonstances de nature à entraîner l'acquittement, l'application de la loi de sursis, ou une atténuation de la peine.

» Votre intervention devra être mentionnée sur le feuillet de l'audience, et vous aurez soin, à la fin de chaque mois, de m'adresser un état des affaires dans lesquelles vous aurez ainsi pris la parole, avec l'indication de leur résultat. »

STATISTIQUE CIVILE. — Le *Journal officiel* du 13 décembre contient le rapport du Garde des Sceaux sur l'administration de la justice civile pendant l'année 1899.

Nous en extrayons les renseignements suivants :

Correction paternelle. — Le nombre des ordonnances des présidents a diminué : de 1891 à 1896, il y en avait eu, année moyenne, 1.103; leur nombre est tombé à 640 en 1898 et à 627 en 1899. Est-ce à dire que la moralité générale des enfants se soit améliorée? N'est-ce pas plutôt l'effet du peu de confiance qu'ont les parents dans l'efficacité du régime actuel de l'internement par voie de correction paternelle?

Divorces. — Le nombre des divorces est effrayant : 9.050, sans compter 408 demandes de conversion de séparation de corps en divorce.

Le nombre des demandes de séparation de corps a été de 2.941.

Déchéance de la puissance paternelle. — Les cas d'application de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés sont toujours très rares. Il y a lieu de s'étonner que les parquets, principalement dans les grands centres, n'aient pas à requérir plus souvent la déchéance de la puissance paternelle. On ne saurait trop appeler l'attention des magistrats sur l'utilité de la loi de 1889 et particulièrement sur les dispositions qui confèrent au ministère public le pouvoir de poursuivre d'office la déchéance.

Il résulte du compte général de la justice criminelle que les cours d'assises ont, en 1899, déclaré déchus de la puissance paternelle 35 accusés reconnus coupables et que, pendant la même année, les tribunaux correctionnels ont prononcé cette déchéance contre 78 prévenus. De leur côté, les tribunaux civils ont été appelés à statuer sur 1.002 cas : 40 déchéances de plein droit requises, à la suite d'une condamnation criminelle ou correctionnelle et 962 déchéances facultatives. Parmi ces dernières, ils en ont rejeté 56 et accueilli 906. La tutelle a été confiée 32 fois à la mère, 722 fois à l'Assistance publique et 201 fois à une autre personne.

PETITE-ROQUETTE. — Le 4 décembre, le Conseil général de la Seine a étudié à nouveau une question complexe entre toutes, celle de la

démolition de la Petite Roquette. Il ne suffit pas, en effet, de désaffecter, comme le demandent les conseillers du quartier; il faut trouver un emplacement pour les enfants actuellement détenus dans cet établissement trop décrié. Or, il ne peut être question de la Santé, trop encombrée et réservée avec adultes (*Revue*, 1896, p. 625). D'autre part, le remplacement de Saint-Lazare est réclamé chaque jour avec plus d'insistance (*supr.*, p. 1508).

N'existe-t-il pas une intime connexité entre ces deux problèmes?

Le Conseil général, encore cette fois, n'est pas parvenu à les résoudre, ni même à les poser avec netteté. Il s'est contenté des explications données par le directeur des Affaires départementales : « M. le Ministre, à la suite de démarches réitérées, finit par admettre le principe de la suppression totale ou partielle de la Petite-Roquette, et nous fit savoir que nous ayons à nous mettre d'accord avec M. le préfet de Police.

» Des pourparlers sont engagés, et nous avons tout lieu d'espérer qu'ils aboutiront bientôt. »

Sur cette déclaration, la question est renvoyée à l'examen de la première Commission, avec invitation de faire son rapport le plus tôt possible.

PRISONS DE LILLE ET DOUAI. — Tous les gros œuvres de la nouvelle prison de Lille sont achevés et on peut la visiter avec intérêt, en attendant son inauguration, qui n'aura lieu que dans un an.

Le plan est fait pour 600 cellules; mais 350 cellules seulement ont été mises, pour le moment, en adjudication, plus l'infirmerie et tous les services généraux. Les 250 restant, qui rempliront une aile et demie, ne seront construites que plus tard.

La maison s'élève à côté et à droite de la maison centrale de Loos, dont elle n'est séparée que par un étroit cours d'eau. Elle occupe un quadrilatère d'environ 50.000 mètres carrés, au centre duquel elle fait rayonner ses 5 ailes (1). La rotonde centrale contient, suspendu à hauteur du deuxième étage, l'autel; et, en retrait sur les murs de cette rotonde, sont disposées la chapelle — école cellulaire pour les catholiques, 350 dont 100 femmes, — et aussi la salle cellulaire réservée aux cultes dissidents (30 hommes) et celle réservée aux cultes dissidents (30 femmes).

Il y a deux étages, non compris le rez-de-chaussée.

(1) Nous les appellerons, en allant de l'entrée vers la droite: A. service de bouche et magasins; B. femmes; C. aile inachevée; D. aile non commencée; E. aile achevée.

La porte d'entrée, sur le mur d'enceinte, est flanquée d'un logement de gardien-portier et de diverses dépendances.

On trouve un espace libre et on entre dans l'aile A, qui contient : au rez-de-chaussée, un grand vestibule avec cellules de dépôt pour les détenus arrivant. A l'étage, à gauche, la direction, le greffe, le service anthropométrique, etc. Les salles réservées à l'instruction, aux avocats, sont dans la rotonde. Les bains, la douche, les cuisines, les magasins pour les vivres et les matières premières, la boulangerie, la panneterie sont dans un bâtiment reliant la dite rotonde au bâtiment d'entrée : tous ces services sont cellulaires.

La rotonde, qui a 35 mètres de diamètre, est très claire, et ses dimensions permettent de supprimer entre les ailes les angles trop aigus, qui sont l'inconvénient principal du système rayonnant (humidité et obscurité).

A droite s'ouvre l'aile des femmes, avec 150 cellules. Au-dessus est le quartier de désencombrement des femmes, avec deux ateliers.

Il y a également un quartier de désencombrement pour les hommes, avec deux ateliers, au deuxième étage de l'aile A.

Chaque cellule a 30 mètres cubes, et les murs de refend ont 34 centimètres d'épaisseur. La fenêtre, de 1^m, 10', est à la disposition du détenu, mais avec une ouverture de 20 degrés seulement. Le chauffage sera à la vapeur d'eau. Vase fixe, avec réservoir de 30 litres d'eau. Simple badigeon sur les briques. Dallage en ciment. Éclairage électrique.

A chaque étage, à l'entrée de chaque aile, il y a 2 cellules spéciales : une cellule double pour observation, placée à côté de la chambre du gardien, et une cellule de punition pouvant à volonté être rendue obscure. Ascenseur et wagonnets sur tricycles pour rouler les vivres.

Les préaux sont disposés, à l'extrémité de chaque aile, autour d'une dernière rotonde où se promènent les gardiens, un chemin de ronde extérieur permet d'exercer une double surveillance. Les préaux triangulaires, un peu petits, ont 7^m × 4^m.

A droite de l'aile A se trouvent disposées, perpendiculairement à cette aile, mais parallèlement entre elles, l'infirmerie des femmes et la buanderie. A gauche, et symétriquement, se trouvent l'infirmerie des hommes (24 cellules), terminée par un préau, et le bâtiment des machines (service de chauffage, électricité, etc.).

A Douai, les travaux sont un peu moins avancés. Néanmoins, la toiture des 3 ailes affectées à la détention est achevée.

CONCOURS D'AGRÉGATION. — Le concours d'agrégation de droit privé qui s'est tenu à Paris en novembre, a pris fin par la nomination de

4 agrégés, en tête desquels nous avons eu le plaisir de voir avec le n° 1, notre fidèle et savant collaborateur M. Paul Lerebours-Pigeonnière et, avec le n° 2, notre collègue M. E. Pilon, chargé de cours à la Faculté de Caen.

Nous donnons la liste des sujets de droit pénal qui ont été traités par les 12 candidats déclarés admissibles :

- 1° Des questions à poser au jury en matière de complicité;
- 2° De la règle *Nulla poena sine lege*;
- 3° De la compétence du jury en matière de presse;
- 4° Des infractions commises à l'étranger;
- 5° De la complicité considérée comme fait accessoire du délit principal ou comme délit distinct;
- 6° De l'arrestation et de la détention jusqu'au moment où sont délivrés les mandats d'arrêt et de dépôt;
- 7° De la réhabilitation légale et judiciaire;
- 8° Des mesures à prendre relativement à l'enfant acquitté comme ayant agi sans discernement;
- 9° Des délits commis par ordre de la loi ou de l'autorité légitime;
- 10° Du but de la peine;
- 11° Du pouvoir du juge pour l'application de la loi pénale;
- 12° Histoire de la peine de mort en France et à l'étranger depuis la fin du XVIII^e siècle.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Nous recevons le discours prononcé par M. le gouverneur Feillet à l'ouverture de la session du Conseil général, le 5 juin dernier. Bien que la question pénitentiaire ne tienne qu'une place secondaire dans ce discours, qui est surtout consacré aux affaires indigènes et aux questions relatives à l'introduction dans la colonie de travailleurs immigrants (1), nous y relevons quelques passages intéressants pour nos lecteurs.

L'honorable gouverneur, en indiquant à l'Assemblée locale les vues de son administration en matière de travaux publics et en lui exposant les voies et moyens par lesquels on pourrait les réaliser, fait ressortir, comme particulièrement urgent, l'outillage du port et la construction du chemin de fer de Nouméa à Bourail. L'outillage du port, qui comprend l'achat d'une drague, la construction d'un warf et

(1) Signalons l'insuffisance, depuis deux ans, des convois de néo-hébridais et, par suite, l'absence de personnel engagé à poste fixe chez les propriétaires. Pour y remédier, M. Feillet a conclu une entente avec la Société d'émigration des femmes (*Revue*, 1898, p. 823) pour faciliter aux colons l'engagement de filles de ferme à 40 et 50 francs par mois et il projette de créer une caisse locale pour l'introduction de travailleurs français.

d'un bassin de radoub et la construction du chemin de fer (1), représente une dépense de 5 millions. Cette dépense, dont la Nouvelle-Calédonie supportera la plus grande part, aurait été de beaucoup supérieure et aurait probablement excédé ses forces financières, si elle n'avait été atténuée, d'une part, par la réduction à 50 centimes du prix de la main d'œuvre pénale consentie par l'État pour la partie des travaux intéressant directement le colonie et, d'autre part, par la concession gratuite de cette même main-d'œuvre pour l'œuvre nationale de l'outillage du port (2). Il nous est agréable de constater que l'Administration des Colonies se décide enfin à comprendre que la transportation doit être surtout, et avant tout, un instrument mis au service de l'État pour les travaux qu'il a à faire dans nos possessions d'outremer. Si cette vérité avait été mieux comprise, ce n'est pas aujourd'hui, mais bien depuis vingt ans, que la Nouvelle-Calédonie, si merveilleusement favorisée par les richesses minières de son sol, et par son admirable climat, aurait été pourvue de l'outillage qui lui était nécessaire et serait, ce qu'elle doit devenir, si on lui vient en aide, une position militaire de premier ordre et une de nos colonies les plus importantes, tant au point de vue industriel qu'au point de vue commercial. Combien n'y a-t-il pas de régions de notre empire colonial que la main pénale pourrait mettre en valeur et préparer, ce qui nous semble être son véritable rôle, au développement de la colonisation libre.

M.

LA DISCUSSION DU BUDGET DES PRISONS EN ITALIE. — Le budget des prisons n'a donné lieu, devant le Parlement italien, qu'à un échange de très courtes observations entre quelques députés et sénateurs et le Ministre de l'Intérieur.

A la Chambre des députés, M. Cottafavi a d'abord appelé l'attention du Gouvernement sur les *manicomi* criminels. Ceux qui existent sont insuffisants; il faudrait, en outre, que la situation de leurs directeurs fût mieux définie. Insistant sur l'importance de ces fonctions, il a exprimé le regret que le directeur de l'asile de Reggio d'Emilie fût assimilé à un médecin de l'Administration pénitentiaire. M. Giolitti s'est borné à répondre qu'il comprenait toute l'importance de

(1) Le projet est approuvé dans tous ses détails, jusqu'à la Dumbéa (V. la carte, *Revue*, 1897, p. 645). On va pouvoir constituer deux chantiers pour le remblaiement de la baie du Tir et pour le percement du tunnel de Tonghoué.

(2) Précisément, l'expiration des contrats de mines, qui ne peuvent être renouvelés, va rendre disponible près d'un millier de transportés capables de travaux de terrassements; ils suffiront, et au delà.

cette question. MM. Camagna et Di Scalea se sont plaints de l'état déplorable dans lequel se trouve un assez grand nombre d'établissements pénitentiaires. Le défaut de travail, la mauvaise disposition intérieure des bâtiments, qui s'oppose à une application normale de la peine, font de ces prisons de véritables foyers d'infection morale. Le rapporteur, M. Mazza, s'est associé aux observations de ses collègues. Cette situation n'est pas contestée par le Ministre; mais, pour y remédier, il faudrait dépenser 40 millions, et le Trésor n'est pas en mesure de les donner.

Incidentement M. Mazza s'est élevé contre le mode d'exécution de certaines peines, de l'*ergastolo* spécialement. Il était inutile, a-t-il dit, d'invoquer pendant 90 ans le nom de Beccaria en faveur de l'abolition de la peine de mort, pour arriver à établir une peine perpétuelle pire que la potence!

Ce fut également en rappelant les nécessités budgétaires que le Ministre écarta les vœux de MM. Socci et Lollini en vue d'obtenir une augmentation de traitement pour certains fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire.

A l'occasion du chapitre 96 : « Frais d'entretien des maisons de réforme des jeunes gens internés pour paresse et vagabondage », M. Alessio s'est plaint que les enfants abandonnés fussent envoyés dans des maisons de correction, au lieu d'être internés dans des asiles de bienfaisance. M. Calissano, de son côté, a demandé que la direction des maisons de correction fût confiée à des instituteurs, afin de préciser davantage le rôle éducateur et non répressif de ces établissements.

MM. Comandini, Del Balzo et Mazza ont obtenu du Ministre la promesse d'étudier la question de la suppression du domicile forcé.

La discussion est devenue assez vive, lorsque MM. Mazza et Nofri se sont plaints de la concurrence faite aux industries libres par les ateliers des prisons et réclamé la suppression de l'imprimerie de la prison de Regina Coeli, à laquelle, on le sait, le Gouvernement italien confie l'impression de *Gazzetta ufficiale*. Pour repousser cette proposition, le Ministre, M. Giolitti, n'a invoqué qu'un seul argument, peut-être assez surprenant : le Gouvernement ne peut pas s'exposer à ce qu'une grève l'oblige à suspendre la publication du *Journal officiel*! Sans prendre aussi facilement son parti de cette éventualité que M. Nofri paraissait disposé à le faire, il est permis de penser que l'argument a franchement une portée trop grande pour être vraiment topique. Que de services il faudrait remettre aux détenus, si le seul critérium devait être l'intérêt d'éviter une grève!

M. Rocca Fermo a émis un dernier vœu : Que l'argent dépensé en projets et études ne le soit pas en pure perte... comme à Mantoue, où, depuis trente ans, on accumule les plans, sans parvenir à remplacer l'antique prison qui, depuis l'an 1300, déshonore le centre de cette ville.

Au Sénat, la discussion fut plus brève encore. Les observations de M. Beltrani-Scalia et Astengo sur le recrutement des fonctionnaires des différentes directions du Ministère de l'Intérieur ne se rattachent que de loin au régime pénitentiaire. Le rapporteur, M. Paternò, et M. Astengo, ont demandé, le premier, l'achèvement des travaux nécessaires pour permettre dans les prisons l'entière application des pénalités établies par le Code pénal; le second, la réforme du règlement sur le régime intérieur des prisons. Le Ministre a fait, sur le premier point, la réponse qu'il avait précédemment faite à la Chambre : on construira de nouvelles prisons autant que la pénurie des crédits le permettra. Sur le second point, sans contester la possibilité d'atténuer certaines rigueurs du règlement actuellement en vigueur, M. Giolitti a très nettement indiqué son intention formelle de n'aller pas dans cette voie aussi loin que le désirerait M. Astengo.

Henri PRUDHOMME.

COMMISSION DE STATISTIQUE JUDICIAIRE EN ITALIE (*supr.*, p. 1055). — La *Rivista di discipline carceraria* de septembre publie le compte rendu sommaire de la session de juin 1901. Après l'installation du nouveau président, M. Tancredi Canonico, qui a ouvert les travaux de la Commission en donnant lecture d'une notice biographique sur son éminent prédécesseur, le sénateur Messadaglia, la Commission a signalé la nécessité de procéder à une inspection des casiers judiciaires. — Sur le rapport de M. Righi, qui avait résumé les discours de rentrée des cours d'appel traitant les questions pénales, elle a adopté une motion ayant pour but de signaler au Ministre l'abus des condamnations à de courtes peines. Les tribunaux prononcent presque toujours le *minimum*; il semblerait qu'ils ne se rendent pas compte de la mission véritable que leur a confiée le législateur. La Commission proteste également contre la trop grande fréquence des amnisties et des grâces appliquées à des délits de droit commun.

La sous-Commission chargée d'étudier « la situation des mineurs en Italie au point de vue de la famille, de l'éducation, de l'ordre public et de la délinquance », a présenté ses conclusions par l'organe de M. Aschieri. Elles tendent à obtenir : 1° la coordination de toutes les

instructions relatives aux tutelles et l'adoption des réformes législatives proposées en 1894 par M. le sénateur Auriti; 2° l'application plus stricte de la déchéance de la puissance paternelle; et la réforme de la législation en vigueur en s'inspirant de la loi française du 24 juillet 1839; 3° l'organisation d'une procédure spéciale pour l'instruction des affaires pénales concernant des mineurs; 4° l'interdiction de détenir, dans les chambres de sûreté, des mineurs dans la même salle que des adultes; — 5° l'application aux mineurs de la condamnation conditionnelle, de la grâce conditionnelle, du sursis (*suspensione nella sentenza*), de la réprimande judiciaire et de la détention dans la maison paternelle; 6° l'application plus rigoureuse de la loi du 31 décembre 1873 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes; 7° l'établissement d'une statistique spéciale de la délinquance des mineurs sur des bases plus larges et plus complètes; 8° le développement des Sociétés de patronage.

Henri PRUDHOMME.

DE LA RÉFORME DU CASIER JUDICIAIRE. — M. Lucchini, dans la *Rivista penale* d'août, explique son projet de réforme du casier judiciaire, présenté au Parlement le 9 mai dernier, dans un discours savamment ordonné.

Le casier est une sorte de passeport moral. Il a évidemment de très bons effets; mais ici, comme en toutes choses, on doit éviter l'excès. Lorsque tout, dans le monde, se prescrit, depuis les obligations les plus solennelles jusqu'aux délits et aux crimes, pourquoi les inscriptions du casier judiciaire seraient-elles seules imprescriptibles? La loi française du 5 août 1899, modifiée par celle du 1^{er} juillet 1900, a consacré une réforme importante. On a distingué entre les personnes auxquelles est délivré l'extrait du casier. Si c'est l'autorité qui le réclame, on doit délivrer un bulletin intégral. Si c'est un simple particulier, on exclut du bulletin les condamnations suivies de réhabilitation; les premières condamnations prononcées contre des mineurs pour une peine inférieure à trois mois; la peine restée unique, prescrite par un laps de temps qui varie de dix à vingt ans, suivant la quotité de la peine.

Nous n'hésitons pas à reconnaître que, si la publicité du casier peut être un frein pour les délinquants, dans de nombreux cas, elle peut devenir un sérieux obstacle à toute régénération morale en empêchant le travail et le reclassement du libéré. Si, au contraire, on admettait le droit à la radiation d'une condamnation portée au

casier, comme récompense d'une bonne conduite, on attribuerait par cela même au casier judiciaire une fonction régénératrice, on en ferait un instrument efficace de préservation sociale et de garantie contre la récidive.

C'est ainsi que l'organisme des institutions pénales doit tirer parti de toutes les influences qui peuvent le mieux coordonner la prévention avec la répression, adapter les sanctions pénales aux diverses conditions individuelles et sociales, rendre toujours plus humain, plus pratique, plus efficace le magistère de la loi et de la justice.

Le casier judiciaire italien comprend aussi les sentences de renvoi, les ordonnances de non-lieu, soit pour insuffisance de preuves, soit pour cause d'extinction de l'action pénale. Sur ce point, c'est la jurisprudence de la Cour de cassation qui a fait loi.

M. Lucchini demande avec raison que cette matière si importante et si délicate, réglée par un simple décret du 1^{er} décembre 1889, le soit par une loi. Il voudrait que, à l'exemple de la Belgique, le casier judiciaire fût dressé d'abord en vue de la statistique pénale. On inscrirait au casier toutes les décisions de justice concernant l'individu. Mais, sur le Bulletin délivré, on exclurait toujours les sentences de renvoi, les ordonnances de non-lieu pour quelque cause que ce soit. Quand le Bulletin serait délivré à un particulier, on exclurait les contraventions, la première condamnation encourue par un mineur et non suivie d'une autre, la condamnation unique à des peines d'un certain degré. Enfin, on limiterait dans des mesures raisonnables la publicité du casier.

Nous sommes convaincu, avec M. Lucchini, que sur cette question, qui touche aux graves problèmes de l'administration et de la justice, il y a lieu de légiférer.

CAMOIN DE VENCE.

LÉGISLATION FÉDÉRALE ET CANTONALE SUISSE. — Rapport pour l'année 1899, 2^e partie. — *Confédération*. — Le traité d'extradition entre la Suisse et les Pays-Bas, conclu le 2 novembre 1898, est en vigueur depuis le 22 mars 1899. — Il y a aussi une convention passée entre la Suisse et l'Italie le 8 juillet 1898, relativement à la police de la pêche dans les cours d'eau limitrophes. — Enfin on peut citer comme intéressant sur quelques points la législation pénale : La convention passée, le 19 mars 1897, à Venise, entre la Suisse et un grand nombre d'États sur les mesures communes à prendre pour combattre la peste, la convention monétaire additionnelle passée le 15 mars 1898 entre la Suisse et les divers États qui forment l'Union latine, la loi

fédérale du 2 novembre 1898 sur la fabrication et la vente des allumettes chimiques.

Canton de Berne. — On cite un règlement du 23 février 1899 sur le ramonage des cheminées, un règlement du 21 décembre 1899 sur la publication des appels faits en vue des périodes d'exercices militaires, et surtout un décret du 18 mai 1899 concernant l'organisation des autorités du canton de Berne, duquel il convient de rapprocher le règlement fait par le tribunal cantonal, en exécution de l'art. 6 de ce décret, pour régler les attributions des autorités judiciaires. Ces dispositions modifient et complètent sur quelques points celles du décret du 8 mars 1894; voici les principales : l'administration de la justice pénale (tribunal correctionnel) est confiée au président en second. Les juges d'instruction ont mission d'exécuter toutes les commissions rogatoires en matière pénale. Le juge de police et les deux juges d'instruction sont élus par tous les citoyens ayant droit de vote suivant les règles en vigueur pour l'élection des présidents de tribunaux. Tout citoyen suisse ayant des connaissances juridiques est éligible, pourvu qu'il ait vingt-cinq ans accomplis. Outre les quatre juges titulaires, il y a lieu de choisir deux suppléants ordinaires; le tribunal désigne pour quatre ans le nombre nécessaire de suppléants extraordinaires. Le juge d'instruction en premier est celui qui est depuis le plus longtemps en fonctions; s'ils sont égaux à cet égard, le plus âgé. Les trois présidents, le juge de police, les deux juges d'instruction exercent les fonctions que la loi confie aux présidents de tribunaux; ils se remplacent en cas d'empêchement. Le président en second est, en cas d'empêchement, remplacé, dans l'administration de la justice pénale, par le président en premier, le juge de police par le président en second. Toutes les autres difficultés relatives soit à la répartition des attributions entre les diverses autorités soit à leurs remplacements respectifs, sont résolues par le président du tribunal cantonal.

Schwytz. — On trouve quelques dispositions intéressant la justice pénale : 1° dans la loi sur les auberges, du 24 septembre 1899, et dans le règlement d'exécution du 30 novembre 1899; 2° dans la loi sur les bâtiments du 1^{er} décembre 1899, approuvée le 11 mars 1900 par le peuple et entrée en vigueur la même année.

Unterwald (ob der Wald). — Une Commission désignée par le Grand Conseil s'occupe d'une publication nouvelle de la législation du canton d'Unterwald (*ob der Wald*). Le premier volume, qui traite du droit public, a paru au commencement de 1900; la 4^e section est consacrée au droit pénal. On y reproduit, sans modifications essen-

tielles, le Code criminel du 20 octobre 1864, le Code de police du 20 avril 1870, et la loi de procédure pénale du 11 mars 1869. A signaler que, dans la première de ces lois, la peine des chaînes et la peine de mort ont disparu et qu'on s'est attaché à mettre en harmonie les dispositions relatives au vol, au détournement et à l'escroquerie avec celles du Code de police. — Le Grand Conseil a fait en outre : 1° une loi du 7 mars 1899 sur l'exercice de la médecine; 2° une loi du 20 avril 1899, qui défend aux mineurs de dix-huit ans de fumer; 3° une loi du 20 avril 1899, qui défend les loteries et jeux de hasard; 4° un règlement du 8 avril 1899, sur l'administration des établissements pénitentiaires. Ce document en huit articles traite de l'administration financière du directeur; il prescrit, dans la mesure du possible, la séparation des condamnés correctionnels ou à la peine de réclusion, interdit toutes relations des détenus, soit entre eux, soit avec le dehors, et autorise enfin le directeur à user de mesures disciplinaires; mais on n'y trouve aucune disposition sur la nature des mesures autorisées ni sur ce qui peut être fait pour la régénération morale des détenus. Il faut attendre un règlement ultérieur sur la discipline des établissements de cette sorte.

Zug. — Loi sur les clôtures à pointe métallique (26 octobre 1899). — Règlement disciplinaire pour les écoles publiques (19 octobre 1899); des peines pécuniaires, et quelquefois la peine des arrêts sont infligées par les conseils locaux aux écoliers qui manquent l'école ou ne s'y présentent que tardivement, contre ceux qui se rendent coupables de quelque faute disciplinaire, telle que manque de tenue, désobéissance, etc., bris de matériel ou de mobilier scolaire. Il est interdit de fumer dans la maison d'école; les écoliers doivent se conduire décemment sur le chemin de l'école, s'abstenir de tout bruit ou scandale; il leur est défendu de fréquenter les auberges avant ou après l'école. — Règlement sur les paratonnerres (3 mai 1899).

Appenzell (Rhodes extér.). — Décret du Conseil cantonal du 9 février 1899 portant modification à l'art. 38 du règlement sur les bâtiments et les voies publiques du 20 mars 1894. — Arrêté du Conseil d'État du 5 décembre 1899 portant interdiction de vente des marchandises suivant le système dit de « la boule de neige ». — Règlement du Conseil d'État du 28 mars 1899 relatif aux frais des poursuites exercées contre les mineurs. Il ne faut pas confondre en cette matière les jeunes gens qui sont en état de minorité relative, à savoir ceux de douze à seize ans, et les personnes jeunes, mais qui ont atteint la majorité pénale (seize ans); les condamnés des deux groupes peuvent être astreints à l'obligation de payer les frais de justice, tan-

dis que ceux de la seconde peuvent seuls être condamnés à l'amende (art. 32, § 2, du Code pén.). Il est constaté en second lieu dans ce règlement que tandis que les frais et amendes mis à la charge des condamnés âgés de plus de 16 ans ne peuvent être réclamés qu'à eux-mêmes, lorsqu'il s'agit, au contraire, de ceux qui sont en état de minorité pénale relative, il convient que les juges d'instruction vérifient dans les procédures si les coupables vivaient ou non auprès de personnes investies à leur égard de la puissance paternelle. Il n'appartient d'ailleurs qu'aux juridictions de jugement d'apprécier, dans chaque cas particulier, si les frais de l'instruction doivent être mis à la charge de la personne légalement obligée d'exercer une surveillance sur l'enfant en question.

Grisons. — Loi sur la police des marchés et du colportage. Il existait sur cette matière une loi de 1884. On a entrepris une revision de ce texte pour restreindre l'industrie des colporteurs. La loi nouvelle, votée d'abord par le Grand Conseil, a été adoptée par le peuple le 19 novembre 1899. Elle est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900.

Le 16 mai 1899, le Grand Conseil a résolu de réorganiser le bureau de police. — Dans sa session de mai 1899, le Grand Conseil a voté aussi une loi sur les auberges, qui a été approuvée le 14 octobre 1900 par le peuple. Il sera rendu compte dans le rapport pour 1900 des dispositions pénales qui y sont contenues.

G. LELOIR.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE ANGLAISE (1900-1901). — La population des prisons anglaises est restée à peu près la même depuis 1898. Au 31 mars 1901, on comptait dans les prisons locales 14.739 condamnés, au lieu de 14.494 en 1900, de 14.957 en 1899 et de 14.225 en 1898.

Le nombre des individus envoyés dans les *convict prisons* a été de 797.

Enfin, 785 condamnés ont été astreints à la servitude pénale et internés dans les prisons locales.

Ces chiffres diffèrent très peu de ceux de 1900 (*Revue*, p. 1053).

Le Rapport de la Commission des prisons signale avec satisfaction la progression du nombre des cas d'application des lois de 1887 et de 1889 déchargeant des poursuites les délinquants primaires :

33.862	en	1893	45.258	en	1897
33.621	—	1894	47.783	—	1898
35.085	—	1895	50.778	—	1899
39.907	—	1896			

En ce qui concerne les jeunes délinquants, voici quel a été, au cours de la dernière période quinquennale, le nombre des condamnés des deux sexes qui ont eu à subir une peine d'emprisonnement :

	MOINS DE 12 ANS	DE 12 A 16 ANS	DE 16 A 21 ANS
1896.	60	1.438	16.367
1897.	58	1.630	17.506
1898-1899 . . .	43	1.679	17.969
1899-1900 . . .	19	1.250	14.488
1900-1901 . . .	20	1.364	14.027

Le système d'après lequel les délinquants de moins de seize ans sont soumis à un traitement particulier et envoyés dans des prisons spéciales, quand la durée de la peine excède un mois, continue à produire de bons effets. Leur nombre a été de 1.386 pendant le dernier exercice. Il faut y ajouter 662 condamnés, qui, bien qu'ayant dépassé l'âge légal de seize ans, ont bénéficié, à raison de leur état physique ou moral, du traitement de faveur institué pour les jeunes délinquants.

Parmi ces condamnés, 227 avaient reçu une bonne éducation, 530 une assez bonne, 531 une médiocre, 254 une mauvaise.

Leurs méfaits étaient dus : 52 0/0 aux mauvaises compagnies, 12 0/0 à la négligence des parents, 27 0/0 à des instincts pervers, 9 0/0 à la misère.

Quant aux condamnés âgés de seize à vingt et un ans, un plan de réforme est actuellement soumis au Parlement en vue de faire établir en leur faveur un régime spécial propre à assurer leur amélioration par le travail. Il y a lieu d'espérer que la réforme projetée recevra son exécution dans le courant de l'exercice prochain.

Les données relatives à l'instruction, au travail, à la conduite, à la santé des prisonniers ne diffèrent sur aucun point de celles des années précédentes. Elles attestent, comme précédemment, le zèle méthodique et entendu avec lequel les autorités anglaises ont su, grâce à la spécialisation des régimes, aux rigueurs de la discipline et à l'organisation du travail, donner à l'œuvre de redressement et de reclassement des criminels une direction à la fois pratique et salubre.

M. Y.

M. WILLIAM TALLACK. — Nous avons le très vif regret d'apprendre que sa santé oblige notre très cher collègue et ami William Tallack à quitter les fonctions qu'il occupe avec tant de distinction depuis 35 ans comme secrétaire de l'Association Howard. Nous reparlerons de cet événement dans notre prochain Bulletin, en rendant compte de son dernier rapport.

M. Jules LE JEUNE. — Le barreau de Bruxelles et, avec lui, les barreaux de tout le pays ont fêté, le 19 novembre, le cinquantenaire professionnel de l'un de ses membres les plus illustres et les plus éloquents, M. le Ministre d'État Jules Le Jeune.

Peu d'hommes, en effet, ont fourni une carrière oratoire et politique si riche à la fois en triomphes et en actes utiles. Amis et adversaires politiques ont également honoré, le 19 novembre, M. Le Jeune, et il a pu être justement fier d'avoir vu réunir pour le fêter les représentants les plus autorisés de tous les partis.

Au cours de sa brillante carrière d'avocat, M. Le Jeune consentit un jour, sur les instances de M. Beernaert, à entrer dans un cabinet ministériel, et cela dans l'espoir d'accomplir de salutaires réformes et de collaborer à des œuvres de relèvement et d'assistance sociale.

C'est à lui que l'on doit les lois sur la condamnation et la libération conditionnelles, inspirées d'ailleurs par les propositions de loi de M. Bérenger; la loi sur l'assistance publique, sur la répression du vagabondage et de la mendicité, sur l'assistance médicale gratuite, le projet de loi sur la protection des enfants moralement abandonnés (*Revue*, 1892, p., 451; *supr.*, p. 1336 note) et le développement admirable de toutes les œuvres de patronage et de préservation. Le régime cellulaire et celui des aliénés furent l'objet de sa sollicitude. Tout cela fut son œuvre de Ministre. Comme sénateur, M. Le Jeune la reprit et la continua en proposant tout un cycle de lois sur les jeux, sur les paris de course et les spéculations de Bourse, sur les aliénés criminels, la réhabilitation en matière répressive, l'aggravation du régime des récidivistes, sur l'alcoolisme et tant d'autres.

Cette œuvre harmonieuse et bonne a été rappelée et célébrée comme il convenait par les nombreux orateurs réunis au palais pour célébrer ce glorieux jubilé. M. Edmond Picard a parlé le premier, comme ayant été le premier stagiaire de M. Le Jeune; puis MM. Paul Janson, le procureur général Van Schoor et le premier président Jules De Le Court.

A tous M. Le Jeune a répondu avec une profonde émotion, qui donnait une chaleur particulière à son éloquence de forme si élevée, si châtiée, si classique.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE DE NORVÈGE (1898-1899). — Au 1^{er} juillet 1898, la population des prisons de Norvège comptait 714 détenus, 591 hommes et 123 femmes. Le nombre des entrées pendant l'exercice 1898-1899 (du 1^{er} juillet 1898 au 30 juin 1899) a été de 541 : 503 détenus venaient du lieu de leur condamnation, 32 étaient

transférés d'une maison centrale à l'autre et 6 venaient d'un hôpital.

Les sorties ayant été au nombre de 543, la population se trouvait être au 31 juin 1899, de 712, dont 511 hommes et 101 femmes.

Envisagés d'après les crimes ou les délits qui avaient motivé leur condamnation, les prisonniers se répartissent proportionnellement de la façon suivante : infractions contre l'ordre public, 30/0; attentats contre les personnes, 160/0; crimes et délits contre les mœurs, 90/0; vols et autres délits contre les propriétés, 720/0.

Le tableau suivant met en relief, au point de vue de l'âge, de l'origine, de l'état civil, de la profession et du domicile, les conditions individuelles des 1.217 prisonniers de l'exercice 1898-1899 (714 restant au 1^{er} juillet 1898 et 503 entrés pendant l'année du 1^{er} juillet 1898 au 30 juin 1899) :

Age	{	Au-dessous de 21 ans	403
		21 à 40 ans	677
		40 à 60 ans	128
		60 ans et plus	9
Origine	{	Norvège	1.082
		Suède	117
		Finlande	8
		Autres pays	10
État civil	{	Célibataires	852
		Mariés { ayant des enfants	242
		sans enfants	49
		Veufs { ayant des enfants	58
Professions	{	sans enfants	16
		Fonctions publiques	11
		Commerce	26
		Agriculture	34
		Industries diverses	349
		Pêcheurs	139
		Domestiques	128
		Journaliers	433
Domicile	{	Autres	97
		Urbain	753
		Rural	375
		Étranger	89
		Inconnu	10

Eu égard à leur naissance, les prisonniers se divisaient en 1.063 enfants légitimes et 154 enfants naturels : 322 d'entre eux n'avaient jamais été condamnés, 895 étaient des repris de justice.

M. Y.

RAPPORT DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES PRISONS EN RUSSIE POUR 1899. — L'Administration générale des prisons russes vient de publier son rapport pour l'année 1899. Le nombre des détenus dans toutes les prisons au 1^{er} janvier 1899 était de 89.670, et il ne s'est accru que de 471 unités au 1^{er} janvier 1900, soit 90.141. Ainsi, dans le courant de l'année 1900, le contingent des détenus n'a augmenté que de 1 1/2 0/0, alors que la population russe augmente de 2 0/0 par an.

Le nombre des prévenus en état de détention préventive était, pour l'année 1899, de 23.342 personnes, et ce chiffre n'a guère grossi en 1900 : il a été de 23.738.

Bien qu'il existe en Russie un grand nombre d'asiles correctionnels pour les jeunes délinquants, le rapport signale que, en 1899, il y a eu 3.000 jeunes détenus mis en prison avec des condamnés adultes (1). Dans ce nombre se trouvent 200 enfants de dix à quatorze ans, 500 mineurs de quatorze à dix-sept ans.

Au mois de mai de l'année 1901 fut nommé un nouveau chef de l'Administration générale des prisons en remplacement de Son Exc. l'écuyer de Sa Majesté l'Empereur, M. Salomon, le conseiller d'État André Michailovitch Stremouhoff. M. Stremouhoff a fait ses études à la Faculté de droit de Jaroslaw en 1875. Pendant vingt-cinq ans, il suivit la carrière judiciaire comme procureur et procureur général près la Cour de cassation. Connaissant fort bien M. S. Stremouhoff, qui a été mon élève à Jaroslaw, où je faisais un cours de droit civil russe en 1875, je suis persuadé qu'il apportera dans l'administration des prisons tout ce qui sera en son pouvoir pour l'amélioration du système pénitentiaire.

A. DE BORZENKO.

CODE PÉNAL DES ÉTATS-UNIS. — Dans la Constitution fédérale des États-Unis, chaque État est gouverné par des lois particulières, et il est disposé des matières générales par des lois d'Empire.

Toutefois, il y a nombre de territoires qui sont placés sous la souveraineté immédiate et sans réserve du Gouvernement fédéral, qui se trouve alors obligé d'agir comme un État particulier. Ces territoires sont particulièrement les forts, magasins, arsenaux, entrepôts

(1) Sur l'insuffisance du nombre des places dans les maisons de correction, V. *Revue*, 1900, p. 927 et 998. Il est infiniment regrettable que l'excellente loi du 2 juin 1897, n'ait encore reçu aucun commencement d'exécution (*Revue*, 1899, p. 733); nous reparlerons de cette loi et de cette situation dans notre prochain Bulletin.

et autres bâtiments nécessaires au fonctionnement de l'État, situés dans les divers États de l'Union. Ce sont aussi les eaux territoriales, les planches des navires qui portent la nationalité des États-Unis, etc.

Tous ces lieux, où l'on ne saurait admettre une intervention d'un État particulier en opposition avec les droits de la souveraineté nationale, doivent donc être régis au point de vue pénal par des lois fédérales proprement dites.

Le domaine pénal constitué *ratione loci*, s'agrandit aussi de la connaissance de certains délits spéciaux dirigés contre la souveraineté de l'État; ce sont, par exemple, les attentats politiques, les crimes de fausse monnaie, la traite des esclaves, etc...

Frappés de ces considérations, les premiers législateurs des États-Unis avaient fait une loi pour la punition des crimes relevant de la juridiction des États-Unis. Cet Act fut voté à la seconde session du premier Congrès, et contresigné par le président Washington, le 30 avril 1790.

Il ne comportait que 33 articles, et encore tous n'avaient-ils pas rapport à la définition des crimes et à la détermination des peines. Fort incomplet, il fut remplacé par un autre Act, préparé par M. le juge Story et voté le 3 mars 1825.

Ce sont les seuls Acts du Congrès ayant le caractère de Code et l'on ne peut signaler à côté d'eux que quelques lois spéciales, rendues à mesure que la nécessité s'en faisait sentir.

Le titre « Crimes », n° 70 des statuts revisés de 1874, ne contient que 228 articles, et, si on lui compare le Code pénal de tout autre État, l'Alabama par exemple, avec ses 1332 articles, dont 762 se rapportent à la procédure et 570 à la nomenclature et à la punition des crimes, on se rend compte aisément des lacunes qu'il doit renfermer.

Ce n'est point le seul défaut qu'on puisse lui reprocher. Une législation qui date de 1825 est absolument arriérée, et elle a besoin d'être mise au point des progrès réalisés par la science pénale.

Par une décision du Congrès, le Président des États-Unis fut donc chargé de constituer une commission qui aurait pour mission de reviser et de codifier les lois criminelles et pénales des États-Unis.

Cette Commission, composée de M^{rs} Alexandre C. Botkin, David K. Watson et William D. Bynum, a remis, le 15 mai 1901, son rapport et un projet de code, très documenté, en 465 articles, qui devra être soumis à l'approbation du prochain Congrès.

Voici les divisions qu'il renferme :

CHAPITRE PREMIER. Crimes contre l'existence du Gouvernement.

— CHAP. 2. Crimes contre la neutralité. — CHAP. 3. Crimes contre les droits électoraux et les droits civils des citoyens. — CHAP. 4. Crimes dirigés contre les opérations du Gouvernement. — CHAP. 5. Crimes portant atteinte aux devoirs officiels. — CHAP. 6. Crimes contre la justice publique. — CHAP. 7. Crimes atteignant la circulation et la frappe de la monnaie légale. — CHAP. 8. Crimes contre le service des postes. — CHAP. 9. Crimes contre le commerce étranger et international. — CHAP. 10. Traite des esclaves et péonage. — CHAP. 11. Crimes commis dans la juridiction territoriale et maritime des États-Unis. — *Section A.* Crime contre les personnes. — *Section B.* Crimes contre la propriété. — *Section C.* Crimes contre la paix publique. — *Section D.* Crimes contre la chasteté, la décence et la moralité. — *Section E.* Crimes contre la police publique. — *Section F.* Crimes contre la santé et la sûreté publique. CHAP. 12. — Piraterie et autres crimes maritimes. — CHAP. 13. Crimes spéciaux commis dans les territoires. — CHAP. 14. Dispositions générales. — CHAP. 15. Lois abrogées.

Il est superflu d'insister sur l'importance de ce document, synthèse de tous les crimes et délits qui peuvent relever des États-Unis considérés comme puissance directrice ou impériale, et comme puissance territoriale. C'est un Code véritable, qui s'occupe de réprimer aussi bien les tentatives d'embauchage contre les soldats et les actes de prévarication des fonctionnaires publics, que l'adultère et les crimes de violence contre les personnes. Nous n'insisterons pas sur ce qui concerne les crimes de droit commun; mais la partie qui touche aux crimes contre l'État ou la chose publique est traitée avec une précision remarquable; on ne peut manquer de la considérer comme une tentative de législation, intéressante et digne d'exciter l'attention des autres pays.

Paul BAILLIÈRE.

L'ÉLECTROCUTION AUX ÉTATS-UNIS. — A propos de la récente exécution de l'assassin du président Mac-Kinley, M. le professeur Cesare Lombroso a été appelé à donner son avis sur l'électrocution. Le savant psychiatre n'est point partisan de ce système qu'il dit non assez rapide; à cause des longs préparatifs qu'il nécessite et auxquels, pour la plupart, le condamné doit assister.

Aujourd'hui, fait observer M. Lombroso, tout le monde est d'accord sur ce point que la peine de mort ne doit pas être considérée comme une vengeance de la société, mais comme un moyen de supprimer un individu dangereux et dont la progéniture peut à son tour être un

nouveau danger pour la société. Seulement, cette mort doit être prompte et douce, et, dans l'électrocution, on ne peut supprimer au patient le supplice des longs préparatifs nécessaires à l'application du courant électrique, pour conduire le condamné sur le fauteuil et lui appliquer les armatures électriques aux poulx, à la tête, etc.

Le sentiment humain, ajoute-t-il, veut que cette anxiété de l'attente de la mort soit abrégée le plus possible et que la forme même de la mort ne soit point douloureuse.

M. Lombroso préconiserait plutôt l'emploi de gaz provoquant l'asphyxie au milieu d'hallucinations agréables, tels que par exemple, le chloroforme et l'éther ou l'acide cyanhydrique. Point de préparatifs, et l'individu part pour l'autre monde sans s'en apercevoir et sans l'horrible intermédiaire d'un homme voué au meurtre officiel!

CONDAMNATION CONDITIONNELLE AU NEW-YORK. — Cette institution existe déjà, sous des formes plus ou moins différentes, en vingt-sept États de l'Union (*supr.*, p. 1541). La dernière législature de l'État de New-York l'a introduite dans la législation et elle vient d'entrer en application sur une petite échelle. Aux termes de la loi nouvelle, tout individu détenu dans les pénitenciers et prisons de l'État pour délit entraînant une peine de cinq ans d'emprisonnement au maximum et qui n'aurait pas été déjà condamné précédemment pour un délit passible de la prison peut être remis en liberté sur parole (*on parole*).

Une association dite « de la mise en liberté sur parole » vient d'envoyer des délégués faire une première visite trimestrielle dans les prisons de l'État et examiner les demandes d'élargissement des détenus visés par cette loi. Sur 549 qui ont demandé leur mise en liberté 180 l'ont obtenue.

Un fonctionnaire spécial (*probation officer*) a été attaché à chaque prison, avec appointements de 6.000 francs et frais de déplacement. Il a pour mission d'aider les détenus relaxés à trouver du travail et de les surveiller pendant qu'ils sont en liberté provisoire, jusqu'à ce qu'il soit statué sur la question de leur libération définitive, au cas où ils se seraient amenés.

SENTENCES INDÉTERMINÉES. — Cette même législature vient, après une longue discussion, de voter l'essai du principe de la sentence indéterminée. Un Act promulgué le 18 avril et entré en vigueur le 1^{er} septembre ajoute au titre 18 du Code pénal le paragraphe suivant :

§ 687 a. « Quiconque, n'ayant pas été auparavant convaincu d'un crime passible d'emprisonnement dans une prison d'État, serait

convaincu devant une des Cours de cet État d'un délit dont la pénalité maxima, hors l'amende, serait un emprisonnement de cinq ans au moins, et sera condamné à être placé dans une prison d'État, tombera sous l'application de la sentence indéterminée, dont le minimum ne sera pas au-dessous d'un an — dans le cas où le minimum est fixé par la loi, il ne sera pas au-dessous de ce minimum — le maximum ne sera pas supérieur à la période la plus longue fixée par la loi applicable au crime dont l'accusé est convaincu. — Le maximum de cette sentence sera fixé de façon à s'accorder avec les prévisions du § 697 du Code pénal ».

On remarquera que la loi ne s'applique qu'à un premier délit.

TAMMANY ET CAMORRA. — On connaît les coupables complaisances qui depuis trop longtemps déshonoraient la police et la justice de New-York. La police, tout entière aux mains des affidés de Tammany, maître de la municipalité, avait organisé, moyennant finance, l'impunité du vice et parfois du crime.

Les électeurs se sont enfin repris, le 3 novembre, et, avec le nouveau maire, les présidents des grands départements municipaux, les représentants du ministère public, les dépositaires du pouvoir judiciaire, les directeurs de la police municipale ont été livrés à une épuration nécessaire. Nous signalerons, en particulier, l'élection aux fonctions de procureur de la commune (*district attorney*) ce noble magistrat, le juge Jérôme, dont la courageuse intégrité a fait trembler tant de puissants intrigants et a tant contribué au triomphe de la probité.

Avec ses nouveaux auxiliaires, l'honorable maire Seth Low — le successeur de ce maire Tweed, qui finit à la prison de Sing-Sing, après avoir régné et disposé de millions de dollars — accomplira sans peur sa tâche immense de nettoyage municipal.

Dans le même temps, Naples balayait, elle aussi, ses écuries d'Augias.

Un rapport du sénateur Saredo, publié, à la suite d'une enquête officielle réclamée par les socialistes, sur les agissements de la municipalité, avait révélé de terribles compromissions. La Camorra, comme Tammany à New-York, essaya de tenir tête à l'orage. Appuyée sur tous les éléments morbides que contient toute grande ville et qui éclosent volontiers sous le beau soleil de la célèbre baie, elle lutta avec la dernière énergie. Elle fut écrasée, dix jours après Tammany. La grosse majorité alla à la liste de conciliation patronnée par les sénateurs et députés de Naples que n'avait pas éclaboussés la boue de l'enquête Saredo.

« Il est permis de croire que la Camorra aura de la peine à se remettre du coup qui lui est porté. Tout indique qu'elle précédera au tombeau sa rivale, son émule, la Maffia sicilienne (*supr.* p. 618). Cette dernière livre actuellement un combat désespéré contre les forces sociales dans la Cour d'assises où, à Bologne, le député Palizzolo dispute sa vie, sa liberté et son honneur au ministère public et au fils de Notarbartolo.

» La situation semble critique. Et pourtant il est à prévoir que la Maffia, qui est une atmosphère, un état d'âme, quelque chose d'impalpable, la coalition instinctive et réfléxie du Sicilien autochtone contre l'étranger, c'est-à-dire l'Italien de terre ferme, ses idées, ses institutions, son ordre social, sa justice, son Code, survivra même à des châtiments capitaux et à des mesures énergiquement préventives et répressives, tandis que la Camorra, organisation, société, équivalent du Tammany, ira plus facilement rejoindre dans le néant les antiques bandes de malfaiteurs publics. »

MOUVEMENT DANS LE PERSONNEL. — Depuis notre dernier état (*supr.*, p. 912), les mutations suivantes ont été opérées dans le personnel :

10 juillet 1901. — M. Philippe, instituteur à Fresnes-les-Rungis, nommé en la même qualité à la maison de correction de Lyon. Remplace M. Digeau, mis en disponibilité.

M. Jégo, instituteur à la maison centrale de Gaillon, nommé en la même qualité à Fresnes-les-Rungis.

M. Gustin, instituteur à la prison du Fort du Hâ, à Bordeaux, nommé en la même qualité à la maison centrale de Gaillon.

M. Lafont, greffier-comptable à la maison centrale de Riom, nommé en la même qualité à la maison de correction de Lyon. Remplace M. Houdet, retraité.

M. Dessoliès, économe à la maison centrale de Nîmes, nommé greffier comptable à la maison centrale de Riom.

M. Cabanis, économe au pénitencier agricole de Chiavari, nommé en la même qualité à la maison centrale de Nîmes.

M. Cuttoli, économe à la colonie pénitentiaire d'Eysses, est nommé en la même qualité à Chiavari.

M. Chailliey, économe à la maison centrale de Gaillon, nommé en la même qualité à la colonie correctionnelle d'Eysses.

16 juillet 1901. — M. Bugnon, greffier-comptable à Doullens, nommé en la même qualité à la maison de justice de la Conciergerie. Remplace M. Bernard, décédé.

M. Saulgeot, greffier-comptable à Gaillon, nommé à Doullens.

2 septembre 1904. — M. Hermet, contrôleur à la maison centrale de Fontevault, nommé en la même qualité à Fresnes-les-Rungis.

M. Canquoin, contrôleur à la maison centrale de Gaillon, nommé en la même qualité à Fontevault.

30 septembre 1904. — M. Hauteclouche, commis aux écritures à la maison centrale de Loos, nommé instituteur à Bordeaux. Remplace Gustin.

M. Lerible, teneur de livres à Gaillon, nommé commis aux écritures à Loos. Remplace Hauteclouche.

M. Chaise, économe à la colonie des Douaires, est, en outre, chargé de la comptabilité de l'asile des détenus aliénés ou épileptiques de Gaillon annexé à la colonie précitée.

1^{er} octobre 1904. — M. Arnaud, directeur à la maison centrale de Gaillon, retraité. (Suppression d'emploi.)

M. Gustin, instituteur à la maison centrale de Gaillon, retraité. (Suppression d'emploi.)

2 octobre 1904. — M. Raoul, commis aux écritures à la maison centrale de Gaillon, nommé en la même qualité à la maison centrale de Riom. Remplace M. Clémentel, démissionnaire.

24 novembre 1904. — M. Jolliet, surveillant chef à la colonie de Saint-Hilaire, nommé en la même qualité à la colonie du Val-d'Yèvre.

M. Hersant, surveillant-chef à la colonie du Val-d'Yèvre, nommé en la même qualité à Saint-Hilaire.

REVUES ÉTRANGÈRES. — ANALYSE SOMMAIRE :

RIVISTA PENALE. — Juin 1904. — *La preuve testimoniale et la constitution de la partie civile dans la poursuite du faux serment*, par O. Frisoli. — On discute la question de savoir si la preuve testimoniale doit être admise, en cette matière, quand la valeur du litige ne dépasse pas 500 liras. On craindrait des corruptions de toute sorte. D'autre part, on ne veut pas que le parjure puisse jamais rester impuni. Mais, pour éviter les manœuvres et les fraudes pécuniaires, on interdit la constitution de la partie civile. C'est à cette dernière opinion que se range l'auteur.

Le tribunal suprême de la guerre et de la marine et la peine de mort dans les codes militaires, par L. Bettoni. — Le Parlement italien paraît favorable à la suppression du tribunal suprême de la guerre et de la marine, malgré l'opposition très raisonnée de divers jurisconsultes. Sur la question du maintien de la peine de mort dans les Codes militaires, les divergences sont très graves. Si la peine de mort,

dit-on, ne suffit pas à contenir les malfaiteurs ordinaires, comment n'aurait-elle pas moins d'effet d'intimidation sur les soldats qui, par métier, sont habitués à faire bon marché de leur vie? On propose un moyen terme, qui serait de supprimer la peine de mort, seulement pour le temps de paix. Ce sont là des questions extrêmement difficiles dans leurs rapports avec le maintien nécessaire d'une discipline militaire rigoureuse.

Réforme du casier judiciaire et sa coordination avec la statistique criminelle. — Le rapport de l'éminent M. Lucchini à la Commission de statistique judiciaire examine la question sous ses divers aspects (*supr.*, p. 1608). Il conclut à la création d'une sous-commission chargée d'étudier s'il convient de modifier le système de rédaction et de classement des bulletins individuels. On opérerait une concentration à Rome pour le service judiciaire, administratif et statistique avec un double pour le service spécial de la police et de l'assistance publique.

Chronique. — Des mauvais traitements exercés sur les enfants. — Une circulaire du procureur du Roi près le tribunal de Rome signale un vice grave dans la manière de procéder. Quand les parents sont poursuivis pour avoir maltraité leurs enfants, ceux-ci restent en leur pouvoir jusqu'à ce que la déchéance de la puissance paternelle soit prononcée, ce qui tarde assez longtemps. Il serait essentiel que les enfants fussent immédiatement confiés à des institutions de patronage. Des ordonnances rendues d'urgence par le président du tribunal peuvent assurer cette protection nécessaire.

La peine de mort au Siam (*supr.*, p. 863).

Le huitième Congrès international contre l'alcoolisme (*supr.*, p. 920).

Juillet. — *Le commerce automatique dans ses rapports avec le droit pénal*, par V. Manzini. — Les machines et distributeurs automatiques sont de plus en plus en usage, surtout en Allemagne. Ils ont donné lieu à des fraudes diverses, spécialement pour les prises de gaz et d'électricité qui ne tombent pas, d'une manière directe, sous le coup des lois pénales existantes (*supr.*, p. 1529). Il est difficile, pour certains cas, d'appliquer les dispositions du vol ou de l'escroquerie. L'auteur de cette étude très détaillée indique d'utiles modifications à introduire dans les textes de lois. La solution serait mieux encore, d'après nous, dans les inventions mécaniques de nature à prévoir et empêcher les fraudes.

Chronique. — Liberté d'association, de réunion et de travail. — C'est la question du jour, avec les lois agraires, les chambres de travail, les syndicats ouvriers, les grèves si multipliées. Il y a

eu 511 grèves en quatre mois, presque toutes dans la haute Italie.

Sans doute, la liberté du travail est une chose sacrée; mais il faut savoir en user et en tirer tout le profit raisonnable. C'est folie de croire que le sort de la classe ouvrière dépend d'une légère augmentation de salaire, arrachée par des moyens violents aux propriétaires et aux capitalistes. Il faut que toutes les lois relatives aux diverses questions ouvrières soient très sérieusement revisées et mises en accord, le mieux possible, avec les vrais principes de l'économie sociale. Là est la solution.

Texte du décret d'amnistie du 1^{er} juin 1901, à l'occasion de la naissance de la princesse royale d'Italie.

Délinquants italiens dans le Tessin. — Le rapport de la direction de la maison de réclusion cantonale pour 1900 constate que, sur 90 condamnés, il y a 25 Tessinois, 5 étrangers et 60 Italiens. Ces chiffres sont incomplets, parce que de nombreux prévenus ont franchi la frontière. On constate que de nombreuses familles de prévenus sont restées dénuées de toutes ressources. C'est aux institutions de patronage à faire leur œuvre.

Août. — De la réforme du casier judiciaire (*supr.*, p. 1608).

Chronique. — *Les anarchistes de Patterson.* — Les Sociétés anarchistes de l'Amérique du Nord sont comme les dernières survivantes des anciennes sectes, ennemies jurées de tout état social. Les principales Sociétés anarchistes sont au nombre de cinq dont quatre près de New-York, savoir : à West-Hoboken et à Patterson, dans l'État de New-Jersey, à Barre, dans l'État de Vermont, et à New-London, dans le Connecticut. La cinquième est à Springfield, dans l'État d'Illinois. Les anarchistes sont Espagnols, Irlandais, Italiens en majorité, dépourvus d'instruction et de sens moral. Leurs ressources pécuniaires sont infimes et suffisent à grand'peine à couvrir leurs frais de propagande par des opuscules et des journaux clandestins, quelques réunions générales et des délégués envoyés en mission. Les réunions se tiennent dans les lieux isolés. On y prononce la condamnation des associés reconnus indignes. Récemment, à Patterson, on avait décidé le départ pour l'Italie de deux anarchistes. Parmi les assistants à la réunion, il y en avait un soupçonné d'avoir des intelligences avec le consulat italien. Il fut suivi et les soupçons s'accrurent. A la réunion suivante, on le jugea et, comme on n'avait pas de preuves certaines de la trahison, on lui laissa la vie. Mais il fut roué de coups, dépouillé de tous ses vêtements et laissé nu en pleine campagne.

La traite des enfants italiens en France. — Des renseignements statistiques établissent que, sur 100 enfants venus en France, 20 seu-

lement retournent en Italie, 30 vivent de leur travail, 50 succombent de maladie et de misère. 1.700 enfants italiens sont employés dans les verreries à des travaux où leur santé est durement exposée. La plupart déclarent qu'ils retourneraient très volontiers dans leur pays, s'ils étaient sûrs d'y avoir un morceau de pain. Il y a, évidemment, des mesures de protection à prendre.

La peine de mort dans l'État de New-York. — L'Assemblée des représentants de l'État de New-York a voté une modification au Code pénal, par laquelle la peine de mort est virtuellement abolie pour le crime d'homicide du premier degré (assassinat prémédité). Mais la nouvelle loi décide que le jury, en émettant son verdict, devra spécifier si le condamné subira la peine capitale ou celle des travaux forcés à perpétuité.

Septembre. — *Réforme du Code pénal allemand (Loi Heinze).* — Dès le mois de mars 1892, à la suite d'un procès scandaleux où un souteneur fameux nommé Heinze fut condamné à mort pour assassinat, on avait proposé diverses modifications au Code pénal. La loi dite Heinze, enfin votée le 25 juin 1900, édicte des aggravations de peine pour le délit d'excitation à la débauche même non habituelle, des dispositions sévères contre les souteneurs et tous ceux qui tirent profit de la prostitution en la favorisant. On punit de la prison et de l'amende la vente, la distribution, l'exposition d'écrits ou d'images obscènes. On punit aussi la vente à des mineurs de seize ans d'écrits ou d'images qui, sans être obscènes, offensent gravement la pudeur. Ces mesures de rigueur ont pour but essentiel d'assurer la décence des rues.

Chronique. — *Commission de statistique judiciaire.* — Dans la session ordinaire du 21 au 25 juin dernier, ont été prises diverses décisions dont nous signalons les plus importantes : 1^o *application du minimum de la peine.* Le Garde des Sceaux devra inviter les magistrats à ne pas appliquer toujours le minimum, mais à graduer le plus justement possible les peines entre le minimum et le maximum; 2^o *protection des mineurs.* Les magistrats du ministère public doivent mettre tous leurs soins à ce que la privation, la restriction et la déchéance de la puissance paternelle soient provoquées dans tous les cas prévus par la loi. On doit faire des études pour introduire dans la législation italienne des dispositions analogues à celles de la loi française du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. On doit, en ce qui concerne les mineurs, édicter des formes de procédure spéciale, dans l'instruction pénale. On doit empêcher, d'une manière absolue, que, dans les chambres de sûreté et de dépôt, les mineurs soient réunis aux

détenus adultes. On doit étendre aux mineurs l'application de la condamnation conditionnelle, de la grâce conditionnelle, de la suspension de la sentence, de la réprimande judiciaire et des arrêts à domicile. On doit veiller à la rigoureuse application des dispositions sur la protection des enfants, l'instruction obligatoire, le travail dans les fabriques, l'émigration.

Durée de la détention cellulaire. — Une circulaire du 24 avril 1901 fixe la manière de calculer la durée de la peine cellulaire dans ses rapports avec la libération conditionnelle et le passage des condamnés dans les maisons intermédiaires.

Statistique du DOMICILIO COATTO en 1898. — Les colonies assignées au *domicilio coatto* sont Assab, Favignana, Gavi, Lampedusa, Lipari, Pantelleria, Ponza, Ustica, Ventotene. Le 1^{er} janvier 1898, il y avait 2.682 condamnés; dans l'année, il en est entré 3.280 : total 5.962. Il en est sorti 3.202; il en restait le 31 décembre 2.760. Les journées de présence ont été 866.312 avec une population moyenne de 2.373.

Il n'y a qu'une légère augmentation sur les chiffres de 1897. En ce qui concerne les précédents judiciaires, il y avait 11 0/0 condamnés de 3 à 5 fois; 30 0/0 condamnés de 5 à 10 fois; 26 0/0 condamnés plus de 10 fois. Les frais d'entretien se sont élevés à 687.020 liras 40 pour 927.150 journées de présence avec une dépense moyenne de 0,741 par journée de présence.

Les mystères de Londres. — Les crimes, toujours nombreux à Londres, s'y sont accrues d'une manière effroyable dans ces derniers temps. Chaque jour on pêchait plusieurs cadavres dans la Tamise. Les crimes devaient être commis dans le quartier des Docks. Les victimes étaient surtout des ouvriers qui avaient été suivis après la paie du samedi et mis à mort, on ne savait comment. Les corps ne portaient aucune trace de blessure. On constata aussi la disparition de certains riches commerçants, plusieurs millionnaires, tous ayant leurs bureaux près des Docks. Après de longues et vaines recherches, les agents de police remarquèrent des groupes d'individus qui paraissaient soutenir des gens ivres. Un soir, dans un épais brouillard, à l'approche de la police, deux individus laissèrent tomber l'ivrogne qu'ils soutenaient et s'enfuirent. On reconnut que le prétendu ivrogne était un cadavre, dont la tête portait un masque de figure humaine très naturelle. Ce masque étroitement adapté et hermétiquement fermé, sans ouverture ni pour les yeux, ni pour le nez, ni pour la bouche avait été rempli de chloroforme. La victime avait été ainsi instantanément asphyxiée, sans pousser un cri. Les bandits la traînaient comme si c'était un ivrogne et après l'avoir dépouillée la jetaient dans le fleuve.

C'est une espèce de plus à ajouter aux crimes déjà si variés des mystères de Londres.

La main gauche. — C'est le nom pris par une association de malfaiteurs dont plusieurs ont été condamnés par le tribunal de Palerme. On a saisi une copie de leurs statuts dont l'exergue était : *Egalité, fidélité, secret : La main gauche.* Art. 1. — Ce jour, 22 février 1900, nous nous unissons dans le but d'être forts, et vivre sans avoir besoin de personne, ayant été écrasés par les propriétaires qui sont les vrais camorristes et voleurs; Art. 2. — L'associé qui violera son serment sera puni de mort; Art. 3. — Les sicaires seront désignés par le sort; Art. 4. — Sera condamné à mort celui qui fera œuvre d'espion ou de traître; Art. 5. — Les produits de l'Association seront versés, pour moitié, aux mains d'un caissier élu; Art. 6. — On fera les comptes tous les trois mois et les parts seront égales; Art. 7. — Si un associé est malade ou prisonnier, le caissier lui fera passer ce qu'il pourra; Art. 8. — Le président élu sera maintenu tant qu'il plaira à la Société. — Ne dirait-on pas les statuts très sérieux d'une Société industrielle?

CAMOUX DE VENCE.

RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERIE. — Août 1901. — *Première partie :*
1^o Actes parlementaires. Discussion du budget des prisons (*supr.*, p. 1605).

2^o *La mise en valeur de la campagne romaine par la main-d'œuvre pénale*, par M. Beltrani Scalia (*suite*, v. *supr.*, p. 1424).

3^o *Bibliographie.* — Étude sur l'ouvrage récent de M. Giuseppe Miccoli : *Libro del prigioniero*.

4^o *Variétés.* — La pénalité des mineurs délinquants dans quelques États de l'Europe. (Analyse sommaire des lois des principaux États européens : Angleterre, Italie, Espagne, Portugal, France, Russie, Allemagne, Grèce, Suisse, Danemark.)

Deuxième partie. — Actes officiels.

Troisième partie. — Le roi martyr (épisodes de la guerre de 1866). — Extrait du journal d'une inconnue, par Teresa Pioli. — Un pays disparu, par P.-L. Gullé. — La traversée de la Méditerranée en ballon. — Un épisode de la guerre de Chine. — A travers les glaces, expédition suédoise en Sibérie. — Luca Signorelli, par Ricardo Balocco. — Une nouvelle invention d'Edison. — Œuvre pie d'assistance des enfants en état d'abandon des prisonniers. (Documents mensuels.)

Septembre 1901. — Première partie :

1° *La mise en valeur de la campagne romaine par la main-d'œuvre pénale*, par M. Beltrani Scalia (suite).

2° *Commission de statistique judiciaire* (supr., p. 1607).

3° *La prophylaxie de la malaria dans la colonie pénale de Castiadas*. (Indication sommaire des mesures préventives prises dans cette colonie).

4° *Les maisons de bois ambulantes dans la colonie de Castiadas*, par G. Cusmano (supr., p. 710). L'auteur explique la disposition des voitures mises à la disposition de la section *mobile* de cette colonie, qui servent au logement des condamnés et des gardiens. Les 20 détenus composant la section mobile, ont construit 15 kilomètres de route, curé un canal et opéré des défrichements, sans éprouver aucune atteinte de la malaria.

5° *L'île de Sakhaline, colonie pénitentiaire russe*, par E. R.

6° *Congrès*. — Programme du XI^e Congrès, de la Société frénia-trique italienne, qui doit se tenir à Ancône du 29 septembre au 30 octobre 1901.

7° *Bibliographie*. — Étude sur le livre de M. G. Beniani : *Colonisation intérieure*.

8° *Variétés*. — Statistique judiciaire (Nomination de M. Gianturco, comme membre de la Commission de statistique). — Fin tragique d'une tentative d'évasion. — Nouveaux délits et nouvelles peines (Analyse sommaire de la récente publication de M. Barrows). — La délinquance aux États-Unis. — Les anarchistes de Patterson. — Discours d'un condamné. (Ce condamné est Lagouski, l'auteur de l'attentat contre le Ministre de l'Instruction publique de Russie.) — Prêtre parricide. — La peine de mort en Suède. (Vote de la proposition Nystrem portant abolition de la peine de mort, supr., p. 794.) — Contre l'alcoolisme. — Condamnations capitales.

Deuxième partie. — Actes officiels.

Troisième partie. — Extrait du journal d'un mort, par Alfredo Mansella. — Le malade guéri (traduction de Hebel), par E. Orefice. — Les religieuses dans la guerre du Transvaal. — Carmen Sylva, par Pilade Beltrame. — La maison paternelle Ravaschieri, à Naples (compte rendu moral et financier. Ce rapport contient des lettres fort intéressantes écrites à la direction par des anciens pupilles). — Les élèves du *Riformatorio* de Boscomarengo et la Société de patronage d'Alexandrie (compte rendu d'une fête musicale et de gymnastique). — Patriotisme moderne, par Carlo del Ponte. — Le sel pour prolonger l'existence, par E. Clettico. — De Volta à Marconi, progrès de l'électricité au XIX^e siècle par Alessandro Martelli. — La lampe Tesla. —

Fantaisie orientale, par Cortanzo Einaudi. — Oeuvre pie d'assistance des enfants en état d'abandon des prisonniers (Documents mensuels).

Octobre 1901. — Première partie.

1° *La mise en valeur de la campagne romaine par la main-d'œuvre pénale*, par M. Beltrani-Scalia (suite).

2° *L'expression des sentiments chez les délinquants. Le rire*, par P. Vasto. Le rire du délinquant est fréquemment artificiel. C'est souvent, pour l'observateur perspicace, l'indice de la peur. On qualifie, par exemple, de cynique le rire du criminel en face de l'échafaud, tandis qu'on trouve héroïque le sourire du soldat qui, dans une chevauchée au gouffre, se précipite au-devant d'une mort certaine. Il serait plus exact de dire que, dans les deux cas, l'âme, la conscience, le moi ont presque totalement disparu, et que l'être humain est simplement devenu un paquet de nerfs.

Toutefois le rire simulé, sardonique n'est pas le signe de la délinquance. On ne le trouve que chez les délinquants d'habitude. Au contraire, chez l'homme qui vient de commettre un premier délit, on constate habituellement les manifestations de la douleur plutôt que de la joie. Chez le criminel le rire est, parfois, une manière de dépenser une excès de force nerveuse; c'est ainsi que souvent le rire plisse les lèvres d'un criminel pendant ses interrogatoires.

Quelques criminels ne rient presque jamais. Ce phénomène se remarque surtout chez les chefs de bandes dans les associations criminelles (*Maffia, Camorra*, etc.); ces individus s'efforcent ainsi d'affirmer leur supériorité. Chez d'autres, l'habitude du rire artificiel a donné à leur physionomie un air de raillerie; on le remarque surtout chez les affiliés de la *Camorra*.

3° *Législation étrangère*. — Analyse sommaire des principales lois pénales publiées dans le dernier Annuaire de la Société de législation comparée.

4° *Les Congrès*. — Compte rendu sommaire des récents Congrès d'anthropologie criminelle d'Amsterdam et de frénia-trie tenu à Ancone.

5° *Variétés*. — Le droit de grâce aux États-Unis. — *Utinam!* (*La Rivista* félicite la justice américaine d'avoir enfin condamné certains partisans de la loi de Lynch. — Pendu deux fois. — Condamnations capitales. — Un parricide.

Deuxième partie. — Actes officiels. Un décret du 7 septembre 1901 prescrit la construction de nouvelles prisons à Bellune, Lodi, Monza, la Spezia, Lagonegro, Fermo, Chiavari, Bassano, Mantoue, Palmi, Ferrara, Lecco, et d'un nouveau quartier à Macerata. A Turin, la

Generala sera transformée en maison de rigueur (*casa di rigore*). La prison de Civita-Vecchia sera transformée de façon à être soumise au système auburnien; la maison de détention de Pouzzoles deviendra un *manicomio* judiciaire. La prison de Reggio Calabria sera augmentée.

Troisième partie. — Victor-Emmanuel et ses premiers ministres (épisodes historiques inédits), par G.-I. Armandi. — Un épisode héroïque du *risorgimento*, par Umberto di Langosco. — Le régiment de Suse, par Edoardo Barbaja. — Les mémoires de Tolstoï, par Enrico Sacerdote. — Comment l'homme s'adapte à la faim, par C.-G. Omodeo. — Arlequin à Paris, par Giuseppe Petrali. — Les cloches, par le même. — La science et l'humanité, par Raffaele Pirro. — Quelques lettres inédites de Giuseppe Verdi. — Un champignon qui détruit les maisons. — A un roseau agité par le vent. Sonnet, par Teresa Pioli. — OEuvre pie d'assistance des enfants en état d'abandon des prisonniers. (Documents mensuels.)

Novembre 1901. — Première partie.

1° *La mise en valeur de la campagne romaine au moyen de la main-d'œuvre pénitentiaire*, par M. Beltrani Scalia (suite).

2° *Législation étrangère.* Traduction de la loi du 25 juin 1900 modifiant les dispositions du Code pénal allemand sur l'excitation à la débauche, le proxénétisme, la mise en vente d'écrits ou images obscènes, et la publication de comptes rendus de débats judiciaires pour lesquels, dans un but de protection de la moralité publique, le huis clos a été ordonné. (C. pén. §§ 180, 181, 184, 181 a; 184 a, 184 b et 362).

3° *Congrès.* — Le XI^e Congrès de Fréniairie, par PP. L'auteur signale le rapport du professeur Tamburini sur l'encombrement des *manicomi*. De 1874 à 1898, le nombre des aliénés s'est élevé, en Italie, de 11.390 à 28.364, tandis que le nombre des asiles s'est accru seulement d'un quart. De là un encombrement qui s'oppose à la spécialisation des établissements et les empêche d'avoir vraiment le caractère d'un hôpital où l'on s'applique, non à garder par bienfaisance, mais à guérir les malades. M. Tamburini a réclamé, en outre, l'organisation de *sanatoria* pour les alcooliques. — Un rapport de M. Agostini sur l'influence de la psychiatrie en pédagogie, a motivé une brillante discussion, à laquelle ont pris part notamment MM. MorSELLI et Bianchi. — MM. Colucci et de Sanctis se sont spécialement occupés des méthodes à suivre pour l'éducation des individus arriérés (*deficienti*) et aliénés. — L'exposition fréniairique a permis d'apprécier le grand développement que l'initiative privée a donné aux établissements médico-pédagogiques. A signaler aussi, entre beaucoup

d'autres travaux pleins d'intérêt, les communications de MM. Agostini et Antonini, sur la pellagre et de M. le professeur Bianchi sur la prophylaxie de la folie.

4° *Variétés.* — Sur la délinquance de Musolino. (Musolino a commis à onze ans son premier crime de sang. M. Lino Ferriani, qui s'est activement occupé de la délinquance des mineurs, signale cette circonstance comme une preuve nouvelle de l'intérêt que l'on doit attacher à toutes les manifestations de tendances criminelles que l'on vient de constater chez l'enfant.) — Le père de Czolgosz était-il un assassin ? — Après le crime de Buffalo. (Indication des projets de loi contre les anarchistes (1). — La peine de Czolgosz. — Czolgosz en cellule. — L'électro-exécution de Czolgosz.

Deuxième partie. — Actes officiels. Signalons une circulaire du Ministre de Grâce et Justice en date du 26 juillet, signalant les retards apportés, dans certains cas, à la mise en liberté des prévenus acquittés.

Troisième partie. — Les morts (Historique de la fête de la commémoration des morts). — La fête des chrysanthèmes. — Monte-Pelago et Monte-Palito. (Episodes de la campagne de 1860 contre les troupes pontificales). — Le général Pianell, ses lettres et souvenirs intimes. — Incompatibilité, par Spiritus Asper. — La protection des animaux. — Le meilleur sous-marin du monde (Description sommaire d'un navire construit par M. Marquès, officier de la marine brésilienne). — L'observatoire du Mont-Rosa. — OEuvre pie d'assistance des enfants en état d'abandon des prisonniers. (Documents mensuels).

Décembre 1901. — Première partie :

1° *OEuvre pie d'assistance des enfants en état d'abandon des prisonniers.* Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 17 novembre dernier (*supra*, p. 1549).

2° *La mise en valeur de la campagne romaine au moyen de la main-d'œuvre pénitentiaire*, par M. Beltrani Scalia (*fin*). Le savant auteur de ce très intéressant mémoire publie en appendice deux études, l'une de M. Cusmano, intitulée : *Une ferme de cent hectares dans la*

(1) Le *Temps* du 11 décembre annonce que le sénateur Hoar a présenté un projet de résolution par lequel le président est requis de négocier avec les autres puissances civilisées une convention ayant pour but de choisir une île ou tout autre territoire convenable où seraient relégués, après jugement, tous les individus coupables d'avoir tenté de renverser un gouvernement établi, d'avoir conseillé, provoqué ou commis des tentatives criminelles contre la vie des chefs d'Etat ou de hauts fonctionnaires. La résolution a été renvoyée à la Commission des affaires étrangères. — Une autre proposition tendant à étudier les moyens propres à réprimer l'anarchie a été renvoyée par le Sénat, quelques jours après, à sa Commission judiciaire.

campagne romaine, l'autre de M. Alessandro Montechiari, sous ce titre : *Amélioration agraire de la campagne romaine*, destinées à démontrer par des chiffres la possibilité de réaliser les projets de M. Beltrani-Scalia.

3° *Après l'arrestation du bandit Musolino. L'opinion du professeur Lombroso* (Extrait du *Corriere della Sera*). Musolino est un criminel-né. Sans doute il ne présente aucun des caractères du type criminel. Mais cette circonstance, *desolante per le mie teorie*, ajoute M. Lombroso, ne prouve cependant rien, car, d'autre part, le célèbre bandit est extrêmement intelligent, et, « comme je l'ai récemment expliqué dans une communication au Congrès d'Amsterdam, chez les criminels très intelligents, le type criminel fait presque toujours défaut ».

4° *L'opinion du professeur Dalla Porta sur le bandit Musolino* (Extrait de la *Gazzetta di Venezia*). L'auteur, empruntant le nom du célèbre physicien du XVI^e siècle, Giambattista dalla Porta, signale sur un ton quelque peu ironique, les explications de M. Lombroso dont nous venons de donner la substance; c'est la faillite des théories anthropologiques.

5° *Congrès*. Encore le Congrès anthropologique d'Amsterdam. (Analyse sommaire du rapport du Dr Carlo Parnisetti.)

6° *Variétés*. Anarchie et anarchistes (article extrait du *Journal légal d'Albany*, sur Czolgosz). — Condamnation capitale. (Condamnation prononcée contre Dupont par la Cour d'assises de la Somme.)

Deuxième partie. — Actes officiels. Un *reformatorio per corrigende* vient d'être créé à Lecce, dans les locaux de l'asile Saint-Sébastien. Il sera dirigé par une congrégation de charité.

Troisième partie. — Noël. — Pro animalibus. — Sunt lacrymæ rerum, par Aurelio Pelazza. — Elle n'avait pas oublié, par Priche. — Le numero 182 (Extrait du *Pro Familia*, par G. Wolters. — Les choses obscures, par le docteur Alfa. — OEuvre pie d'assistance des enfants en état d'abandon des prisonniers (Documents mensuels).

Henri PRUDHOMME.

RIVISTA DI DIRITTO PENALE E SOCIOLOGIA CRIMINALE. — *Janvier-février 1901. — De l'influence de l'ordonnance du juge d'instruction sur l'exercice de l'action civile pouvant naitre du délit*, par le professeur Alfred Pozzolini, avocat à Pise. — Après avoir passé en revue les diverses théories proposées pour la solution de cette intéressante et difficile question, l'auteur conclut que les ordonnances du juge d'instruction sont de véritables jugements (*supr.*, p. 1302), par conséquent

qu'elles empêchent absolument l'exercice de l'action civile quand elles ne reconnaissent pas l'existence du fait délictueux. Elles paralysent seulement d'une façon relative l'exercice de cette action, quand elles indiquent que l'inculpé n'est pas l'auteur du délit, ou que sa culpabilité n'est pas prouvée.

Orientation nouvelle du droit pénal, par Francesco de Lucca. — Le professeur Francesco de Lucca reprend la question de savoir quel est l'élément constitutif de la faute : celle-ci consiste-t-elle dans le fait de n'avoir pas prévu le dommage qu'on allait causer, ou suffit-il, pour qu'il y ait faute, que le dommage existe? Il se demande ensuite s'il faut distinguer, au point de vue de la répression, diverses espèces de faute? Il adopte l'affirmation et décide que les fautes donnant ouverture à une simple action en dommages-intérêts sont d'une autre nature que les fautes dont l'intérêt public et la sécurité publique réclament une plus énergique répression.

Renseignements de jurisprudence et Bulletin bibliographique. — Chronique.

Mars. — Le duel, d'après les travaux les plus récents et d'après les idées nouvelles, par Carlo Lessona, professeur à l'Université de Pise. — L'auteur résume en des pages intéressantes l'histoire du duel; il cherche à mettre bien en lumière ce que l'opinion publique en pensait dans le passé; il expose ensuite les théories des diverses Écoles de droit pénal au sujet du duel et il termine en déclarant qu'à son point de vue le duel n'a pas le sens commun, que c'est une injustice sociale : il voudrait le voir réprimé énergiquement par les lois pénales.

Note sur la réforme du Code de procédure pénale, par Alexandre Carpi, avocat.

Bulletin bibliographique et Chronique.

A. DE CASTERAS.

LA SCUOLA POSITIVA, juin 1901. — *Les mauvais traitements dans la famille*, par M. Gottardi. — Les cas de mauvais traitements infligés dans le mystère de la famille ne sont plus rares : il semble même que, depuis quelques années, la curiosité publique soit particulièrement éveillée sur de pareils faits. M. Gottardi critique les dispositions des art. 390 et 391, qui règlent précisément les mauvais traitements infligés en famille. Le § 1 de l'art. 391 est ainsi conçu : « Si les mauvais traitements sont pratiqués sur le conjoint, la poursuite n'est exercée que sur la plainte de la victime, et, si celle-ci est mineure, que sur la plainte de ceux qui, lorsqu'elle n'était point mariée, avaient sur elle la puissance paternelle ou l'autorité tutélaire ».

M. Gottardi s'élève avec raison contre, cette disposition, en faisant observer que, d'après le législateur italien, le mauvais traitement même douloureux, est permis, pourvu qu'il ne dégénère pas en abus. M. Gottardi voit là une réminiscence de la puissance accordée par les Romains au *pater familias*; pourtant les jurisconsultes ont toujours fait remarquer que la « *patria potestas in pietate debet non in atrocitate consistere* », idée plus conforme aux sentiments d'équité et d'humanité qui doivent dominer dans la famille civilisée.

Revue critique et de jurisprudence du Code pénal, par Olivieri.

Discussion d'un arrêt de cassation interprétant l'art. 397 du C. p., par Pagani.

Odyssée d'un fou épileptique (notes de psychopathologie), par Code-luppi.

Délit passionnel, par Dinieri de Rocchi. L'auteur examine, au point de vue des idées de l'École criminelle positiviste italienne, l'attentat commis au Collège de France par une jeune Russe sur M. le professeur Deschanel.

Juillet 1901. — L'Anthropologie criminelle, par M. R. Gurrieri. — Dans une leçon magistrale faite à l'Université de Bologne, l'auteur présente une étude historique sur l'évolution des idées d'anthropologie criminelle. Il fait, en passant, l'éloge de tous ceux qu'il considère comme des précurseurs en matière d'anthropologie criminelle.

Visites militaires et criminalité, par Mucciarelli. — L'auteur publie quelques réflexions sur la criminalité dans l'armée. Il fait remarquer que cette criminalité augmente d'année en année. Pourtant il ne peut donner aucun renseignement statistique, attendu que la statistique criminelle dans l'armée a été supprimée à partir de l'année 1884.

M. Mucciarelli déclare que la disparition de tout renseignement officiel et public est précisément une preuve de l'augmentation à laquelle il fait allusion, et il arrive à cette conclusion en prenant pour base les données statistiques fournies, pour les délits dénoncés, par les années 1879-1883 :

En 1879, dans l'armée de terre	156,6
— dans la marine	—
En 1880, dans l'armée	165,2
— dans la marine	103,5
En 1883, dans l'armée	266,4
— dans la marine	153,7

Il fait remarquer que le délit de désertion est assez fréquent (1.049 en 1879 et 1.447 en 1883).

Les délits d'insubordination sont également très nombreux. En

1879, on en compte 349; en 1880, 350; en 1881, 316; en 1882, 226; en 1883, 228.

M. Mucciarelli déclare que, si les médecins militaires appliquaient à l'enrôlement les principes de l'anthropologie criminelle, au lieu de ne faire attention qu'à la constitution physique du soldat, la criminalité militaire serait vite en baisse.

De Luca étudie et critique un arrêt de cassation faisant application de l'art. 89 de la loi électorale, de l'art. 92 de la loi commerciale et de l'art. 290 C. p.

Chronique, par M. Dante Veroni. L'auteur fait connaître les progrès de l'École positiviste dans les races latines de l'Amérique du Sud.

Sociologie criminelle. — L'Université de Lausanne vient de créer un laboratoire de sociologie criminelle. Elle en a confié la direction à M. Alfredo Nicefero, qui inaugurera son enseignement en novembre par une leçon sur les manifestations modernes de la criminalité (*supr.*, p. 1581).

Août 1901. — Danger de la vie. — M. Carrara revient sur la question qu'il avait examinée dans une précédente étude, intitulée *Encore du danger de la vie dans les blessures personnelles*. Il s'agit là d'un examen purement doctrinal, dans lequel la médecine légale doit intervenir concurremment avec le droit.

La Psychologie des foules, par M. Jelgersma. — C'est le rapport qu'il a fait au V^e Congrès d'Anthropologie criminelle (*supr.*, p. 1463).

L'auteur discute et examine les théories déjà émises par MM. Tarde, Le Bon, Sighele, Paul Janet et tant d'autres.

La situation sociale de l'uraniste, par Aletrino (*supr.*, p. 1463). Les relations de MM. Jelgersma et Aletrino sont en langue française.

Septembre 1901. N° 9. L'évolution de la vie pendant la nuit dans l'isolement cellulaire continu, par le Dr C. Ricci. — Dans ce commentaire d'une longue étude sur cette question, l'auteur critique l'emprisonnement cellulaire envisagé comme expiation de la peine, et les résultats qu'il produit à tous les points de vue.

M. E. Ferri fait un court compte rendu du Congrès d'Amsterdam. Il fait ressortir que ce Congrès a été un nouveau triomphe pour l'École positiviste italienne.

Le sixième Congrès aura lieu à Turin en 1905.

LOUIS PAOLI.

REVUE PÉNALE SUISSE, 14^e année, 1^{re} et 2^e livraisons. — *Le débat criminel et les essais actuels de réforme*, par M. le professeur Gautier. — Continuant le travail précédemment analysé (*Revue*, 1900,

p. 548, et *supr.*, p. 976), M. Gautier aborde la question de la preuve testimoniale devant les juridictions pénales, notamment devant les juridictions de jugement. Il veut que tous les témoins, tant à décharge qu'à charge, soient appelés à la requête du ministère public, sans qu'aucune avance de frais soit imposée, à cet effet, ni à l'accusé, ni même à la partie civile. Il veut que tout témoin dont on attend des déclarations importantes soit isolé jusqu'à sa déposition, même et surtout vis-à-vis des autres témoins. Il pense que la loi ne doit pas établir de catégories de témoins, que personne ne doit être exclu, en conséquence, ni du témoignage ni du serment, les proches parents de l'accusé ainsi que les personnes liées par le secret professionnel pouvant toujours d'ailleurs refuser leur témoignage. Il veut que tous les témoins soient assermentés avant leur déposition. Le témoin, ajoute-t-il, déposera librement; il sera ensuite interrogé par les parties, en commençant par celle qui l'a cité; puis le président, s'il y a lieu, posera les questions nécessaires pour compléter la déposition. Enfin, M. Gautier demande que nul témoin ne soit tenu de répondre sur des faits dont la divulgation compromettrait son honneur ou celui des siens; en cas de doute ou de contestation, le président déciderait si la question peut être posée.

Discussions de politique criminelle dans les Assemblées et Sociétés suisses pendant les années 1899 et 1900, compte rendu par le professeur Émile Zürcher, de Zurich. — D'abord, revenant sur l'année 1899, il est rendu compte dans ce travail des débats de l'Association des juristes suisses sur la question des aliénés criminels, envisagée au double point de vue de la poursuite et de l'exécution des peines. Puis on rend compte successivement : 1° des travaux de la Société pour l'hygiène scolaire, créée nouvellement, qui, dans sa première assemblée, à Zurich, le 9 juin 1900, s'est occupée de la jeunesse en danger moral, question traitée surtout au point de vue médical; de ceux du synode scolaire zuricois, qui, le 24 septembre 1900, dans sa réunion annuelle, a traité la question des infractions commises par les enfants des écoles, question renvoyée précédemment à l'examen des sections cantonales, lors de la session tenue en 1899, par l'Association suisse des instituteurs; 3° des discussions auxquelles les projets de Code pénal et de Code civil suisse ont donné lieu, particulièrement au point de vue de la protection due au mariage et à la moralité publique, dans les réunions tenues à Glaris le 29 août 1900, par l'Association ecclésiastique suisse, et à Burgdorf le 19 septembre suivant, par l'Association pastorale du canton de Berne; 4° il n'est pas jusqu'à la Société populaire suisse, dont l'Assemblée annuelle

a été tenue du 3 au 5 septembre 1900, qui n'ait effleuré sur quelques points le domaine de la politique criminelle en s'occupant de l'emploi des jeunes gens dans l'industrie, particulièrement dans les fabriques, et des mesures à prendre contre le surmenage.

Le projet de Code pénal suisse devant l'Assemblée ecclésiastique suisse, par le professeur Karl Stooss. — Dans l'Assemblée de Glaris dont il a été question ci-dessus, MM. les pasteurs P. Kind et Burckhard avaient formulé contre le projet de Code pénal des critiques tirées de la nécessité de mieux protéger l'application des principes de la vie chrétienne dans la législation relative au mariage et à la famille; on demandait notamment : 1° que l'âge de la protection légale pour les jeunes filles fût élevé jusqu'à dix-huit ans; 2° que l'adultère pût être poursuivi d'office; 3° que le concubinage fût réprimé comme un délit. Le professeur Stooss répond à ces critiques en montrant, d'une part, que la législation fédérale donne sur certains points satisfaction aux critiques, et, de l'autre, en précisant les limites des domaines respectifs de la loi positive et de la conscience morale dans la société civile.

Statistique criminelle et politique criminelle par rapport à la Suisse, par le professeur Adolphe Lenz, de Fribourg. — Cette étude a été faite à la suite de la publication par le Département fédéral de l'Intérieur des résultats de la statistique criminelle suisse de 1892 à 1896. L'auteur y traite successivement des conditions dans lesquelles une bonne statistique criminelle doit être faite, des efforts faits pour instituer la statistique criminelle en Suisse, de la statistique pénitentiaire suisse (rapport d'ensemble et tableaux), du problème d'une statistique criminelle suisse. Il indique les changements et les mesures complémentaires qui lui paraissent nécessaires pour réaliser de nouveaux progrès et atteindre le but, quelque peu éloigné encore, d'une statistique criminelle uniforme et par cela même scientifiquement réalisée.

Nouvelles directions dans la science pénale, rapport présenté à l'Assemblée des juristes bernois du 26 février 1901, par le professeur W. M. Mittermaier, de Berne. — L'auteur croit que toutes les demi-mesures prises pour l'amélioration du droit pénal n'aboutissent qu'à une compilation mal bâtie et, dût son opinion sonner comme une hérésie, il tient pour l'élaboration d'une « science du crime » absolument neuve. Si les juristes ne veulent pas collaborer à cette œuvre, les médecins, les instituteurs, les pasteurs, tous gens qui ont souvent plus de connaissance de la vie, mais qui n'ont pas les mêmes habitudes de méthode, le feront à leur place, et ils feront quelque chose

de superficiel. Il faut que les juristes prennent la tête du mouvement, car, avec les moyens d'investigation dont ils disposent, ils ont toutes chances pour serrer la vérité de plus près.

Législation fédérale et cantonale (supr., p. 1609).

Jurisprudence pénale. — Décisions des tribunaux cantonaux de Zurich, Bâle-Campagne, Argovie, Appenzell (Rhodes-extérieures), Soleure.

Nouvelles pénales. — Droit pénal : l'Association Howard; prisons. — Laboratoires en Amérique. — Jeunes criminels, proposition faite au Grand Conseil du canton de Schaffhouse, le 11 mars 1901, par le Dr K. Brustch. — Statistique des extraditions de la Suisse pendant les années 1890-1899, d'après les rapports du département fédéral de justice et police.

G. LELOIR.

REVUE GÉNÉRALE DE DROIT PÉNAL (*Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 1901, vol. 21, fasc., 3 et 4).

Étiologie criminelle, par le professeur van Hamel, d'Amsterdam. — L'étiologie est l'étude des causes; l'étiologie criminelle est donc l'étude des causes de la criminalité. Anthropologie criminelle, sociologie criminelle, etc., sont comprises dans ce mot nouveau, qui a l'avantage de ne rien exclure et de ne pas attribuer une influence prépondérante à une cause de la criminalité sur les autres. L'article, d'ailleurs, n'est pas une revue de celles-ci. C'est seulement la critique d'une leçon publique faite sur la question, toujours insoluble, de la responsabilité pénale, par un privat-docent de l'Université d'Amsterdam, le Dr Aletrino. M. van Hamel en combat les idées exagérées, et même fausses, qui peuvent compromettre dans l'esprit de bien des gens le succès des tendances nouvelles de la science pénale dont il est l'adepte fervent.

Représentation sans mandat dans les déclarations à faire sur l'état civil des personnes et sur les maladies contagieuses, par le Dr W. Hone-mann, juge suppléant à Charlottenbourg. — Les lois allemandes du 6 fév. 1875 sur l'état civil des personnes et du 30 juin 1900 sur les maladies contagieuses prescrivent à un certain nombre de personnes dénommées de faire une déclaration à l'autorité publique. L'auteur recherche s'il est satisfait à ces lois, quand un tiers, sans avoir reçu mandat des personnes obligées, fait la déclaration requise. Sa réponse, appuyée sur l'interprétation des textes et des motifs qui ont inspiré le législateur est affirmative pour la première de ces deux lois, négative pour la seconde.

L'agent provocateur au point de vue du Code pénal allemand, par le Dr R. Katzenstein, à Peine. — L'auteur se demande si l'on peut poursuivre le policier qui est un agent provocateur. Il estime qu'en provoquant un criminel à délinquer, le policier peut être considéré, dans certains cas, comme provocateur ou auteur d'un délit spécial, et d'une manière générale, comme complice. Il faut tenir ferme la règle : *cessante razione legis, non cessat lex*.

La signification de l'épilepsie au point de vue pénal, par M. G. Ilberg, médecin principal à Sonnenstein, expert pour les maladies mentales et nerveuses auprès du tribunal de Dresde. — Étude médico-légale sur les caractères et les degrés de l'épilepsie, et sur le temps pendant lequel subsiste l'irresponsabilité pénale en cas de crise épileptique.

La notion du délit d'offense à la Majesté (Majestätsbeleidigung), et sa comparaison avec le délit ordinaire d'injure d'après le Code pénal allemand, par M. Doehn, juge à Dresde. On rencontre beaucoup de divergences dans la doctrine et la jurisprudence des diverses juridictions de l'Empire allemand sur la nature du délit de lèse-Majesté. L'auteur indique les différents systèmes; puis il expose le sien qui repose sur des distinctions; le délit en question est complexe et ne s'applique pas dans tous les cas à la même personne ni aux mêmes faits; il est donc irréductible au délit ordinaire d'injure.

Responsabilité et légitime défense, par le Dr Al. Zoëfler, privat-docent à Vienne. — Longue étude sur les caractères et les conditions de la légitime défense (*Notwehr*) avec un retour sur le droit autrichien et le nouveau Code civil allemand.

Les dispositions pénales du projet de loi allemand sur les droits d'auteur, comparé avec la loi autrichienne du 26 décembre 1895, par K. Birkmeyer, professeur à Munich. — Très intéressante étude sur le droit d'auteur, qui apparaît comme un droit attaché à la personne, ayant pour objet la faculté pour l'auteur de tirer un profit exclusif du produit de son travail intellectuel. Tout en considérant le projet actuel de loi comme un réel progrès sur la législation en vigueur, l'auteur critique les dispositions pénales qu'il contient.

Fasc. 5. — Mesures de contrainte et procédure de contrainte, par le Dr Martin Isaac, de Berlin. — Il existe, à côté du droit pénal proprement dit, un vaste domaine où l'on rencontre des mesures de contrainte : peines disciplinaires, peines pécuniaires, mesures de coercition contre la personne. C'est de cette partie du droit, distincte du droit pénal, mais cependant connexe avec lui, puisqu'il s'agit également d'un droit sanctionnateur, dont l'auteur essaie d'esquisser la théorie quant au fond et quant à la procédure. C'est une matière, peut-être

difficilement réductible à des règles communes, car ses dispositions résultent de textes, n'ayant entre eux aucun lien, et ne s'inspirant pas toujours des mêmes idées. La tentative de généralisation n'en mérite pas moins d'être signalée, parce que c'est une branche du droit qui jusqu'ici n'a pas beaucoup attiré l'attention des juristes.

Témoignage et déposition divisée, par le Dr Sello, conseiller de justice à Berlin. — Un témoignage en justice peut contenir plusieurs affirmations distinctes : parmi celles-ci les unes peuvent être exactes, les autres mensongères; c'est même ce qui se présentera le plus fréquemment en cas de faux témoignage. L'auteur examine deux questions : d'une part, si le témoin dont la déposition renferme plusieurs déclarations mensongères, commet un faux serment unique ou un concours idéal de faux serments; et d'autre part, si, par faux témoignage on doit entendre dans les art. 154 et suiv. l'ensemble de la déposition ou ses parties. Contrairement à Oppenhoff, M. Sello estime qu'il y a un concours de délits, et que dans les art. 154 et suiv. la mesure de la peine est fixée d'après la partie mensongère de la déposition.

La condamnation conditionnelle en Angleterre, par le Dr K. Ignatius, d'Helsingfors. — Très intéressant article sur les origines de la condamnation conditionnelle en Angleterre et sur son application actuelle. L'auteur en retrace d'une manière très complète la lente et graduelle formation qu'il rattache à trois sources différentes : la *Common law*, le *Summary Jurisdiction Act* de 1879, et le *Probation of First offenders Act* de 1887. La condamnation conditionnelle manque donc complètement d'unité en Angleterre; ses cas et conditions d'application sont différentes suivant la loi invoquée. Il serait inexact de penser qu'elle ne peut être accordée qu'à des délinquants primaires et pour de légères infractions. Ainsi la *Common law* ne comporte aucune distinction entre le délinquant primaire et le récidiviste, entre l'infraction légère et le crime grave, hormis le crime capital pour lequel cette mesure n'est pas admissible. Les résultats de la condamnation conditionnelle doivent, dès lors, être examinés avec soin et séparément. Il n'y a pas d'ailleurs de statistique générale en Angleterre sur ce point.

Compte rendu des travaux du séminaire de criminalistique à l'Université de Berlin pendant l'année 1900-1901.

6^e fascicule. — *La notion du souteneur*, par le Dr Paul Herr, à Berlin. — Une loi du 25 juin 1900 a ajouté à l'article 181, du Code pénal allemand une disposition visant les souteneurs que les tribunaux avaient jusque-là quelque difficulté à atteindre. L'auteur analyse

cette loi, qui donne d'une manière prolixe et quelque peu embarrassée la notion d'un genre de personnes plus facile à saisir qu'à définir. Il la rapproche de la loi française du 27 mai 1885 (art. 4), qui ne prête pas à certaines applications excessives, possibles avec la loi allemande.

Infractions criminelles et de simple police, par le Dr Guderian, referendär. — C'est la distinction des délits et des contraventions de simple police qui fait l'objet de cet article. L'auteur ne pense pas qu'il faille écarter du domaine du droit pénal, pour les placer dans celui du droit administratif, les contraventions de simple police; entre elles et les délits il n'aperçoit aucune différence caractéristique; et il corrobore cette opinion, en examinant quelques-unes des contraventions indiquées par le Code pénal allemand.

J.-A. Roux.

JOURNAL DE LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE (*Blätter für Gefängniskunde*). — Organe de l'Union des fonctionnaires des prisons allemandes. XXXV^e volume, 1^{re} et 2^e livraisons.

Les problèmes et la méthode de la science pénitentiaire, (supr., p. 412). — *Le traitement pénal des aliénés*, suite du rapport de M. S. Barrows, délégué des États-Unis à la Commission internationale pénitentiaire, par M. Rauchstein, de Schoeneberg. L'auteur rappelle que notre Société se préoccupait, dès 1878, de la question des aliénés criminels, et indique les solutions auxquelles elle est arrivée en 1897. Il étudie, à ce sujet, les différentes législations, et spécialement celles de l'Amérique du Nord.

Rapport sur l'état actuel du régime pénitentiaire dans le Grand-Duché de Bade, présenté au Congrès de Bruxelles, par M. Engelberg.

La même livraison contient aussi une traduction par M. Nemanitsch, de Marburg, du décret du 8 mai 1899 sur le régime des concessions à accorder aux relégués dans nos colonies pénitentiaires.

Mentionnons enfin quelques avis intéressants sur la composition des bibliothèques à l'usage des détenus. L'Union des fonctionnaires des prisons allemandes a, en effet, mis à son ordre du jour le point de savoir si les classiques allemands peuvent tous être laissés entre les mains des prisonniers, si l'on doit y joindre quelques romans et quelles sortes de romans, et l'Union ne fait en cela que donner suite aux vœux émis en 1895 par le Congrès de Paris. — Persuadés qu'on peut faire de la lecture un procédé d'amendement, « un facteur puissant de l'éducation pénale », les auteurs de ces avis cherchent à déterminer quelles conditions devrait réunir cette lecture, et, par

suite, ils établissent le but à atteindre pour la composition des bibliothèques des prisons. « On se préoccupe souvent de former une belle bibliothèque, sans trop se demander s'il ne serait pas préférable d'avoir une bonne bibliothèque. Il faut uniquement tenir compte de l'utilité des livres qu'on choisit. » Il va de soi que chacun apporte sa liste d'auteurs et d'ouvrages ; mais il est de nombreux points de contact : d'abord les livres religieux doivent être recommandés, puis surtout des livres instructifs, quelques journaux. Quant aux classiques allemands, on ne pourrait que se réjouir si les prisonniers lisaient les meilleurs poètes ; une certaine prudence devrait être observée en ce qui concerne les auteurs de drames ou de tragédies, lorsqu'ils sont de nature à exciter les passions ; de même on ne saurait admettre tous les historiens. Enfin le nombre des romans, dans ces bibliothèques, serait des plus restreints, parce que c'est à leur égard principalement qu'on doit user de circonspection : qu'on se défie, notamment, des romans moraux ou soi-disant moralisants !

3^e et 4^e livraisons.

La religion catholique dans les petites prisons, par Karl Krauss. — L'isolement étant reconnu le meilleur procédé de traitement pour les prisonniers et la cellule devenant le mode normal de détention, l'Administration pénitentiaire doit parer aux inconvénients, aux dangers d'un isolement trop absolu. Il convient de se préoccuper de l'éducation morale des détenus pour les amender ; il faut faire des prisons des « hôpitaux moraux », des « cliniques sociales » (*moralischen Spitätern, sozialen Kliniken*), et c'est alors à la religion qu'est réservé le premier rôle. De tous ceux qui approchent les détenus, l'aumônier est celui qui peut le plus. Mais, si l'action morale et religieuse a un effet réel dans les grandes prisons parce que les prisonniers y séjournent quelque temps, il semble que cette action soit affaiblie, dans les petites prisons, en raison de la courte durée des peines. M. Karl Krauss ne croit pas que cette difficulté soit insurmontable ; il montre précisément de quelle façon doit s'exercer l'activité des ecclésiastiques, dans ces petites prisons, et indique quels sont leurs devoirs. — Le rôle du prêtre devrait commencer dès l'arrestation, au cours de l'instruction, pendant la détention préventive : l'influence religieuse serait de nature à faciliter la tâche du juge d'instruction (l'auteur a d'ailleurs développé ce point de vue dans une étude antérieure sur les aveux des prisonniers, parue dans les *Blätter*, T. XIX, p. 190 et s.), et, au cas de condamnation de l'inculpé, elle serait une préparation à l'amendement. M. Krauss s'attache à montrer que l'action religieuse devra s'exercer par des procédés différents suivant qu'on sera en pré-

sence d'hommes, de femmes ou de jeunes détenus (visites, conseils, lectures à recommander...). Le prêtre peut enfin conserver une action sur les jeunes libérés, assurer leur reclassement, se charger de l'administration de leur pécule.

Les mesures et descriptions anthropométriques, d'après le Dr Bertillon, par M. Lenhard-Bruchsal. — Les principes scientifiques de l'anthropométrie, tels qu'ils ont été établis par le Dr Bertillon, sont bien connus en Allemagne, depuis la traduction de ses études sur les instructions signalétiques (*das anthropometrische Signalement*, traduction par le professeur de médecine légale, Dr Sury, Bern-Leipzig, 1895). Aussi le système d'identification à l'aide des signalements anthropométriques a-t-il été introduit en Allemagne au cours de l'année 1896. Il ne fut pas pourtant adopté ; mais, en 1897, le président de la Police de Berlin réunit un Congrès à Berlin pour faciliter l'introduction du Bertillonage en Allemagne : tous les États de l'Empire y envoyèrent des délégués et quelques représentants de l'Autriche et de la Roumanie vinrent y prendre part. Les membres de ce Congrès furent à la fois étonnés et satisfaits des résultats du système et l'on peut dire que, de cette époque, date son adoption définitive dans l'Empire allemand (*Revue*, 1898, p. 169 et 1179). La Police de Berlin fut chargée de centraliser les recherches, les renseignements, et en l'espace de trois ans (1896-1899) la « Centrale » de Berlin a pu procéder à 288 identifications.

La 72^e Assemblée générale de la Société des prisons du Rhin et de Westphalie (octobre 1900 ; *supr.*, p. 730).

Un article du Dr Wengler traite du danger qu'il y aurait de réduire le service des gardiens de 13 heures à 10 heures sans augmenter proportionnellement leur nombre dans les prisons cellulaires.

Enfin, signalons quelques avis sur la question de la composition des bibliothèques à l'usage des prisonniers : à vrai dire, ils constituent plutôt une indication des ouvrages et des auteurs à admettre ; mais il faut remarquer qu'on propose la création d'une bibliothèque centrale, à qui serait remis le soin de choisir les livres et de les répartir entre les différentes prisons d'un même État.

J. HÉMARD.

REVISTA DE LAS PRISIONES. — 16 et 24 juillet 1901. — *Une œuvre qui s'impose*, par M. José Alijo. (L'auteur demande la reconstruction du pénitencier de Cadix). — Congrès. (Interpellation de M. Burgos à la Chambre des députés sur la réforme pénitentiaire, *supr.*, p. 1287).

— *Le stimulant provoque l'afflux*, par M. Gonzalo Diás Arpe. (Par suite de la suppression des pénitenciers de Saragosse et de Valence, et de la nécessité de replacer dans le service actif des fonctionnaires supérieurs que ces suppressions ont fait mettre en disponibilité, les vacances, dans le *Cuerpo de Penales*, paraissent devoir être peu nombreuses en 1902 et 1903 ; quelques places seulement pourront être mises au concours. L'effet des récents décrets sur la réorganisation du personnel se trouvera donc paralysé, et c'est pourquoi M. Diás Arpe demande d'appliquer immédiatement le projet de classification des prisons. Il calcule que la dépense occasionnée par cette réforme, tout en permettant d'élever les traitements, représenterait une augmentation d'impôts de 37 pesetas 50 pour 1000 contribuables). — *Extraits et Nouvelles*.

1^{er} août 1901. — *Réformes dans le Cuerpo de Penales*. (Article extrait du journal *El Universo*. Ce journal, sous la signature *Un vigilante*, avait publié un article dans lequel les récents décrets du Ministre de la Justice, M. de Teverga, étaient attaqués. — Aux observations anonymes de ce *vigilante*, un *gardian* a envoyé une réponse également anonyme que l'*Universo* a publiée et que la *Revista* reproduit à son tour. L'auteur se félicite des réformes réalisées, il s'applique spécialement à réfuter les critiques formulées contre la création du nouveau poste d'inspecteur général). — *Au Congrès*. (Réponse du Ministre de Grâce et Justice à l'interpellation de M. Burgos. V. *supr.*, p. 1287). — *Actes officiels* (Ordre royal du 29 juillet ajournant le concours pour le poste d'inspecteur général à l'époque où le nouveau budget entrera en vigueur). — *Extraits et Nouvelles*.

8 et 16 août 1901. — *Interpellation sur les réformes pénitentiaires*. *Opinion de la « Revista »*. (La personnalité de M. Burgos, les hautes fonctions de directeur des Établissements pénitentiaires et de sous-secrétaire d'État au Ministère de Grâce et Justice qu'il a remplies donnaient une importance particulière aux critiques par lui adressées aux récentes réformes pénitentiaires (*supr.*, p. 1287 note). Aussi la *Revista* qui a publié intégralement l'interpellation de l'honorable député et la réponse du Ministre consacre-t-elle une étude très étendue aux questions qui ont fait l'objet de cette interpellation. Elle défend les décrets contresignés par M. de Teverga. Si l'on a réuni dans l'école d'Alcalá des mineurs de différentes catégories, au lieu de créer pour chacune de ces catégories un établissement distinct, c'est que l'on ne pouvait espérer obtenir du Parlement les crédits nécessaires pour organiser autant d'établissements spéciaux qu'il existe de catégories de jeunes délinquants. — De même fallait-il attendre que

toutes les prisons fussent transformées pour décréter l'adoption du régime pénitentiaire irlandais? Dès maintenant, il peut être appliqué à Madrid, à Bilbao, à Saint-Sébastien, à Vitoria, à Valence, à San-Miguel. Il pourra l'être prochainement à Barcelone. L'Espagne procède comme ont procédé, avant elle, les pays dont l'organisation pénitentiaire est aujourd'hui la plus parfaite et qui, peu à peu, ont écouté et appliqué les leçons des Howard, des Ducpétiaux, des Wines. Les critiques adressées aux dispositions sur l'inspection générale et l'avancement ne sont pas plus fondées. En créant des inspecteurs des prisons, on a voulu simplement faire pour les prisons ce qui existe déjà dans le service des ingénieurs civils, des finances, de l'instruction publique.

En réalité, le cadre des fonctionnaires supérieurs de la Direction générale ne sera pas plus nombreux qu'il ne l'était à l'époque où M. Burgos remplissait les fonctions de directeur général ; les traitements seront les mêmes qu'alors. Seulement la place la plus rétribuée, c'est-à-dire celle d'inspecteur général, sera donnée au concours, au lieu d'être laissée au libre choix du Ministre. Il était impossible de supprimer l'avancement à l'ancienneté sans s'exposer à ne jamais récompenser les services modestes, mais utiles, des gardiens dont l'instruction n'est pas assez développée pour leur permettre d'affronter les concours. Mais n'est-ce pas manifester une crainte exagérée que prétendre qu'on s'expose ainsi à confier à un incapable les fonctions d'inspecteur général?

S'il n'a pas été fondé, comme le demande M. Burgos, une École normale de gardiens, c'est qu'il n'était pas possible de tout faire en même temps. Cette réforme viendra à son heure. Il en sera de même des écoles d'Arts et Métiers pour les détenus.

Les observations de M. Burgos sur la situation actuelle du *Cuerpo* sont fondées. La *Revista* les avait antérieurement fréquemment présentées ; elle a, notamment, depuis longtemps réclamé l'augmentation des petits traitements. Mais cela, de même que l'organisation des retraites, ne peut être obtenu que par une loi. La *Revista* insiste, en terminant, sur les avantages que présentera désormais la fusion du personnel des bureaux de la Direction générale et du *Cuerpo*).

Une visite aux pénitenciers d'Alcalá de Henares, par M. José Alvarez Mariño. (Il y a à Alcalá deux établissements pénitentiaires, le pénitencier des jeunes délinquants et la prison de femmes, dite Casa-Galera, renfermant 320 détenues. Cette prison contient toutes les femmes condamnées à la réclusion à temps ou à perpétuité, et celles qui ont été condamnées à la prison correctionnelle par l'*audiencia* provinciale

de Madrid. La surveillance intérieure est confiée aux filles de la Charité. M. Mariño fait le plus grand éloge de l'organisation de cet établissement.) — *Insistons*, par M. Manuel Lugilde. (Le journal *El Imparcial* a demandé récemment que le traitement des gouverneurs civils des provinces fût augmenté. L'auteur remarque que l'on pourrait, avec plus de raison, émettre un vœu semblable en faveur des fonctionnaires du *Cuerpo de penales*.) — *Association générale pour la réforme pénitentiaire en Espagne*. (La puissante Société de Barcelone dont notre collègue M. Ramón Albo y Martí est le secrétaire, a envoyé au Ministre de Grâce et Justice une adresse de félicitations à l'occasion des réformes dont il a pris l'initiative. La *Revista* publie cette adresse et la réponse du Ministre. Elle invoque en même temps l'autorité de l'Association générale pour la réforme pénitentiaire pour combattre l'opposition que les récents décrets continuent à rencontrer.) — *L'Unification*, par M. Antonio Moreno. (L'auteur s'associe aux observations présentées antérieurement par M. Navarro de Palencia sur ce sujet, et il estime que la fusion du personnel de la Direction centrale et du personnel du *Cuerpo de penales* est la plus importante et la plus utile des réformes; des motifs d'intérêt personnel peuvent seuls expliquer les critiques dont elle est l'objet.) — *Extraits et Nouvelles*.

24 août 1901. — *Plus outre*, par M. Ogellad. (L'auteur insiste pour que les traitements des fonctionnaires des prisons qui sont à la charge des municipalités et des députations provinciales soient régulièrement payés.) — *Une visite aux pénitenciers d'Alcalá de Henares*, par M. Alvarès Mariño (*suite*). (L'auteur résume dans cet article les impressions que lui a faites la visite du pénitencier des jeunes délinquants. Elle a fortifié son opposition aux récentes mesures prises par le Ministre de Grâce et Justice (*supra*, p. 1286). D'après M. Mariño, le pénitencier d'Alcalá de Henares devrait demeurer exclusivement affecté aux jeunes délinquants proprement dits, c'est-à-dire aux individus condamnés qui n'ont pas encore accompli leur vingtième année; les enfants abandonnés devraient continuer à être dirigés sur l'asile de San Bernardino entretenu à Alcalá même par la municipalité de Madrid; pour les enfants de la correction paternelle l'École de réforme de Santa Rita, de Carabanchel-Bajo, suffit. Il conviendrait, au contraire, de créer un établissement spécial, à la fois agricole et industriel, pour les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et envoyés en correction. M. Mariño insiste sur les inconvénients que présentera le mélange de ces différentes catégories de détenus. Il constate, en terminant, l'ordre parfait qui règne dans le pénitencier d'Alcalá, où une imprimerie a été orga-

nisée à l'instar de l'imprimerie de la maison centrale de Melun. Cela prouve, dit-il, la possibilité d'améliorer les établissements pénitentiaires espagnols. Il reste cependant, d'après M. Mariño lui-même, une ombre à ce tableau. L'insuffisance du personnel oblige à confier encore certaines fonctions aux *cabos de vara*. N'est-ce pas fâcheux, car l'institution des *cabos de vara* est une cause de désordre, d'indiscipline et d'immoralité?) — *Les victimes de Laguardia*. (Le chef et le gardien de la prison de cette ville ont été assassinés, le 6 août dernier, par trois *gitanos* inculpés de vol. Après avoir rapidement rendu compte des honneurs rendus aux victimes, la *Revista* demande qu'à défaut de pensions on étende aux veuves les dispositions de la loi sur les accidents du travail.) — *Extraits et Nouvelles*.

1^{er} septembre 1901. — *Mauvais exemple!* par M. Manuel Lugilde. (L'auteur tire argument de l'assassinat des deux gardiens de Laguardia pour demander que la situation des fonctionnaires du *Cuerpo* soit améliorée, — il ne devrait pas y avoir de traitement inférieur à 1000 *pesetas*, — et que des lois analogues à celles qui protègent les militaires de la *guarda civil* punissent les attentats commis sur la personne des gardiens des prisons).

— *C'est indispensable*, par M. B. L. Monfort. (Le décret du 27 mai 1901 établit un concours pour l'admission aux fonctions d'employé des prisons dans la section dite administrative. Le jury comprend notamment le directeur ou le chef de la prison la plus importante de la province. Il serait, observe l'auteur, indispensable, avant d'appeler ces jurys à fonctionner, de faire la classification, depuis si longtemps réclamée, des prisons. Sinon, on s'expose à faire siéger dans la commission d'examen un employé de dernière classe, à côté d'un fonctionnaire d'un ordre élevé, près duquel il n'aurait évidemment aucune autorité.) — *Les effets de la loi; les agressions contre les employés*, par M. Alfredo Guedea. (Article inspiré par le récent assassinat des gardiens de Laguardia. Les délits commis par les détenus sur la personne de leurs gardiens devraient être punis plus rigoureusement que les délits analogues commis par un individu libre.) — *Note pour un projet de réforme pénitentiaire*, par M. Albó y Martí (*suite*, v. *supra*, p. 1288). — *Extraits et Nouvelles*.

8 septembre 1901. — *Les prisons d'Oviedo*, par M. F. Cadalso. (La prison des hommes dite *Carcel Fortaleza* établie plaza de Porlier, va bientôt disparaître, et la description qu'en donne M. Cadalso démontre bien qu'il y avait urgence à la remplacer. Ainsi le bâtiment principal donne directement sur la place publique et la chapelle est disposée de telle sorte que, pour assister à la messe, une partie des

détenus doit se placer entre la porte d'entrée et le guichet intérieur. Toutes ces circonstances facilitent l'évasion.

La nouvelle prison est construite à un kilomètre environ de la ville, lieu dit *Ferreros*, sur un point élevé et bien aéré. C'est une prison cellulaire composée d'un bâtiment principal où sont installés les services généraux et les logements des gardiens, et de quatre galeries contenant deux cents cellules, rayonnant autour du poste central de surveillance. Les ateliers et les promenoirs seront en commun. Quelques détails appellent cependant la critique. Ainsi M. Cadalso estime que l'emplacement choisi pour les parloirs devrait être modifié, car il est trop au centre de la prison, ce qui facilite l'accès des étrangers dans l'établissement et nuit à la discipline et au bon ordre. La prison des femmes, qui continuera à subsister même après l'achèvement de la prison cellulaire, est établie, place du Pelayo, dans un bâtiment servant en même temps de *juzgado* municipal, de maison de secours et de violon. Elle se compose, en dehors du logement du gardien en second qui compose à lui seul tout le personnel de surveillance, d'une cour, d'un dortoir et de trois cachots, d'une salle d'instruction et d'une chapelle. Le nombre des détenues est en moyenne de vingt. Si le bâtiment était entièrement affecté à la prison, cette prison serait très suffisante. Elle est d'ailleurs très bien tenue.) — *Le droit dans les tribus celto-espagnoles*, par M. Gonzalo Diez Arpe. — *Extraits et Nouvelles*.

16 septembre 1901. — *La prison (carcel) de Gijón*, par F. Cadalso. (Établie dans un vieux château construit, d'après la légende, par le roi maure Monusa, sur la petite place *del Conde*, cette prison fait un triste contraste avec la ville très florissante qu'est Gijón. On se propose de lui substituer d'ailleurs une prison cellulaire; malheureusement, si les plans sont approuvés depuis plus de deux ans, on s'est borné jusqu'ici à tracer les fondations sur le terrain où le nouvel édifice doit s'élever, et, provisoirement, on conserve la prison actuelle qui n'a pas même de cour, et dans laquelle les détenus, hommes et femmes, doivent séjourner continuellement dans les pièces servant de dortoirs. Ces dortoirs sont au nombre de trois, deux pour les hommes, disposés l'un au rez-de-chaussée, l'autre dans le sous-sol; un pour les femmes, installé dans des conditions un peu moins mauvaises. Ces pièces manquent de lumière et d'air. On y accède par des escaliers étroits et lugubres, éclairés par d'étroites ouvertures pratiquées dans d'épaisses murailles. Les prisonniers de toute nature (prévenus, condamnés, passagers) et de tout âge vivent en commun, sans travail, sans école, presque sans enseignement religieux. Leur

nombre moyen est de 60 environ.) — *Avilés et sa prison (carcel)*, par F. Cadalso. (M. Cadalso ne trace pas un moins triste tableau de la prison d'Avilés. Elle aussi manque de cour. Plus petite que la prison de Gijón, car elle ne contient en moyenne que 10 à 12 détenus, elle comprend, en outre de deux pièces servant de violon, deux dortoirs voisins, l'un pour les femmes, l'autre pour les hommes, et une troisième pièce dans laquelle les détenus du sexe masculin sont enfermés pendant le jour. Il est urgent de construire une autre prison réunissant les conditions de salubrité et d'hygiène indispensables. M. Cadalso signale en outre la négligence de l'autorité judiciaire à transmettre au gardien-chef les extraits nécessaires pour régulariser les détentions). — *Le patronage*, par F. Manzano. (Étude théorique destinée à montrer l'utilité du patronage. L'auteur distingue le patronage officiel, semi-officiel et privé et le patronage préventif et pénitentiaire. Le patronage préventif s'étend aux enfants abandonnés, aux mendiants, aux vagabonds et même aux individus en état de détention préventive; l'action du patronage pénitentiaire s'exerce sur les individus en cours de peine et les libérés. M. Manzano indique sommairement, mais en fort bons termes, comment le patronage peut s'exercer à l'égard de ces différentes catégories de patronnés.) — *Notes pour un projet de réforme pénitentiaire*, par M. Albó y Martí (suite, v. supra, p. 1288) — *Extraits et Nouvelles*. (La *Revista* signale le projet de construction d'une nouvelle prison de femmes à Madrid, et critique l'emplacement choisi comme trop voisin de la prison cellulaire.)

24 septembre 1901. — *Ouverture des tribunaux*. (Analyse très sommaire du discours prononcé par le Ministre de Grâce et Justice. L'orateur a traité de la responsabilité judiciaire; il a en outre parlé des réformes partielles à introduire dans les codes et dans les lois sur le jury, sur les hypothèques et sur le notariat. Il admet notamment la nécessité de reviser le Code pénal et d'y introduire la libération conditionnelle). — *La prison cellulaire de Palencia*, par M. F. Cadalso. (Simple capitale de 3^e ordre, cette ville possède une administration provinciale et municipale très active et très diligente. L'ancienne prison a disparu, et a fait place à un établissement construit à un kilomètre environ de la ville. Il comprend, en dehors des bâtiments nécessaires pour les services généraux et le logement des gardiens, quatre galeries disposées en forme de croix, au centre desquelles se trouve le poste de surveillance. La première de ces galeries sert de prison de *partido* et de dépôt municipal ou violon. En face, de l'autre côté du poste, se trouve la prison correctionnelle; les deux

galeries latérales servent de prison de l'*audiencia*. Le nombre des cellules est de 80. Il n'y a pas d'école, et cette lacune est regrettable. On va incessamment organiser deux ateliers, l'un de cordonnerie, l'autre de sparterie. M. Cadalso critique le mode d'éclairage (lampes à pétrole, et estime qu'il conviendrait de lui substituer sans retard l'éclairage électrique. L'installation des latrines est également défectueuse). — *Mesure pratique*, par Manuel Lugilde. (L'auteur demande que la gestion des fonds soit retirée à l'alcade du chef-lieu de *partido* pour être confiée au président de la junta administrative de chaque prison, sous la surveillance de l'administration centrale). — *Extraits et Nouvelles*.

1^{er} octobre 1901. — *La prison (carcel) de Valladolid*, par F. Cadalso. (M. Cadalso ne pouvait passer dans cette ville sans exprimer de nouveau ses regrets de la suppression du pénitencier. Autant cet établissement était spacieux, autant la *carcel* est étroite, incommode et répond mal aux nécessités du service. Elle est installée dans un vieil hôtel du x^ve siècle, où, d'après la légende, eut lieu la première entrevue d'Isabelle et de Ferdinand d'Aragon. Il n'y a qu'un seul préau, en sorte que, la prison étant commune aux hommes et aux femmes, celles-ci doivent demeurer perpétuellement dans la mansarde qui leur sert de dortoir. Les mineurs de dix-huit ans, que les règlements interdisent de laisser avec les adultes, sont obligés, pour la même raison, de rester également dans leur dortoir. Le défaut d'espace a empêché l'établissement d'ateliers. La chapelle consiste dans une sorte d'alcôve disposée à l'extrémité d'un dortoir, et juste suffisante pour y installer un autel et permettre au célébrant de s'y remuer. Il existe au rez-de-chaussée un quartier cellulaire. La moyenne des détenus est de 200, dont 20 à 30 femmes et 15 à 20 jeunes détenus mineurs de dix-huit ans. Il est désirable que, dans le plus bref délai, cette prison soit supprimée et remplacée par un établissement nouveau, réunissant les conditions indispensables d'hygiène. La ville de Valladolid, qui a su trouver les fonds nécessaires pour construire un hôtel de ville magnifique et une *plaza de toros*, ne saurait faire moins que les villes de Palencia, Orviedo, qui ont reconstruit leurs prisons.) — *Un conseil au personnel des prisons (carceles)*, par Vicente Narbonna. (L'auteur recommande aux employés des *carceles* de profiter de la discussion prochaine des budgets municipaux et provinciaux pour demander que leur traitement soit porté au maximum prévu par les règlements d'administration publique). — *Extraits et Nouvelles*. (Signalons le projet de suppression du pénitencier de Ceuta).

8 octobre 1901. — *La classification des prisons*, (Deux raisons

principales l'imposent : 1^o l'impossibilité de maintenir des traitements inférieurs à 700 et même à 500 *pesetas* ; 2^o l'intérêt de la discipline, qui condamne une organisation permettant de nommer chef d'une prison un fonctionnaire d'un grade inférieur à celui de ses subordonnés.) — *Les prisons de Galice et de Léon*. (Notes sommaires sur les établissements pénitentiaires de ces deux provinces. Lugo possède une prison cellulaire. Les bâtiments sont disposés en quadrilatère, dont les côtés intérieurs limitent une cour centrale. Le même plan a été adopté pour les autres prisons de la province. Sur la cour ouvrent les dortoirs des hommes et des femmes. On fait en sorte d'organiser le service de manière à permettre aux deux catégories de détenus de profiter successivement de la cour. Lorsque cela n'est pas possible, les femmes demeurent consignées dans leur dortoir. On comprend sans peine les inconvénients que présente le rapprochement des quartiers des hommes et des femmes. — La Corogne, bien que chef-lieu de Cour d'appel, n'a pas de prison correctionnelle. Les condamnés doivent être transférés à Santiago et à Ortigueira. Cette dernière prison est particulièrement défectueuse ; elle manque d'eau, et l'on doit s'approvisionner aux fontaines publiques. Orense et Pontevedra ont des prisons correctionnelles. La prison de Léon est une vieille prison en commun, installée dans le vieux château de *la Muralla*. Elle est vaste, et mieux organisée que les autres établissements que nous venons de citer. On y a déposé, en ces derniers temps, un certain nombre de cellules qui permettront d'appliquer le récent décret sur le régime pénitentiaire. — Dans la plupart des prisons de Galice et de Léon, le travail n'est pas organisé. Dans plusieurs même, le système de nourriture des détenus est des plus rudimentaires. On donne à chacun 0 fr. 50 par jour et ils achètent leurs vivres). — *L'électrocution* (Analyse d'un article de M. Goron). — *Notes pour un projet de réforme pénitentiaire*, par Albó y Martí (*fin*). — *Extraits et Nouvelles*.

16 octobre 1901. — *L'Union fait la force*. (Réponse à un article du *Heraldo de Madrid*. Ce journal demande la création d'une caisse de retraite pour les employés des prisons. Cette réforme, d'après la *Revista*, doit être précédée d'une autre : la classification des prisons et le rattachement de tous ces établissements pénitentiaires à l'État. Actuellement, sur 1.500 employés composant le *Cuerpo de penales*, 1.200 environ sont occupés dans les *carceles* et payés, en conséquence, plus ou moins régulièrement sur les budgets locaux des municipalités et des provinces. C'est seulement lorsque tous les traitements seront acquittés sur le budget de l'État qu'il sera possible

d'assurer le service d'une caisse des retraites. La *Revista* s'associe, au contraire, au *Heraldo*, pour demander que les postes des surveillantes dans les prisons de femmes soient confiés aux femmes et filles de fonctionnaires du *Cuerpo*). — *Extraits et Nouvelles*.

24 octobre et 1^{er} novembre 1901. — *Archaïsmes*, par Ogellad. (Dans ce premier article, l'auteur, après quelques considérations générales sur la réforme pénitentiaire, qu'il semble accuser d'être surtout un replâtrage, aborde la question du pénal de Chinchilla.) — *Le pénal de Ceuta*, par F. Cadalso. (Réponse à un article de la *Correspondencia militar* demandant la suppression de ce pénitencier. D'après M. Cadalso, les pénitenciers de la péninsule, déjà encombrés, ne sauraient recevoir la population pénale de Ceuta, à laquelle il conviendrait d'ajouter celles de Alhucemas, Chafarinas, Melilla et Peñon de la Gomera, si vraiment il existe des raisons militaires de supprimer les établissements pénitentiaires de la côte d'Afrique. Mais ces établissements seraient-ils un danger, en cas de guerre? L'histoire de la guerre précédente démontre le contraire. 300 détenus furent alors armés et formèrent des compagnies d'éclaireurs; d'autres furent employés à des transports, à des travaux de terrassement, etc. Tous rendirent des services appréciables. La compagnie dite *de la mort*, sous le commandement du capitaine Ariza, s'est particulièrement distinguée). — *Jusques à quand?* par B. L. Monfort. (Le *Heraldo* vient de réclamer une augmentation de traitement pour les commis (*escribientes*) militaires. Il serait temps que les employés de l'Administration pénitentiaire s'unissent pour obtenir aussi une augmentation que justifie l'élévation sans cesse croissante des choses de première nécessité!). — *Extraits et Nouvelles*.

Henri PRUDHOMME.

ERRATA

Page 1422. Supprimer les lignes 2-13.

Page 1364, ligne 19, au lieu de 81, lire 81.000.

Page 1417, dernière ligne, au lieu de *Dès 1895*, lire : *Dès 1897*, comme suite de l'ordre du jour voté par la Chambre le 27 décembre 1895.

TABLE DU VINGT-CINQUIÈME VOLUME

N° 1. — Janvier 1901

	Pages.
STATUTS. — RÈGLEMENT. — LISTE DES MEMBRES.	1
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ DU 19 DÉCEMBRE 1900	47
Élection d'un vice-président et de cinq membres du Conseil. — Membres nouveaux. — Fin discussion rapport Roux sur <i>L'état de nécessité</i> : MM. A. Rivière, Gardeil, Garraud, Brouilhet, Gauckler, Prins, Thiry, G. Vidal, Mourral, Pouillet, Tellier, Maurice, P. Jolly, H. Robert, Prudhomme, Leloir, Bregeault, Larnaude, A. Le Poittevin, de Boislisle, Saleilles, Cauvière, Garçon, Petit, Roux.	
JURISPRUDENCE INTERNATIONALE EN MATIÈRE D'EXTRADITION (affaire Sipido), par C. de Vence	90
CRIMINALITÉ EN FRANCE ET SES REMÈDES, d'après A. Fouillée, par L. Rivière .	96
LA PRÉSERVATION PAR LA FAMILLE ET LE PATRONAGE FAMILIAL, par G. Bessière.	102
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France</i> :	
Assemblée gén. de l'Union des Sociétés de patronage, par G. Bessière .	110
<i>Étranger</i> :	
1° L'assistance par le travail en Russie, par L. Rivière	117
2° La protection de l'enfance en Styrie, par L. Rivière.	122
REVUE DES INSTITUTIONS PÉNITENTIAIRES :	
1° Le Budget de la Justice (Rapport Cruppi), par G. Bessière.	125
2° Répression du vagabondage et de la mendicité en 1899, par L. Rivière.	130
3° Fonctionnement de la relégation en 1899, par J. Astor.	138
4° École Lepelletier de Saint-Fargeau, par A. Rivière	144
5° Des causes du mouv. anarch. et des moyens d'y remédier, p. C. de Vence.	148
6° Rapport annuel de l'Association Howard, par G. Vial.	151
7° La criminalité en Angleterre en 1898, par M. Yvernès.	155
8° La Rasphuys et la maison de force de Gand, par L. Rivière	160
9° Bibliographie :	
A. Nouv. tendances du droit crim., d'après H. Joly, par R. Demogue.	164
B. L'action disciplinaire de la Légion d'honneur, d'après J. Durieux, par Lerebours-Pigeonnière.	166
10° Informations diverses : <i>Exclus</i> (p. 166). — <i>Double bouc'e relégués</i> (p. 168). — <i>Presse : diffamation</i> (p. 168). — <i>Jury : peine</i> (p. 169). <i>Justice Congo et Côte des Somalis</i> (p. 170). — <i>Livrets militaires</i> (p. 171). — <i>État de nécessité</i> (p. 171). — <i>Dépôt de la préfecture de</i> <i>Police</i> (p. 172). — <i>Aliénés criminels</i> (p. 172). — <i>Les rafles</i> (p. 173). — <i>Nanterre</i> (p. 173). — <i>Villers-Cotterets</i> (p. 174). — <i>Proposition de</i> <i>loi sur la Transportation</i> (p. 174). — <i>Main-d'œuvre en Guyane</i> (p. 175). — <i>Annamites en Guyane</i> (p. 176). — <i>Contesté brésilien</i> (p. 176). — <i>Mouvement dans le personnel</i> (p. 177). — <i>Lettre au</i> <i>Secrétaire général</i> (p. 177). — <i>Revue étrangères : Penale, di Dis-</i> <i>cipline carcerarie</i> . — ERRATUM (p. 184).	